

EUROPÄISCHES PARLAMENT
ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPÉENNE
ASSEMBLEA PARLAMENTARE EUROPEA
EUROPEES PARLEMENT

VERHANDLUNGEN

Ausführliche Sitzungsberichte

DÉBATS

Compte rendu in extenso des séances

DISCUSSIONI

Resoconto stenografico delle sedute

HANDELINGEN

Stenografisch verslag der vergaderingen

11. Mai 1960

• 11 mai 1960

N° 8

11 maggio 1960

• 11 mei 1960

Vorliegende Ausgabe enthält alle Interventionen in der vom Redner verwandten Sprache. Vollständige Ausgaben in den 4 Amtssprachen der Gemeinschaften werden später veröffentlicht.

Dans la présente édition, chaque intervention figure dans la langue utilisée par son auteur. Des éditions complètes dans les 4 langues officielles des Communautés seront publiées ultérieurement.

La presente edizione reca ogni intervento nella lingua usata dall'oratore. Le edizioni complete nelle 4 lingue ufficiali delle Comunità saranno pubblicate successivamente.

In deze publikatie is de tekst van het gesprokene in de door de sprekers gebruikte taal afgedrukt. De volledige uitgave in de vier officiële talen van de Gemeenschappen zal later verschijnen.

INHALT

<i>Genehmigung des Protokolls</i>	363
<i>Entschuldigungen</i>	363
<i>Wahl des Europäischen Parlaments in allgemeiner direkter Wahl (Fortsetzung)</i>	363
<i>Vorlage eines Dokuments</i>	388
<i>Wahl des Europäischen Parlaments in allgemeiner direkter Wahl (Fortsetzung)</i>	388
<i>Tagesordnung der nächsten Sitzung</i>	434

SOMMAIRE

<i>Adoption du procès-verbal</i>	363
<i>Excuses</i>	363
<i>Élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel direct (suite)</i> ..	363
<i>Dépôt d'un document</i>	388
<i>Élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel direct (suite)</i> ..	388
<i>Ordre du jour de la prochaine séance</i>	434

INDICE

<i>Approvazione del processo verbale</i>	363
<i>Giustificazioni di assenze</i>	363
<i>Elezione dell'Assemblea Parlamentare Europea a suffragio universale diretto (seguito)</i>	363
<i>Presentazione di un documento</i>	388
<i>Elezione dell'Assemblea Parlamentare Europea a suffragio universale diretto (seguito)</i>	388
<i>Ordine del giorno della prossima seduta</i>	434

INHOUD

<i>Goedkeuring van de notulen</i>	363
<i>Berichten van verhindering</i>	363
<i>Verkiezing van het Europese Parlement door middel van rechtstreekse algemene verkiezingen (voortzetting)</i>	363
<i>Indiening van een document</i>	388
<i>Verkiezing van het Europese Parlement door middel van rechtstreekse algemene verkiezingen (voortzetting)</i>	388
<i>Agenda van de volgende vergadering</i>	434

SITZUNG AM MITTWOCH, 11. MAI 1960

SÉANCE DU MERCREDI 11 MAI 1960

SEDUTA DI MERCOLEDÌ 11 MAGGIO 1960

VERGADERING VAN WOENSDAG 11 MEI 1960

VORSITZ

PRÉSIDENT DE LA SÉANCE

PRESIDENTE DELLA SEDUTA

VOORZITTER VAN DE VERGADERING

M. FOHRMANN

vice-président

(Die Sitzung wird um 10.30 Uhr eröffnet.)

(La séance est ouverte à 10 h 30.)

(La seduta ha inizio alle 10,30)

(De vergadering wordt om 10.30 uur geopend.)

M. le Président. — La séance est ouverte.

Genehmigung des Protokolls

Adoption du procès-verbal

Approvazione del processo verbale

Goedkeuring van de notulen

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

Entschuldigungen

Excuses

Giustificazioni di assenze

Berichten van verhindering

M. le Président. — MM. Motz et De Smet s'excusent de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

*Wahl des Europäischen Parlaments
in allgemeiner direkter Wahl (Fortsetzung)*

*Election de l'Assemblée parlementaire
européenne au suffrage universel direct (suite)*

*Elezione dell'Assemblea Parlamentare Europea
a suffragio universale diretto (seguito)*

*Verkiezing van het Europese Parlement door
middel van rechtstreekse algemene verkiezingen
(voortzetting)*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la suite de la présentation et la discussion générale du rapport de MM. Battista, Dehousse, Faure, Schuijt et Metzger, fait au nom de la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles, sur l'élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel direct.

La parole est à M. Maurice Faure, pour présenter son rapport sur la composition de l'Assemblée élue.

M. Maurice Faure, rapporteur. — Mes chers collègues, il appartenait, hier soir, à notre collègue, M. le président Dehousse, de vous présenter, dans un rapport introductif général, les perspectives et les limites de la vaste entreprise que nous poursuivons à propos de l'élection au suffrage universel direct de notre Assemblée.

Le rôle qui m'est imparti est plus modeste et surtout plus technique. Je dois vous présenter les conclusions de votre groupe de travail et de la commission des affaires politiques sur un certain nombre de points précis qui commandent la composition de l'Assemblée élue.

J'aborderai successivement trois points, aussi brièvement que possible, persuadé que je suis que nous aurons l'occasion, dans la discussion des articles et des amendements, de revenir en détail sur chacun d'eux à propos des contestations qu'ils ne manqueront pas de susciter.

Je vous parlerai, d'abord, du nombre des représentants, puis, des liens entre l'Assemblée européenne et les Parlements nationaux et, enfin, du caractère du mandat parlementaire européen.

Ces questions ne peuvent être, pour des raisons didactiques évidentes, qu'exposées successivement puisqu'il est impossible d'exposer plusieurs questions en même temps; c'est regrettable, étant donné que les conclusions auxquelles nous sommes arrivés sur chacun des sujets dépendent, dans une certaine mesure, de celles auxquelles nous avons abouti sur les autres problèmes, et qu'une interdépendance très étroite lie l'ensemble des décisions que nous proposons maintenant à votre agrément.

A propos du nombre des représentants, le problème se posait de savoir s'il convenait de conserver dans le cadre d'une assemblée élue au suffrage universel le chiffre de 142 députés ou s'il fallait, au contraire, l'augmenter et dans la mesure où l'on décidait de l'augmenter, se posait alors un sous-problème: de combien fallait-il l'augmenter, c'est-à-dire par quel coefficient fallait-il multiplier le nombre des membres de notre assemblée actuelle?

Je dois dire que l'unanimité s'est dessinée, tant au groupe de travail qu'à la commission politique, pour répondre oui à la question de principe sur le point de savoir s'il était opportun, en vue de l'élection au suffrage universel, d'accroître le nombre des membres de l'assemblée et ceci pour un certain nombre de raisons.

La première, c'est qu'il était pratiquement impensable d'appeler aux urnes 100 millions d'hommes et de femmes des six pays de notre Communauté pour leur faire élire seulement 142 représentants, ce qui aboutirait, par exemple, dans des pays comme l'Allemagne, la France ou l'Italie, à convier 28 à 30 millions d'électeurs à élire seulement 36 députés. On arriverait ainsi à ce résultat d'un élu pour 900.000 électeurs — je ne dis pas habitants, je dis bien électeurs — ce qui rendrait impossible toute espèce de contact direct entre le candidat et ses électeurs et ce qui enlèverait, par conséquent, à la notion même de campagne électorale une grande partie de sa valeur. Ce que nous attendons de l'élection au suffrage universel, c'est, bien entendu, qu'elle mette davantage à la portée des peuples de notre communauté l'ensemble des problèmes que nous traitons ici dans un vase un peu clos et, dans une certaine mesure, un peu en dehors du souffle populaire.

Si le nombre des représentants est aussi réduit, la campagne électorale perdra sa vertu et par la suite même, dans le cours de son mandat, l'élu, le représentant, ne pourra pas conserver, entretenir et développer ses contacts, qui sont, je le répète, à nos yeux, une justification essentielle, peut-être la justification première, ainsi que l'a répété, hier soir, notre ami M. le président Dehousse, de l'élection au suffrage universel.

Il y a d'autres raisons qui militent dans le même sens. C'est que dans nos pays d'Occident, la démocratie se trouve souvent traduite par une pluralité considérable de partis politiques. On peut parfois regretter cet espèce d'éparpillement, mais force est bien de le constater et un pays n'est vraiment représenté que dans la mesure même où les nuances de la pensée politique qui le compose peuvent être représentées dans l'Assemblée européenne. Ceci exige, par conséquent, un nombre d'élus plus considérable.

Enfin, Mesdames, Messieurs, il ne faut pas oublier, que dans la mesure — et j'y reviendrai dans un instant — où l'on décide, tout au moins au début, de conserver dans cette Assemblée, un certain nombre de représentants, qui continueront à être désignés, comme aujourd'hui, au deuxième degré, c'est-à-dire par les Parlements nationaux, alors on se trouve, à plus forte raison, devant la nécessité d'augmenter le nombre des représentants.

Je dis bien: augmenter le nombre des représentants. Je n'ai pas dit: modifier la pondération, c'est-à-dire la répartition entre les Etats. Oh! il est facile, sur ce point, de mettre en évidence le fait que la répartition actuelle est relativement peu démocratique et que, dans une assemblée élue au suffrage universel, on donnera à l'électeur luxembourgeois, voire même à l'électeur des Pays-Bas ou de la Belgique, une représentation proportionnellement beaucoup plus forte qu'à l'électeur français, allemand ou italien. C'est exact. Ce n'est d'ailleurs, que dans le cadre d'un bicamérisme qu'on pourrait envisager de corriger cette espèce de « cote mal taillée » qu'a été la pondération établie par les traités de Rome.

Il est certain que si nous rouvrons ce problème, nous allons nous heurter à des difficultés quasi insurmontables. Au surplus, notre Communauté ne vise pas à faire disparaître les Etats. Elle vise non à les fusionner, mais à les associer et même les fédéralistes les plus fervents n'ont jamais, dans leurs ambitions, ni dans leurs desseins, dépassé ce stade de pensée poli-

tique. Par conséquent, force est bien de nous en tenir à la raison et de conserver la pondération actuelle

J'en arrive alors à la deuxième et dernière question que pose le problème du nombre des représentants. A partir du moment où l'on convient qu'il est raisonnable, et je dirais même inéluctable, d'augmenter le nombre des représentants de l'Assemblée actuelle, par combien faut-il multiplier ce chiffre ?

Un grand nombre de nos collègues estimaient qu'il était nécessaire et suffisant de multiplier le chiffre actuel par deux, c'est-à-dire, de passer de 142 à 284 membres. A l'opposé, un nombre important de nos collègues pensaient qu'il fallait multiplier par quatre le nombre des représentants actuels et faisaient valoir essentiellement les considérations que je développais tout à l'heure, c'est-à-dire, la nécessité de contacts aussi fréquents et serrés que possible entre les électeurs et les élus, et la nécessité aussi d'éviter des circonscriptions tellement vastes qu'elles deviendraient pratiquement inhumaines.

Mais on a fait valoir un certain nombre de considérations en sens contraire devant lesquelles les tenants du multiple 4 se sont inclinés.

La première, qui tombe sous le sens, c'est que les Parlements nombreux ne sont pas des institutions populaires et que, si l'on associe à l'idée d'élection au suffrage universel de cette Assemblée celle d'une multiplication par 4 du nombre de ses représentants, nous risquons de nous heurter à des critiques qui, pour être trop faciles ou même d'inspiration démagogique, n'en auront pas moins une portée certaine sur le public.

La seconde considération, c'est qu'une Assemblée nombreuse n'est pas nécessairement la formule la meilleure eu égard à l'efficacité du travail. Les commissions, dans cette hypothèse, deviennent également pléthoriques et, par conséquent, leur travail, qui exige un minimum d'intimité et de relations personnelles entre les élus, risque de se faire dans de moins bonnes conditions.

Enfin, on a redouté que si on allait vers des circonscriptions trop petites on donnerait à la représentation d'intérêts locaux, une ampleur trop considérable.

L'argument, au fond, le plus important, c'est que beaucoup de nos collègues hésitaient à donner à l'Assemblée européenne un nombre de re-

présentants quatre fois supérieur au nombre actuel aussi longtemps que ses pouvoirs n'auraient pas été accrus. Et nous retrouvons là ce thème qui a été si brillamment exposé, hier soir, par M. le président Dehousse, qui a suivi presque pas à pas la marche de nos travaux. Dans ces conditions, nous avons pensé qu'il était raisonnable de nous en tenir au multiple 3.

Je sais que c'est là un compromis entre deux et quatre. C'est vrai, mais pourquoi, par le fait même, serait-il condamnable ? Le multiple 3 aboutit au chiffre de 426 représentants pour une population de 170 millions d'habitants. Je ne pense pas que ce chiffre puisse être jugé trop ambitieux voire pléthorique si on le compare au chiffre de 435 représentants pour les Etats-Unis, dont la population s'élève à 180 millions d'habitants. Ce chiffre sera, en tous cas, encore inférieur à celui de la plupart de nos Parlements nationaux. En effet, le Bundestag compte 519 membres, l'Assemblée nationale française, 546 membres, et la Chambre des députés italienne 590 membres.

Ce coefficient 3 nous semble permettre, tout au moins pendant la période transitoire, de dissocier un certain nombre de ces 426 députés pour les faire élire, au deuxième degré, par les Parlements nationaux.

Et j'en arrive, ainsi, à la deuxième grande question que j'étais chargé d'exposer et de traiter devant vous, à savoir les liens avec les Parlements nationaux. Sur ce point aussi se pose d'abord une question de principe. On peut estimer qu'il est préférable de séparer le plus possible les fonctions et les représentants dans les Assemblées nationales, Chambres des députés ou Sénats, et à l'Assemblée européenne. On peut estimer que les deux institutions, ayant des vocations et des attributions différentes, doivent, non pas s'ignorer, bien sûr, mais travailler de façon nettement séparée. On peut, au contraire, considérer que, dans la mesure où, comme c'est actuellement le cas et comme ce sera encore le cas pendant longtemps, la construction de l'Europe ne peut progresser qu'avec l'appui actif, positif des Parlements nationaux, il est préférable d'organiser institutionnellement une coopération entre les deux ordres d'Assemblée, voire une espèce d'interpénétration qui ne peut d'ailleurs mieux se réaliser que par l'identité des personnes.

Après de nombreuses discussions et après avoir interrogé, dans les six pays, tous les experts politiques ou juridiques que nous avons rencontrés, nous nous sommes arrêtés au deu-

xième terme de l'alternative. Nous avons pensé que nous commettrions une erreur si nous poussions dans le sens de la séparation radicale de l'Assemblée européenne et des Parlements nationaux et que notre devoir était, tout au moins au début, de prévoir un certain nombre de clauses qui associent nécessairement les unes et les autres dans le même travail.

Comment était-il possible de traduire, dans les faits, cette vue réaliste des choses ?

Il y a deux systèmes possibles pour provoquer une identité de personnes entre les membres de l'Assemblée européenne et les membres des Parlements nationaux.

Le premier système, c'est la compatibilité des mandats. En d'autres termes, laisser aux élus la possibilité d'être à la fois membres des Parlements nationaux et membres de l'Assemblée européenne.

Ce premier système, mes chers collègues, ne nous donne, d'ailleurs, pas la certitude qu'il y aura, tout au moins pour un nombre important de membres de l'Assemblée européenne, identité avec les titulaires des mandats nationaux. C'est le résultat des élections qui le dira. Mais enfin, il y a une forte chance, convenons-en, pour que si la compatibilité est admise, les hommes politiques qui sont déjà élus dans la Chambre des députés ou le Sénat de leur pays et dont c'est la vocation d'être candidats, se présentent aux élections européennes, soient élus en nombre important et, par conséquent, se retrouvent sur les travées et de l'Assemblée européenne et de leurs Parlements nationaux.

C'est là un grand problème, qui a été fort agité. Certains pensent que c'est une mauvaise chose de permettre cette compatibilité. Ils estiment que chacune des deux charges est suffisamment lourde pour occuper la vie et le travail d'un homme. Ils considèrent qu'il y aura une confusion entre les deux vocations. Ils pensent que se produiront des contrariétés matérielles de calendrier, comme celles qu'évoquait hier soir la délégation belge.

En sens opposé, on a fait remarquer que dans la mesure où chaque élection comporte un risque et dans la mesure surtout où une élection, qui s'adresse pour la première fois sur des thèmes peut-être techniquement peu connus à une masse aussi considérable d'électeurs, représente nécessairement un risque plus grand encore et peut-être même une nuance d'aventure, il est bon d'avoir pris toutes les précautions possibles

et convenables ; Et l'une des meilleures précautions que l'on puisse prendre est incontestablement de décréter — ce fut le sentiment de votre commission — la compatibilité des mandats. Ainsi solliciteront le suffrage du peuple des gens qui sont déjà connus dans la vie politique de leur pays et c'est peut-être ce qui provoquera un afflux aux urnes que n'eut pas provoqué un ensemble de candidatures qui eussent toutes été des candidatures d'hommes nouveaux.

On peut, en effet, en théorie, soutenir l'une ou l'autre des deux thèses que je viens de vous exposer. Mais, si nous avons penché pour la seconde, c'est essentiellement pour des raisons pratiques et parce que nous estimons qu'il est de notre devoir de prendre toutes précautions contre le risque d'abstention dans ces premières élections européennes.

D'ailleurs, le premier système, celui de la compatibilité, n'exclut pas le second. Quel est le second ? Le second, c'est un système plus radical qui consiste à dire qu'obligatoirement, un certain pourcentage de membres de notre Assemblée continuera à être élu, comme c'est le cas maintenant, au deuxième degré, c'est-à-dire par les Parlements nationaux.

Il y a contre cette thèse un premier reproche qui lui a été adressé et qui consiste à dire que ce n'est pas une bonne chose qu'une Assemblée représentative soit recrutée de deux manières différentes. Et c'est vrai. Mais il nous a semblé que nous devions ne pas hésiter à cumuler ces précautions et que nous devions, non seulement décréter la compatibilité, mais décréter aussi que, dans une première phase dite phase transitoire, le tiers des membres de l'Assemblée, c'est-à-dire 142, c'est-à-dire précisément le nombre actuel des représentants, continuerait à être élu par les Parlements nationaux.

Mais, Mesdames, Messieurs, je voudrais attirer votre attention sur un point particulier. C'est que nous n'avons décidé la compatibilité des mandats et le maintien d'un tiers de notre Assemblée élu au suffrage à deux degrés par les Parlements nationaux, que pour la période transitoire, c'est-à-dire pour la première phase de l'Assemblée européenne élue au suffrage universel.

Cette première période, période transitoire, est strictement limitée dans le temps. Nous avons déterminé le moment à partir duquel il pourrait y être mis un terme et le moment au delà duquel, nécessairement, un terme devrait y avoir été mis. En d'autres mots, c'est ce que

les juristes appellent le *terminus a quo* et le *terminus ad quem*.

Nous avons décidé que la période transitoire ne pourrait pas prendre fin avant la fin de la période transitoire du marché commun lui-même, mais qu'elle devrait obligatoirement être terminée à la fin de la législature en cours, au moment où la période transitoire du marché commun s'achèvera. Et nous avons surtout décidé — j'attire ici votre attention parce que ce problème, bien que technique, me semble revêtir une importance politique décisive — nous avons décidé de choisir deux portées différentes à la période transitoire, en ce qui concerne la compatibilité des mandats, d'une part, et, en ce qui concerne l'élection du tiers de notre Assemblée au deuxième degré, d'autre part.

Pour ce qui est de l'élection de 142 représentants au deuxième degré, cela ne peut durer que pendant la période transitoire, c'est-à-dire que lorsque la période transitoire sera close, tous les représentants seront élus au suffrage universel et nul ne pourra en décider autrement. Cela fera partie, si vous voulez, du corps initial des décisions dont le caractère sera irréversible.

Au contraire, en ce qui concerne la compatibilité des mandats, nous avons décidé qu'elle serait de règle pendant la période transitoire, mais nous avons laissé la question ouverte sur le point de savoir si elle serait conservée après ou si elle serait, au contraire, supprimée et nous avons renvoyé à une décision de l'Assemblée parlementaire européenne elle-même ce point particulier. Nous avons estimé que l'expérience des quelques années qu'elle viendrait de vivre lui dicterait une conduite faite, à ce moment-là, de réflexion, d'intelligence et de raison. Nous lui avons laissé la possibilité de prendre cette décision, parce qu'il ne faut pas oublier que cette décision, l'Assemblée parlementaire européenne la prendra au moment où disparaîtront les 142 députés élus au deuxième degré. Ce qui fait qu'à ce moment, le choix sera entre la séparation totale des mandats et des fonctions ou, au contraire, le maintien du système de compatibilité qui permettrait le lien entre les membres de l'Assemblée parlementaire européenne et les Parlements nationaux, mais seulement si et dans la mesure où les électeurs l'ont ainsi voulu.

Voilà quelles ont été les décisions que nous avons prises, sur ce deuxième point, à propos des liens avec les Parlements nationaux.

Il me reste, et j'aurai ainsi terminé cet exposé, à vous dire quelques mots du caractère du mandat parlementaire européen.

Tout d'abord, en ce qui concerne la durée, le mandat durera cinq ans. L'histoire comparée des mandats de nos divers Parlements montre que certains de nos pays ont un mandat parlementaire de quatre ans, d'autres un mandat parlementaire de cinq ans. Nous vous proposons d'uniformiser à cinq ans la règle de la durée du mandat parlementaire européen.

Bien sûr, il faut prévoir des exceptions pour ceux d'entre nous qui, dans la première phase, la phase transitoire, seraient élus par les Parlements nationaux. Pour ceux-là, le mandat ne serait pas de cinq ans. Il ne pourrait pas excéder la durée même de la vie de l'Assemblée qui les a désignés, voire peut-être même moins si d'autres décisions de ces Assemblées déléguantes avaient fixé un terme plus bref à leurs délégations. Mais ceci est une exception sur laquelle je n'insiste pas.

Plus importantes sont les questions qui concernent les incompatibilités.

Vous savez qu'il y a, dans chacune de nos législations nationales, tout un ensemble de dispositions qui concernent les incompatibilités d'exercice entre certaines fonctions et la fonction parlementaire. C'est pour des raisons, soit matérielles, soit morales, soit logiques, que ces incompatibilités ont été décrétées. Elles relèvent, dans chacun de nos pays, de la loi nationale. Nous aurions pu avoir l'ambition de reprendre une à une les six législations de nos six pays et d'essayer de déterminer une liste des incompatibilités de fonctions pour l'Assemblée européenne.

Nous avons estimé que ce serait là un travail satisfaisant sur le plan de la logique, mais probablement très fastidieux dans la réalité des choses, et nous avons décidé de renvoyer ce régime des incompatibilités à la loi nationale.

Entendons-nous bien; nous n'avons pas décidé que toutes les incompatibilités édictées par la loi nationale pour les fonctions de parlementaire national vaudraient, *ipso facto*, pour l'Assemblée européenne. Il se peut, en effet, que certaines raisons, parfaitement valables, imposent l'incompatibilité entre telle fonction nationale et le mandat de parlementaire national, mais que ces raisons n'aient plus aucune valeur en ce qui concerne l'Assemblée parlementaire européenne.

Nous avons décidé de renvoyer ce point à la compétence des législations nationales. En d'autres termes, chacun de nos six pays aura à dire si, et dans quelle mesure, il étend les

incompatibilités nationales, actuellement prescrites et existantes, à l'élection à l'Assemblée parlementaire européenne.

Mais nous n'avons pas épuisé le sujet pour autant. Il y a, en effet, dans notre Communauté, des fonctions nouvelles qui, elles, ne sont pas nationales et qui n'ont pas pu être prévues par nos législations nationales. Ce sont les fonctions que l'existence même de notre Communauté a fait naître.

Ce sont les fonctions dites européennes, tant celles de fonctionnaires des Communautés que celles de membres de la Haute Autorité du charbon et de l'acier, de la Commission du Marché commun, de la Commission de l'Euratom, ou des Cours de justice.

Là, nous vous proposons d'édicter une règle européenne concernant les incompatibilités d'exercice et, pour être plus précis, je dois vous dire que nous vous proposons de décréter que les fonctions de membre de l'Assemblée européenne sont incompatibles avec celles de juge, d'avocat général ou de greffier de la Cour de justice des Communautés, avec celles de membre du Comité consultatif de la Communauté du charbon et de l'acier ou de membre du Comité économique et social de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'atome, avec celles de commissaire aux comptes, prévues par les traités, avec celles aussi d'un certain nombre de comités et d'organismes, ainsi que du comité de direction ou d'employé de la Banque d'investissements.

Restait à résoudre un dernier problème : fallait-il étendre cette incompatibilité aux fonctions de ministre dans un de nos six pays et aux fonctions de membre des trois exécutifs européens ?

Ceci posait une question de principe quant à la philosophie politique que chacun dégage du régime parlementaire : le régime parlementaire est-il un régime de séparation rigide des pouvoirs qui doit entraîner la rupture et l'incompatibilité entre les fonctions de ministre et les fonctions de parlementaire par exemple, ce qui est le cas aux Pays-Bas, et en France depuis l'entrée en vigueur de la dernière Constitution ? Ou, au contraire, le régime parlementaire est-il un régime beaucoup plus souple dans lequel il est parfaitement concevable et même logique de cumuler les fonctions de parlementaire et celles de ministre ?

Nous nous sommes beaucoup disputés sur ce point, chacun apportant tour à tour la traduction de sa législation nationale ou de son tempérament personnel. En définitive, je dois dire que c'est à la parité des voix qu'a été repoussée la proposition de suppression de l'incompatibilité ou, pour abandonner ce langage technique, que nous nous sommes pratiquement divisés en nombre égal sur le point de savoir s'il fallait édicter la compatibilité ou l'incompatibilité.

Votre rapporteur est chargé de défendre une thèse à laquelle il n'adhère pas. Il a été personnellement partisan de la compatibilité des mandats afin de voir donner un caractère plus politique aux mandats des membres de nos exécutifs. Mais je dois dire, que sur ce point, il n'a pas été suivi — mais, je le répète, il y a eu parité des voix — et qu'en définitive je suis chargé de soutenir ici la thèse de l'incompatibilité. Je ne le ferai pas plus longuement (*soupires*), puisque je pense que la question rebondira au cours de la discussion des articles et des amendements. A cet égard, et je fais pleine confiance à notre excellent collègue M. van der Goes van Naters pour exposer avec conviction, c'est-à-dire avec talent — puisqu'il faut de la conviction pour avoir du talent — la thèse de cette incompatibilité.

Il a été décidé aussi que les fonctions ministérielles étaient également incompatibles, pour une raison juridique, à laquelle d'ailleurs j'attache assez peu de valeur, à savoir que les ministres des gouvernements nationaux pouvant être membres du Conseil des ministres de la Communauté, c'est-à-dire d'un autre organisme de la Communauté, il était peu concevable qu'ils fussent membres des deux organismes à la fois. Nous retrouvons ici la même querelle et l'absence de conviction que l'on manifestait pour le premier point s'étend nécessairement au second.

Mesdames, Messieurs, j'ai terminé ce rapport quelque peu technique et je m'excuse auprès de vous si je l'ai rendu, à certains moments, fastidieux. Je vous ai donc exposé d'abord les raisons pour lesquelles nous étions arrivés au compromis de 426 membres; ensuite pourquoi nous avons estimé que, dans une phase transitoire devaient être conservés des liens étroits avec les Parlements nationaux sous la double forme de la compatibilité des mandats et du maintien d'un tiers de nos collègues, élus toujours comme aujourd'hui, au deuxième degré; j'ai exposé, enfin, la nature du mandat parlementaire européen.

Pour conclure, vous me permettrez sans doute de m'évader enfin, pendant quelques instants, de la technique; j'insisterai sur deux points. En premier lieu, il y a des risques incontestables à courir dans l'élection de l'Assemblée parlementaire au suffrage universel. On ne sait jamais ce qui sort des urnes; il est possible que nous ayons de mauvaises surprises et que l'adhésion à la construction européenne des peuples de nos pays soit moins flagrante et moins assurée que nous ne le pensons.

Mais, Mesdames, Messieurs, ces risques, il faut, tout en les limitant au minimum, ne pas hésiter à les courir parce que, si au pire, l'élection prouvait que l'adhésion populaire n'existe pas pour la construction de l'Europe, alors je vous demande sur quoi nous aurions bâti et quelles chances nous aurions de faire triompher une Communauté politique européenne si leur manquait le support démocratique au nom duquel précisément nous voulons l'édifier. C'est un risque certain, mais c'est un risque inéluctable.

En second lieu, chacun de nous sent bien que le moment est venu d'opérer d'une manière ou d'une autre une relance politique de l'Europe. Hier soir, M. le président Dehousse disait, en situant les limites du mandat qui était le nôtre : Nous n'avons pas à construire dans ce débat une communauté politique européenne, nous n'avons pas à édifier une autorité politique européenne. Cela est très vrai, mais nul d'entre nous ne se voile la vérité au point de ne pas concevoir que cette élection au suffrage universel est la seule possibilité que nous ayons aujourd'hui d'aller vers une communauté et une autorité politique européenne. Elle n'est pas en soi une autorité, elle est une partie du chemin qui y conduit. C'est pourquoi je pense que, sur le principe tout au moins, nous serons d'accord pour l'emprunter.

J'ai la conviction que si nous appelons aux urnes les peuples de nos communautés, si nous faisons une campagne électorale assez poussée avec des noms de leaders politiques suffisamment connus, qui se batront contradictoirement s'il le faut sur ce thème, lorsque sera réunie ici l'Assemblée issue du suffrage de ces cent millions d'hommes et de femmes, alors oui, on avait raison de le dire, elle aura incontestablement plus de liberté d'allure, plus d'autorité qu'une assemblée élue au deuxième degré.

Elle provoquera la suite, « le reste », pour employer une expression qui a fait fortune de notre temps. En tout cas, je suis convaincu que par cette élection nous aurons atteint ce qu'on appelle dans le langage moderne « le point de

non-retour », celui à partir duquel nous serons tous ensemble, pour le meilleur et pour le pire, associés quant au présent et à l'avenir.

(Applaudissements.)

M. le Président. — La parole est à M. Schuijt pour présenter son rapport sur les questions relatives au régime électoral de l'Assemblée à élire.

De heer Schuijt, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, met de duidelijkheid eigen aan de ervaren jurist die politicus is geworden, heeft de heer Dehousse, aan wiens voortvarende dynamiek en wakkere intelligentie als Voorzitter van de Werkgroep ik vandaag gaarne hulde breng, gisteren reeds uiteengezet, in welke geest in de onderhavige ontwerp-Conventie de door het Verdrag voorgeschreven eenvoudige procedure haar toepassing heeft gevonden bij het moeizame streven naar een gemeenschappelijk kiesstelsel.

Ik behoef daarop niet terug te komen, doch wil hieraan slechts een enkele opmerking verbinden. In de eerste plaats zou het voorschrift van de eenvormigheid ook kunnen betekenen, dat in alle zes landen directe verkiezingen moeten worden gehouden, zulks in tegenstelling tot het Statuut van de Raad van Europa, waarin is bepaald dat elke Lid-Staat afzonderlijk kan beslissen, of het zijn vertegenwoordigers in de Raadgevende Vergadering al dan niet rechtstreeks door zijn bevolking laat kiezen. Dit sluit dus elke andere vorm van indirecte of getrapte verkiezingen uit. De rechtsgrondslag mitgaders de democratische basis van het Europese mandaat wordt daarmee volledig eenvormig.

Wil deze eis van « eenvormige procedure » overigens ook zeggen, dat de rechtstreekse verkiezingen in de zes landen tot in alle details op dezelfde wijze dienen te geschieden?

Zulk een interpretatie kan zeer gerechtvaardigd lijken, doch houdt naar mijn smaak te weinig rekening met de politieke realiteit van vandaag. Zulk een interpretatie namelijk gaat uit van de opvatting dat Europa er al is, terwijl de werkelijkheid gebiedt te erkennen, dat Europa nog moeizaam moet worden opgebouwd, dat Europa nog in de steigers staat. Het komt mij voor, dat zij die uitgaan van deze strikte eenvormigheidsinterpretatie, hun wensen, die overigens ook de mijne zijn, voor werkelijkheid houden. Bovendien schijnt het mij thans toe, dat zij doel en middelen verwarren. De Europese verkiezingen toch kunnen beschouwd worden als een machtig en een werkzaam middel om de politieke eenheid van Europa sneller tot

stand te brengen, een eenheid die berusten moet op de intelligent verantwoorde, zedelijk aanvaarde en staatkundig als noodzakelijk erkende wilsovereenstemming tussen de burgers van Europa.

Als het zover is, — en ondanks de moeilijkheden waarvoor wij thans staan hoop ik dat onze generatie dit nog volledig mag beleven —, zou er een meer gerechtvaardigde aanleiding zijn om over de techniek van de eenvormigheid te spreken. Maar ook dan zou het nog wel kunnen voorkomen dat gewezen wordt op het ook in de moderne tijd nog altijd bestaande verschijnsel van staatsrechtelijke constructies, waarbij weliswaar de grote lijnen centraal en uniform worden geregeld, doch waarbij het aan de lagere lichamen blijft voorbehouden de nodige uitvoeringsmaatregelen te nemen. In dit licht van de democratische eis tot decentralisatie, daar waar zulks mogelijk is, kan dan ook de bepaling van de ontwerp-Conventie worden gezien, volgens welke in de overgangperiode de deelnemende staten bevoegd zijn ten aanzien van de keuze van het kiesstelsel.

Per definitie bijna is de federalist bevreesd voor kunstmatige eenheidsstructuren. De ware federalist wil daarom stellig, niet alleen dat de zaken die op nationaal plan niet meer kunnen geregeld, op bovennationaal niveau een oplossing vinden. De ware federalist is ook voorstander van het handhaven van die bevoegdheden voor de lagere organen, die zonder gevaar voor het verwezenlijken van de uiteindelijke doelstelling zeer wel door deze niet-centrale instanties volgens een oeroud subsidiariteitsbeginsel kunnen worden uitgeoefend.

Dit is in grote lijnen het resultaat geweest van het bestuderen van dit vraagstuk, althans het resultaat waartoe een grote meerderheid der Commissie is gekomen. Ik zeg een grote meerderheid, want gelukkig waren er in de Werkgroep en in de politieke commissie ook nog enige idealisten die niet bereid waren te zwichten voor de politieke werkelijkheid.

Dit was het resultaat van het werk, maar niet het uitgangspunt. Wij zijn allen begonnen als idealisten, in de hoop nu al te mogen ontdekken dat er in de zes landen de mogelijkheid en de bereidheid bestond een zo eenvormig mogelijk stelsel te aanvaarden. Ik ben blij, Mijnheer de Voorzitter, dat ik dit mag zeggen, want toen ik zei dat er nog enige idealisten waren die niet bereid waren te zwichten, zou het kunnen lijken alsof de anderen, de grote meerderheid dus, geen idealisten zouden zijn geweest. Dit zou behalve weinig hoffelijk ook onwaar zijn, want

ik kan niet inzien hoe men politicus zou kunnen zijn, in ieder geval zou kunnen blijven, zonder idealist te zijn.

Is dan de conclusie, dat aanvankelijk allen idealisten waren en dat er uiteindelijk maar enkelen de slag hebben overleefd?

Neen, er was slechts een tempo-verschil: de enkelen waren de vluggen die van mening waren en nog zijn, dat het ideaal in één etappe te bereiken valt; de langzamen zijn wij die, gebukt onder de last der realiteit, minstens twee etappen nodig hebben ter bereiking van het doel. Ik wilde dus slechts zeggen, dat wij bij de start gelijk stonden opgesteld. Daarom is een aanzienlijk deel van onze tijd besteed aan de bestudering van de verschillende voorstellen — het waren er in hoofdzaak drie — die men ons had gedaan.

Een lid van de Werkgroep, mevrouw Probst — ik twijfel er niet aan of zij zal daar zelf nog wel op terugkomen — stelde een gemengd kiesstelsel voor, waarbij zij zich aanvankelijk liet leiden door de in Beieren en Luxemburg geldende verkiezingsprocedure. Volgens dit stelsel zou elke kiezer twee stemmen hebben. De eerste stem moet volgens een voorkeurregeling worden uitgebracht op kandidaten van een bepaalde partij in een vrij uitgestrekte kieskring (Wahlkreis), terwijl de tweede stem op de naam van een bepaalde kandidaat kan worden uitgebracht in een stemdistrict (Stimmkreis). In dit systeem worden het evenredigheidsstelsel met voorkeurstem (stemming op lijsten) en het meerderheidsstelsel (stemming op kandidaten in enkelvoudige kiesdistricten) dus gecombineerd.

Sommige leden van de werkgroep hebben zich voor dit stelsel uitgesproken. Zij zijn van mening dat het de voordelen van het evenredigheids- en het meerderheidsstelsel op gelukkige wijze combineert. De verschillende politieke richtingen in een land kunnen volgens dit stelsel naar evenredigheid in het Parlement vertegenwoordigd zijn. Anderzijds kan de kiezer niet alleen een keuze doen tussen de ideologische opvattingen, die door de diverse politieke richtingen worden gehuldigd, maar ook zijn voorkeur kenbaar maken voor een bepaalde kandidaat volgens het enkelvoudige meerderheidsstelsel.

Andere leden waren daarentegen van mening dat dit gemengde stelsel mogelijk te ingewikkeld is om te worden toegepast in landen waar de kiezers aan een eenvoudig kiesstelsel gewend zijn.

En tweede kiesstelsel werd tijdens de raadpleging te Rome door professor Schepis, Italiaans kiesrechtdeskundige, voorgesteld.

Dit stelsel vertoonde enige overeenstemming met de in de voorstellen van mevrouw Probst uitgewerkte gedachten. Het was ingegeven door de hoofdlijnen van het thans in sommige « Länder » van de Bondsrepubliek Duitsland van kracht zijnde kiesstelsel. Bovendien heeft professor Schepis vele technische details verstrekt, teneinde de beoordeling van zijn stelsel te vergemakkelijken.

De bezwaren tegen dit stelsel en de daaraan verbonden voordelen waren grotendeels van dezelfde aard als die welke zojuist werden beschreven in verband met het door mevrouw Probst voorgestelde systeem.

Ten slotte werd een geheel ander kiesstelsel voorgesteld door professor G. van den Bergh, Nederlands deskundige op het gebied van het kiesrecht.

Dit stelsel staat bekend onder de Engelse benaming « single transferable vote »; het wordt thans toegepast in Ierland, Tasmanië en bij de gemeenteraadsverkiezingen in sommige Amerikaanse steden.

In grote lijnen beschikt de kiezer volgens dit stelsel over evenveel stemmen als er kandidaten in een bepaald kiesdistrict moeten worden gekozen. Deze stemmen hebben evenwel niet dezelfde waarde; zij worden uitgebracht volgens een voorkeurregeling. Onder nummer 1 wijst de kiezer de kandidaat aan, die hij in de eerste plaats wenst gekozen te zien, onder nummer 2 de kandidaat — die tot dezelfde partij of tot een andere politieke richting kan behoren — die hij wenst verkozen te zien, indien de eerste kandidaat niet het vereiste aantal stemmen krijgt, en zo voort.

Professor van den Bergh heeft dit stelsel verdedigd op grond van de overweging, dat alleen op deze wijze een rekenkundig evenredige verhouding tot stand kan worden gebracht tussen het aantal door alle kiezers uitgebrachte stemmen en de samenstelling van het te kiezen parlement.

Sommige leden van de werkgroep hebben zich met dit stelsel kunnen verenigen, omdat het in geen van de zes deelnemende staten wordt toegepast en men daardoor voor de kiezers het nieuwe karakter van de verkiezingen voor een Europees Parlement duidelijk aan de dag zou kunnen stellen. Een zeer grote meerderheid van de werkgroep en van de politieke commissie

hebben zich evenwel tegen dit stelsel uitgesproken. Deze leden waren van mening, dat de onbekendheid van dit stelsel van de kiezers van alle landen geen voordeel, maar zeer bepaald een nadeel van het door de heer van den Bergh voorgestelde systeem vormt. Bovendien vestigden zij de aandacht erop, dat de « single transferable vote » moeilijk kan worden toegepast in landen, waar de kiezers gewend zijn aan een eenvoudig kiesstelsel, en dat bovendien — en dat is het laatste bezwaar — de stemopneming, zelfs wanneer zij op een enkele plaats voor de zes landen met behulp van elektronische rekenmachines geschiedt, toch nog ten minste drie dagen zou kunnen duren.

De werkgroep en de politieke commissie hebben zich ten slotte hun mening over dit stelsel voorbehouden, omdat niet op rekenkundige wijze werd aangetoond, dat het de anti-Europese stromingen niet in de hand zou werken.

De vraag komt nu naar voren : Welke waren dan in wezen de bezwaren om geen van deze drie plannen ofwel een ander eenvormig stelsel te aanvaarden ?

Behalve de reeds genoemde moge ik de meest wezenlijke even samenvatten.

1° De keuze van een kiesstelsel is geen technische kwestie, het is veeleer, zoals de bekende Duitse deskundige, professor Hermans, voor de werkgroep verklaarde, een principieel vraagstuk.

Bepaalde ideeën inzake de democratische structuur zijn namelijk in het geding. Het evenredigheidsstelsel bevordert of handhaaft het bestaan van een groot aantal politieke partijen. Het meerderheidsstelsel werkt de hergroepering van politieke stromingen in slechts enkele grote partijen in de hand.

Vervolgens speelt de voorstelling, die men zich van het te kiezen parlement maakt, een rol. Indien de nadruk wordt gelegd op de meest getrouwe weerspiegeling van het kiezerscorps, schijnt het evenredigheidsstelsel het beste te zijn. Indien men echter wenst, dat de vorming van een sterke, homogene regering mogelijk wordt gemaakt, schijnt het meerderheidsstelsel voordelen te hebben.

De kieswetten zijn een weerspiegeling van de traditionele opvattingen, die hierover in de verschillende landen leven. En traditionele opvattingen zijn politieke verschijnselen die met een fluwelen handschoen aangepakt dienen te worden.

2° Mijnheer de Voorzitter, er bestaan in grote lijnen drie verschillende kiesstelsels in de landen van de Europese Gemeenschap. In vier landen is een zuiver en min of meer gematigd stelsel van evenredige vertegenwoordiging van kracht, met name in België, Italië, Luxemburg en Nederland. Frankrijk heeft een meerderheidsstelsel, terwijl in Duitsland voor de Bondsdagverkiezingen een gemengd stelsel wordt toegepast.

Tijdens de raadplegingen door de Werkgroep van nationale deskundigen en politici bleken dezen allen weliswaar voorstander van een voor de zes landen eenvormig kiesstelsel te zijn, maar zij voegden daar onmiddellijk nader aan toe, dat zij natuurlijk alleen met een dergelijk eenvormig stelsel akkoord zouden kunnen gaan, indien de grote lijnen van hun nationale kiesstelsels daarin waren terug te vinden.

Hier staan wij, Mijnheer de Voorzitter, tegenover een zeer bekend Europees verschijnsel. Iedereen is het eens met een gemeenschappelijke politiek — de parallel met de landbouw is op dit moment bijna navrant aan het worden — met één enkel Europees beleid, op voorwaarde dat dit beleid zo dicht mogelijk bij het bestaande nationale beleid blijft. Zo was en is iedereen Europeaan, maar zodra dit Europa een bepaalde vorm krijgt, beginnen de verschillen van opvatting.

Dit zijn in hoofdzaak de bezwaren die wezenlijk meer politiek dan technisch zijn, en dus dieper ingrijpen in het leven van de bevolking. Deze bezwaren hebben ons ertoe gebracht een realistische formulering uit te werken, die enerzijds het kiesstelsel tijdens de overgangperiode aan de bevoegdheid van iedere deelnemende Staat heeft overgelaten, en anderzijds het rechtstreeks gekozen Europese Parlement de bevoegdheid laat de bepalingen vast te stellen op grond waarvan zijn afgevaardigden zullen worden gekozen.

Voor deze opvatting golden nog drie argumenten :

1° in elke moderne democratie is het een van de onvervreembare taken van het parlement om, eventueel in samenwerking met de uitvoerende macht, het kiesstelsel vast te stellen. Ik ben van mening, dat men op Europees niveau niet in strijd met dit zuiver democratisch beginsel mag handelen;

2° dit gekozen Parlement zal bij deze taak zich de ervaringen ten nutte kunnen maken, die bij de voorafgaande Europese verkiezingen reeds zijn opgedaan;

3° de technische moeilijkheden, die niet te onderschatten zijn — eventuele wijziging van kiesregisters en afbakening van kiesdistricten —, eisen een lange tijd van voorbereiding. Met het oog hierop werd door de Werkgroep en de Politieke commissie aanbevolen dat het gekozen Parlement vroegtijdig een aanvang zou maken met de werkzaamheden voor de totstandkoming van de definitieve uniforme regeling.

Hoewel de keuze van het kiesstelsel dus bij de deelnemende Staten blijft, stelt de ontwerp-Convention toch een aantal beginselen voor die kunnen worden beschouwd als de Europese bestanddelen van de door de Europese verdragen voorgeschreven eenvormige procedure.

Ik som ze slechts op, daar eenieder ze uitvoeriger beschreven weet in het onderhavige rapport :

1° de regeling voor het openvallen van een zetel, waardoor gedeeltelijke verkiezingen worden vermeden;

2° minimumleeftijd voor de uitoefening van het actief kiesrecht tussen de 21 en 25 jaar;

3° minimumleeftijd voor de uitoefening van het passieve kiesrecht tussen 25 en 30 jaar;

4° een autonome en zelfstandige datum voor de Europese verkiezingen, niet samenvallend met nationale, regionale, provinciale of lokale verkiezingen. De daaraan verbonden financiële bezwaren hebben naar de mening van vrijwel alle nationale deskundigen moeten wijken voor het politieke gewicht van de Europese verkiezingen op een enkele datum;

5° een centrale regeling van een deel der verkiezingskosten, aangezien de desbetreffende gewoonten en praktijken van de deelnemende staten sterk uiteenlopen. In Frankrijk bijvoorbeeld vergoedt de Staat niet alleen de door de kandidaten gemaakte drukkosten van circulaire en programma-affiches, maar ook de drukkosten van de stembiljetten. In andere landen neemt de Staat alle kosten voor verkiezingsdrukwerk voor zijn rekening, behalve voor circulaire en programma-affiches. In deze landen bestaat dus geen stelsel van vergoeding van bepaalde verkiezingskosten ten behoeve van de kandidaten.

Het democratisch beginsel heeft men hier in acht willen nemen, dat geen enkele kandidaat en geen enkele lijst mag worden uitgesloten, alleen omdat deze niet in staat zou zijn de materiële lasten van de kandidaatstelling te dragen. Anderzijds dient in verband met de noodzakelijkerwijs grote omvang van de kiesdistric-

ten voor de rechtstreekse verkiezing van het Europese Parlement in een dergelijke vergoeding te worden voorzien. Het zou ten slotte ook ondenkbaar zijn, dat er discriminatie zou bestaan tussen de kandidaatstelling voor de nationale en voor de Europese verkiezingen.

Deze laatste elementen vormen als het ware de Europese kern van deze ontwerp-Convention.

Wanneer men de opmerking zou maken dat zij gering zijn, dan is dit juist. Wanneer deze opmerking gepaard zou gaan met een gevoel van teleurstelling over het werk van Uw commissie of zelfs van een licht verwijt, dan geldt zowel het een als het ander niet Uw commissie, maar de politieke situatie in Europa, waarvoor wij allen medeverantwoordelijk zijn.

Als ik een persoonlijke opmerking hieraan mag verbinden, dan is het deze, dat de ontwikkeling en de groei van de Europese eenheid steeds meer een technische aangelegenheid geworden is die de burger van Europa niet meer kan volgen en die hem dan ook niet meer interesseert. Een rechtstreeks gekozen Parlement zal, naar wij hopen, een nieuwe krachtige stoot kunnen geven aan de geestelijke integratie van Europa, waarin de politiek in hoogste zin opgevat, het bindmiddel is dat al deze technieken met elkander vereent.

Pas wanneer onze Europese Gemeenschap een zodanige graad van geestelijke integratie zal hebben bereikt dat de geesten voldoende rijp zijn voor het aanvaarden van een enkel, centraal opgesteld en opgelegd kiesstelsel, eerst dan zal het toekomstige Europese Parlement tot een volledig uniform kiesstelsel kunnen besluiten.

Naar de mening van uw rapporteur zal ook in dat stadium nog slechts sprake kunnen zijn van een « zo eenvormig mogelijk kiesstelsel ».

Laat ons immers voorkomen dat bepaalde grote bevolkingsgroepen in onze Gemeenschap zich van de stembus verre zouden houden, alleen omdat men terwille van goedbedoelde idealen hen een centralistisch kiesstelsel heeft opgedrongen dat niet strookt met hun tradities of geestesgesteldheid die in de diverse landen van onze Europese Gemeenschap nu eenmaal verschillend zijn en dikwijls ook zullen moeten blijven.

De vrijheidsbeleving, die ten grondslag ligt aan de trouw van onze volkeren aan de nationale instellingen en tradities, zal zich dan pas op het Europese vlak laten gelden, als onze burgers merken dat het Huis van Europa dat wij thans bouwen, hun dezelfde vrijheid en dezelfde

voorspoed waarborgt als het nationale huis en dat derhalve dit Europese huis dezelfde trouw waard is.

Het grote gevaar dat ons hier bedreigt, is het gevaar van het perfectionisme. Wij willen een perfect systeem in een perfect Europa. Het is echter beter een werkzaam systeem te hebben in een minder perfect Europa, want daarmee zullen wij dit Europa op de weg kunnen helpen naar het einddoel: de best mogelijke politieke maatschappij voor de best mogelijke burgers van Europa.

(Applaus.)

M. le Président. — Je remercie M. Schuijt pour son exposé et je donne la parole à M. Metzger pour présenter son rapport sur la représentation des pays et territoires d'outre-mer au sein de l'Assemblée parlementaire européenne élue.

Abg. Metzger, Berichterstatter. — Herr Präsident! Meine Damen und Herren! Ich bin in der glücklichen Lage, einen kurzen Bericht erstatten zu können. Wir waren uns sowohl in der Arbeitsgruppe als auch in der Politischen Kommission darüber einig, dass man, wenn von europäischen Wahlen die Rede ist, an den überseeischen assoziierten Gebieten nicht vorübergehen kann. Wir haben die Frage sowohl nach der juristischen als auch nach der politischen Seite erörtert. Auf die juristische Seite will ich in diesem mündlichen Bericht nicht näher eingehen. Ich darf hierzu auf meinen schriftlichen Bericht verweisen.

Politisch sind wir uns darüber einig gewesen, dass die assoziierten Gebiete und ihre Völker auf die Dauer nicht Objekte der Politik der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft sein können, sondern dass sie mehr und mehr in ein Subjektverhältnis hineinwachsen müssen. Zu dem Zeitpunkt, als der Vertrag geschlossen wurde, waren die überseeischen Gebiete durchaus noch Objekte; sie wurden durch ihre Heimatländer vertreten. Es bestand gar nicht die Möglichkeit, sie zu fragen, ob sie assoziiert werden wollten. Sie sind assoziiert worden, sie waren durchaus in einem « leidenden Zustand ».

Seit dem Abschluss des Vertrages haben sich nun ungeheuere Veränderungen vollzogen. Das wissen wir alle. Eine Reihe dieser assoziierten Länder sind inzwischen souverän geworden. Andere Länder befinden sich in der Entwicklung, sind halbsouverän. Noch in diesem Jahr werden wir erleben, wie weitere Gebiete, zum Beispiel das grosse Gebiet des Kongo, souverän werden.

Dieser Tatsache muss Rechnung getragen werden. Die Arbeitsgruppe und der Politische Ausschuss haben die Frage, ob diese Gebiete aus ihrem Objektverhältnis heraus sollen, nicht nur unter dem Zwang der Verhältnisse, sondern auch deswegen bejaht, weil sie willensmässig dazu standen und weil sie diese Entwicklung für richtig und für wünschenswert hielten. Sie waren dafür, dass diese überseeischen Gebiete mitverantwortlich, mitentscheidend werden sollen.

In diesem Zusammenhang war zunächst die juristische Frage zu prüfen, ob bei der Abhaltung von europäischen Wahlen die Bevölkerung dieser überseeischen Gebiete mitwählen kann.

Ich will nur das Ergebnis mitteilen. Wir sind zu dem Ergebnis gekommen, dass das nach dem Vertrag nicht möglich ist. Denn gewählt werden kann nur von den Völkern der Mitgliedstaaten, von den europäischen Mitgliedstaaten.

Wir sind sogar zu der Auffassung gekommen, dass dieses Ergebnis nicht zu bedauern ist, sondern dem Verhältnis zwischen EWG und assoziierten Gebieten entspricht. Die EWG ist eine in sich geschlossene Gemeinschaft. Sie ist eine juristische Person, eine völkerrechtliche Rechtspersönlichkeit. Assoziiert, das heisst also, angeschlossen sind dieser Gemeinschaft die überseeischen Gebiete. Aber diese überseeischen Gebiete sollen durchaus nicht einfach ein Appendix dieser europäischen Wirtschaftsgemeinschaft sein, sondern es sollen sich zwei Partner gegenüberstehen: auf der einen Seite die EWG, auf der anderen Seite die Gebiete, die assoziiert worden sind, die überseeischen Gebiete, von denen wir hoffen, dass sie sich einmal zu einer Gemeinschaft entwickeln werden, die insgesamt in der Lage ist, sich selbst zu vertreten.

Wenn wir diesen Gedanken weiterverfolgt haben, so haben wir das getan, was dieses Parlament schon ausgesprochen hat und was auch in anderen Ausschüssen bereits Gegenstand der Verhandlung war. Die Sonderdelegation, die im letzten Sommer Zentralafrika besucht hat, ist ja schon zu dem Ergebnis gekommen, dass die afrikanischen und überseeischen Gebiete aus dem Objektverhältnis herauskommen müssen, dass man die Entwicklung bejahen muss bis hin zur politischen Entwicklung. In dem Bericht unseres Kollegen Duvieusart, der hier im Parlament bestätigt worden ist, sind alle diese Gedanken zum Ausdruck gekommen, und wir haben uns in der Arbeitsgruppe noch einmal ausdrücklich die Gedanken dieses Berichts und

die Vorschläge, die da gemacht worden sind, zu eigen gemacht.

Ich sage: die Gemeinschaft, die EWG, ist etwas in sich Geschlossenes mit Rechtspersönlichkeit. Die assoziierten Gebiete stehen dieser Gemeinschaft gegenüber; selbstverständlich nicht in feindlicher Weise, sondern eben als Partner. Davon sind wir ausgegangen, und diesem Partnerschaftsverhältnis sollte Ausdruck verliehen werden.

Wenn die assoziierten Gebiete zwar sowohl juristisch als auch nach dem, was die Konstruktion der EWG ist, nicht in der Lage sind, zu unserem Parlament zu wählen, so sollen sie doch auf der anderen Seite die Möglichkeit haben, diesem Partnerschaftsverhältnis Ausdruck zu verleihen. Das heisst, die assoziierten Gebiete sollen die Möglichkeit haben, selber sich auf parlamentarischer Ebene zusammenzufinden und dann der Gesprächspartner des Parlaments der EWG, unseres Parlaments, zu sein.

Das ist ein Gedanke, der inzwischen weiter Fuss gefasst hat. Es liegen Vorschläge vor, dass man schon jetzt sowohl auf parlamentarischer als auf Regierungsebene dieses Gespräch beginnt, dieses Gespräch zweier Partner, die selbständig, die mitverantwortlich sind. Darüber, dass dieses Gespräch genügend Anlass hat, geführt zu werden, dass genügend Stoff für dieses Gespräch vorhanden ist, kann es gar keinen Zweifel geben. Denn die Ausgestaltung der Assoziierung, die künftige Ausgestaltung des Entwicklungsfonds, alle diese Dinge interessieren ja gerade auch die überseeischen Gebiete; und wir wollen und wünschen — und das Parlament hat das auch schon gewünscht —, dass die überseeischen Gebiete als selbständige, mitverantwortliche Partner mit dabei sind.

So sind wir zu dem Ergebnis gekommen, dass wir den Wunsch haben, dass, wenn einmal dieses europäische Parlament gewählt ist — ich sagte schon: inzwischen ist die Entwicklung ja weitergegangen, wir sind bereit, schon jetzt in dieser Richtung etwas zu tun —, es mindestens einmal im Jahr mit einer entsprechenden parlamentarischen Versammlung der überseeischen Gebiete zusammenkommt, um auf parlamentarischer Ebene alle die Fragen zu beraten und zu regeln, die uns gemeinsam interessieren.

Dabei sind wir bei der Formulierung der Absichtserklärung, die wir dem Parlament vorlegen, mit vollem Bewusstsein vorsichtig vorgegangen. Wir haben nämlich erklärt: « Das europäische Parlament erklärt sich bereit, minde-

stens einmal jährlich mit den von den überseeischen Ländern und Gebieten zu benennenden parlamentarischen Vertretern zusammenzutreten » usw. Dieses « erklärt sich bereit » hat seine besondere Bedeutung. Wir haben nicht etwa eine Forderung aufgestellt, wir haben nicht gesagt, das muss so sein, sondern wir sind davon ausgegangen, dass das in der Entschliessung, in der Entscheidung der überseeischen Gebiete selbst liegen muss. Wir wollen da also nicht die Aufpasser, die Vorwärtstreiber sein, sondern wir wollen, dass die überseeischen Gebiete aus eigener Verantwortung die Möglichkeit haben, sich auch parlamentarisch zu konstituieren. Deswegen haben wir gesagt, dass wir bereit sind, mit einer entsprechenden parlamentarischen Vertretung jährlich mindestens einmal zusammenzukommen.

Wir haben dann gesagt, dass die parlamentarischen Vertreter so benannt werden sollen, wie es dem Willen der Bevölkerung der überseeischen Gebiete entspricht. Wir haben in der Absichtserklärung mit vollem Bewusstsein zum Ausdruck gebracht, dass wir den eigenen Willen, die Eigenständigkeit, die Selbständigkeit, die Eigenverantwortlichkeit der überseeischen Gebiete nicht nur respektieren, sondern sie wünschen und dass wir wollen, dass unser Parlament die Möglichkeit hat und bereit ist, mit einem entsprechenden Partner Gespräche auf parlamentarischer Ebene zu führen, auf Grund deren wir dann auch zu Entscheidungen kommen, die im beiderseitigen Interesse liegen.

Wir sind der Meinung, dass wir damit eine politisch wichtige Richtung verfolgen, die, wie gesagt, bereits in dem, was das Parlament beschlossen hat, angelegt war, und dass damit gerade das geschieht, was von so ausserordentlicher Bedeutung ist : dass zwischen Europa und Afrika und den überseeischen Gebieten überhaupt ein Verhältnis der Freundschaft, des Vertrauens, des verantwortlichen Miteinander geschaffen wird. Davon sind wir bei der Absichtserklärung ausgegangen, und — ich wiederhole es — ich kann meiner Freude darüber Ausdruck verleihen, dass wir sowohl in den Arbeitsgruppen als auch im Politischen Ausschuss in dieser Frage völlig einer Meinung waren.

(Beifall.)

M. le Président. — Je remercie M. Metzger, qui a clos la liste des rapporteurs.

Avant d'aborder la discussion générale, j'indique que, jusqu'à présent, quatorze orateurs se sont fait inscrire et que la durée de leurs interventions peut atteindre six heures. Vous savez,

Mesdames, Messieurs, qu'il a été prévu de tenir séance cet après-midi de 15 à 19 heures et qu'une séance de nuit a été envisagée. Je crois que, si chacun faisait un effort, nous pourrions éviter cette séance de nuit et en terminer vers 20 heures. Pour ce qui me concerne, je ferai de mon mieux dans cet esprit.

M. Duvieusart. — Je demande la parole.

M. le Président — La parole est à M. Duvieusart, sur ce sujet.

M. Duvieusart. — Au moment où vous exprimez, Monsieur le Président, vos inquiétudes en ce qui concerne le déroulement de cette discussion, ne pourrait-on convenir, par exemple — je ne fais aucune personnalité — que lorsqu'un orateur ne sera pas présent au moment où vous lui donnerez la parole, il sera censé avoir renoncé à son intervention ?

Je me permettrai également d'émettre le vœu que ceux de nos collègues qui sont inscrits assistent aux interventions des orateurs qui les précèdent de façon peut-être à éviter certaines redites.

Je crois que, dans les circonstances où nous nous trouvons, ces deux suggestions mériteraient de retenir l'attention.

M. le Président. — La parole est à M. Dehousse.

M. Dehousse, rapporteur. — Dans le même but de simplification, je crois qu'à la fin de la discussion générale, cet après-midi ou ce soir, il serait bon qu'un seul des cinq rapporteurs réplique à l'ensemble des orateurs. Je suggère que ce soit M. le président de la Commission.

M. le Président. — Cette suggestion me paraît intéressante, mais une telle décision dépend de la commission.

J'ouvre la discussion générale et je donne la parole à M. Vendroux.

M. Vendroux. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, dans le cadre général du débat si important d'aujourd'hui, c'est à titre personnel que j'ai l'honneur de vous soumettre un projet dont l'approbation, à mon sens, renforcerait la signification et la portée des élections européennes.

Il faut bien reconnaître que le temps n'est pas si éloigné où l'idée d'organiser les élections européennes paraissait une simple vue de l'esprit. Je suis persuadé notamment qu'au moment de la signature du traité de Rome les plus opti-

mistes d'entre nous auraient été fort étonnés si on leur avait dit que, dès 1960, notre Assemblée en serait déjà à aborder le problème dans le concret.

Au point où nous en sommes, je crois qu'il était bon de constater cette rapidité de l'évolution de la situation, car le fait que nous en soyons aujourd'hui au stade où ces élections s'inscrivent dans la réalité de demain est sans doute l'une des meilleures preuves que l'Europe est vraiment en train de se faire. Mais la partie est à la fois trop grave et, disons-le, trop belle à jouer pour que désormais tous les atouts ne soient pas judicieusement utilisés.

Au cours des années écoulées, certaines fractions de l'opinion publique, plus ou moins importantes, selon les pays, ont été sensibles à l'expression de réserves, voire de critiques, qui tendaient à limiter les Communautés à une Europe des hommes politiques doublée d'une Europe des techniciens. Les peuples, il faut le reconnaître, ou certains tout au moins, ne se sont guère laissés exalter par le caractère idéologique du développement de la solidarité européenne.

Bien que les esprits aient peu à peu évolué à mesure que les Communautés économiques gagnaient en profondeur comme en largeur, l'opinion reste cependant surtout sensible à ce qui lui donne l'assurance ou l'espoir que, du point de vue des intérêts matériels, l'expérience est ou sera rentable. Nos honorables rapporteurs s'en rendent bien compte quand ils disent :

« Ce qui fait défaut dans une très large mesure aux Communautés européennes, d'autres l'ont déjà souligné : c'est le soutien populaire, la prise de conscience par les peuples européens de leur solidarité, le sentiment partagé que le cadre national est trop étroit et que c'est dans les Communautés que va prendre forme l'avenir, si l'Europe doit avoir un avenir.

» L'élection de l'Assemblée doit dès lors produire dans les peuples des six pays un choc salutaire. De leur participation consciente sortira la seule volonté qui puisse soutenir la construction communautaire au delà des contingences, des divergences et des particularismes du moment. »

Je suis tout à fait de cet avis, mais je suis peut-être d'un avis moins exclusif que les rapporteurs, en tout cas moins optimiste qu'eux lorsqu'ils ajoutent plus loin :

« Ces considérations nous ramènent aux conceptions fondamentales de la science poli-

tique, à la racines même de ce régime démocratique qui constitue la base de notre civilisation. Car nous ne connaissons et nous ne pratiquons, sous des formes diverses, qu'un seul moyen d'exprimer la volonté populaire et d'associer les peuples à la gestion publique, ce sont les élections libres. »

Je pense, pour ma part, que les élections européennes sont nécessaires à court terme et je suis favorable au principe général qui inspire la convention soumise à votre approbation.

Si, sur quelques dispositions de cette convention, notamment en ce qui concerne la répartition des sièges, je ne suis pas entièrement d'accord avec nos honorables rapporteurs, mon propos n'est pas, dans ma courte intervention — je réponds par là au souci de M. le Président —, de m'arrêter aujourd'hui, dans le cadre de cette discussion générale, à l'examen de telle ou telle disposition envisagée. Je veux m'en tenir à l'idée d'ensemble qui est que les élections européennes constitueront certainement l'assise la plus solide de l'Europe; mais vous me permettez, Monsieur le Président, mes chers collègues, d'exprimer la conviction profonde qu'elles en compromettraient irrémédiablement le développement si elles se soldaient par un échec, échec sinon envisagé, tout au moins redouté tout à l'heure par notre éminent collègue M. Maurice Faure, autrement dit si elles se déroulaient ici ou là dans l'indifférence, si le pourcentage d'abstentions était trop fort dans certaines régions. Cela, il ne le faut pas; il ne faut pas que ces élections sombrent dans l'inconsistance, voire dans le ridicule.

Quelle autorité auraient les premiers élus européens si, dans les pays où le vote n'est pas obligatoire, ils représentaient le tiers ou le quart des électeurs inscrits, les deux autres tiers ou les trois autres quarts étant allés à la pêche ou en promenade ?

Nous avons trop souvent constaté, dans certains secteurs de nos pays respectifs, pourtant très évolués politiquement, pour des élections importantes, entraînant une compétition souvent passionnée, que le nombre des électeurs ne dépassait guère 50 à 60 %, pour ne pas redouter que, dans le cadre de l'Europe, encore peu meublée par les masses, les salles de vote ne soient guère fréquentées.

Le risque est d'autant plus grand que ce vote pourrait apparaître à certains électeurs désabusés et de peu de foi comme artificiellement provoqué par les hommes politiques. Ne nous leur-

rons pas, mes chers collègues, l'auto-accroissement du nombre des parlementaires risque d'être fort impopulaire. Que de réflexions n'entendons-nous pas, les uns et les autres, à ce sujet !

Est-ce à dire qu'il faille de ce fait reculer l'échéance des élections européennes ? Je ne le pense pas. Par contre, je suis persuadé que pour éviter que les peuples puissent considérer qu'on les a mis devant le fait accompli en leur imposant des élections qui ne correspondaient pas à leurs désirs profonds, il faut au contraire leur permettre de décider eux-mêmes de l'opportunité d'y recourir, c'est-à-dire les faire juge, en soumettant la convention proposée à un référendum général.

Alors, mais alors seulement, les peuples, pour reprendre le texte même du rapport, seront associés à cette entreprise ; ils prendront conscience de l'enjeu et de ses risques ; ils exprimeront leur volonté. Comme l'indique encore le rapport « il est juste qu'ils le fassent car on ne concevrait pas non plus que des mesures de caractère vital pour eux continuent indéfiniment d'être prises sans leur participation directe. Les hommes du XX^e siècle ne sont pas des objets mais des sujets de droit. »

Eh bien, Mesdames, Messieurs, pour que la grande majorité des électeurs s'intéresse directement et participe à un tel scrutin, il faut que la décision de l'organiser soit finalement prise démocratiquement par les peuples eux-mêmes ; il ne faut pas que l'Europe leur soit imposée, il ne faut même pas qu'elle soit par eux simplement consentie, il faut qu'elle soit par eux désirée et décidée.

Mais, me diront certains d'entre vous, un tel référendum soulève de délicats problèmes juridiques de deux ordres, touchant l'article 138 du traité et certaines difficultés concernant peut-être les consultations des six pays.

C'est possible, je le reconnais, mais je ne crois pas que ces problèmes soient insolubles pour des hommes de bonne volonté.

Qu'indique l'article 138 si souvent lu et relu ? Je le relirai une fois de plus :

« L'Assemblée élaborera des projets en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct selon une procédure uniforme dans tous les États membres. Le Conseil statuant à l'unanimité arrêtera les dispositions dont il recommande l'adoption par les États membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives ».

« L'Assemblée élaborera des projets en vue de permettre l'élection au suffrage universel ». Il ne s'agit dans ma proposition que d'un projet en vue de « permettre » les élections au suffrage universel. J'oserai même dire qu'elle renforce cette proposition, singulièrement la notion de « feu vert ».

Plus loin, le texte précise : « Selon une procédure uniforme dans tous les États membres ». La procédure que je propose est uniforme. Je m'arrêterai un instant sur ce point.

Pourquoi, nos juristes seraient-ils si pointilleux à l'égard de ma proposition puisqu'ils ont délibérément passé outre à cet impératif de l'article 138 dans la convention qui nous est soumise ? Quoique puisse dire par une très savante interprétation M. le président Dehousse, je crois que, malgré tout, on pourrait discuter très longtemps de la question.

Reste enfin le principal argument qu'on peut m'opposer : le référendum n'est pas prévu dans la constitution de certains pays. Cela est exact. Mais d'abord il faut bien reconnaître que les constitutions des États ont été conçues et décidées pour l'usage interne, généralement à une époque où il n'était pas question d'étendre des dispositions intérieures à un ensemble plus vaste.

Admettons cependant que les gardiens des constitutions dans lesquelles le référendum n'est pas prévu s'opposent à une procédure qu'ils jugeraient formellement inconstitutionnelle. Je ne leur demanderai pas de me prouver que si cette procédure n'est pas prévue, elle est par là même interdite, car je n'aurai pas l'outrecuidance de me mêler de vouloir interpréter les constitutions des pays alliés, celle de mon propre pays suffisant à soutenir l'intérêt que je porte à ces problèmes.

Mais, que je sache, les « gallups » n'ont jamais été prohibés dans aucun de nos pays libres. Alors, à défaut de référendum constitutionnel, on pourrait sans doute, dans les pays où le référendum n'est pas prévu, procéder à une consultation, pour avis, de tous les électeurs. La portée morale serait la même.

Dans cette perspective, j'ai eu l'honneur, mes chers collègues, de déposer sur le bureau de l'Assemblée un amendement qui vous sera soumis en temps utiles. J'ai la ferme conviction que son adoption aiderait fortement à assurer la grandeur et la solidité de la politique commune européenne, que nous sommes résolument décidés à poursuivre.

(Präsident Furler übernimmt den Vorsitz.)

(M. Furler remplace M. Fohrmann au fauteuil de la présidence.)

(L'onorevole Furler sostituisce l'onorevole Fohrmann al seggio della Presidenza)

(De heer Furler vervangt de heer Fohrmann in de voorzitterszetel.)

VORSITZ

PRÉSIDENT DE LA SÉANCE

PRESIDENTE DELLA SEDUTA

VOORZITTER VAN DE VERGADERING

Herr FURLER

Der Präsident. — Ich danke Herrn Vendroux für seine Ausführungen. Auf der Rednerliste steht nun Herr Metzger, der wohl nicht als Berichterstatter, sondern für seine Person spricht. Ich bitte Herrn Metzger, das Wort zu nehmen.

Abg. Metzger. — Herr Präsident! Meine Damen und Herren! Wir waren uns sowohl in der Arbeitsgruppe als auch im Politischen Ausschuss darüber einig, dass direkte europäische Wahlen stattfinden sollten. Ich betone ausdrücklich, um jedes Missverständnis zu vermeiden, dass auch ich für direkte europäischen Wahlen bin. Aber das heisst nicht, dass wir uns vor Bedenken und vor Tatsachen verschliessen dürfen. Wir haben die Pflicht, solche Tatsachen zu sehen.

Ich habe durchaus Verständnis dafür, dass man mit Begeisterung an dieses Problem herangeht und dass man in der Begeisterung unter Umständen auch einmal Tatsachen beiseite schiebt, so wie das mein Freund Dehousse — das muss er wohl auch als der Vorsitzende der Arbeitsgruppe — tut und getan hat. Das ging ja so weit, dass er gestern als Berichterstatter in seiner ausgezeichneten Rede in seiner grossen Begeisterung die Grenzen, die normalerweise einem Berichterstatter gesetzt sind, weit hinter sich gelassen hat.

Ich glaube aber, dass wir, wenn wir uns Europa verpflichtet fühlen, auch verpflichtet sind, auf gewisse Tatbestände hinzuweisen. Zunächst einmal besteht kein Zweifel darüber, dass die Konstruktion der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft nicht ganz glücklich ist. Wir haben gesehen, dass die nationalen Parlamente Zuständigkeiten abgegeben haben und dass diese parlamentarischen Zuständigkeiten nicht an das

höhere Parlament, an unser Parlament, abgegeben worden sind, sondern dass diese parlamentarischen Zuständigkeiten an eine ganz andere Instanz, an eine exekutive Instanz gegangen sind.

Ich sage wohl nicht zuviel, wenn ich betone, dass damit ein Weg beschritten worden ist, der nichts anderes bedeutet als die Pervertierung des Gedankens der Gewaltenteilung. Es ist kein Zufall, dass wir in unseren Demokratien den Gedanken der Gewaltenteilung für einen fruchtbaren Gedanken halten. Wenn er auch nicht dogmatisch durchgeführt worden ist, so haben wir doch in unseren nationalen Demokratien immer wieder darauf gesehen, dass die verschiedensten Gewalten da sind, die sich gegenseitig kontrollieren, und dass nicht die Legislative in die Exekutive pfuscht und umgekehrt.

Aber gerade das ist in dem Vertrag über die EWG geschehen. Das, was zur Zuständigkeit des Parlaments gehört, ist in die Zuständigkeit der Ministerräte übergegangen. Die Ministerräte sind gesetzgebendes Organ geworden, und das Parlament steht daneben und sieht zu. Allenfalls kann es einmal sehr beschränkte Kontrollen ausüben. Selbst die Kontrolle gegenüber der Hohen Behörde und den Kommissionen ist ja doch eine zweifelhafte Geschichte, weil auch sie noch an qualifizierte Mehrheiten gebunden ist.

Wir wollen wählen, jawohl! Wir wollen direkte Wahlen haben. Aber es ist die Frage: Was wollen wir wählen und wozu soll gewählt werden? Ich glaube, das ist eine Frage, die wir nicht einfach übergehen dürfen. Manche sind geradezu von dem Gedanken der allgemeinen, direkten europäischen Wahlen so fasziniert, dass sie nicht mehr sehen: Was soll denn eigentlich durch diese Wahlen geschehen?

Wenn die Wahlen auf Grund des bestehenden Vertrages durchgeführt werden, werden wir die europäische Bevölkerung aufrufen, ein Parlament zu wählen, das in Wirklichkeit kein Parlament ist. Das ist der Sachverhalt.

Wir stehen vor einem Dilemma. Wir müssen entweder unseren Wählern etwas vormachen. Wir müssen ihnen sagen: Ihr wählt hier eine ganz grossartige Sache, und dann wird da in Strassburg oder sonstwo in einer europäischen Hauptstadt, die vielleicht auch einmal benannt wird, ein Parlament zusammentreten, das ganz grossartige europäische Aufgaben erfüllen wird. — Wenn wir das erklären — nun, ich will es ganz deutlich sagen —, belügen wir unsere Wähler. Dann muss notwendigerweise nachher die

Enttäuschung kommen. Dann werden unsere Wähler sehen, dass da ein Parlament gewählt worden ist, welches zwar von sich behauptet, es sei ein Parlament, das aber in Wirklichkeit nichts zu sagen hat, das nicht in der Lage ist, entscheidende Dinge durchzusetzen.

Wenn uns erwidert wird, dieses Parlament habe gewisse legislative Befugnisse, das habe sich jetzt auf sozialem Gebiet gezeigt, so kann ich dazu nur sagen, die Tatsache, dass diese höchst verdünnte Befugnis besteht, beweist, dass im übrigen die legislativen Befugnisse einfach nicht vorhanden sind. Durch diese eine sehr verdünnte Befugnis wird ja gerade deutlich, wie in Wirklichkeit die Lage dieses Parlaments ist. Das muss in kurzer Zeit den Wählern deutlich werden.

Und was, meine lieben Freunde, haben wir dann erreicht? Wir haben europäische Begeisterung angefacht, wir haben bei den Leuten Illusionen erweckt. Die furchtbare Ernüchterung muss kommen, und der europäische Gedanke muss notwendigerweise einen Rückschlag erleben.

Oder, meine Damen und Herren, wir sagen unseren Wählern die Wahrheit. Wir sagen: Ihr müsst euch sehr anstrengen und an die Wahlurnen gehen. Ihr müsst euch bei euren Freunden und bei sonstigen Leuten dafür einsetzen, dass das Europäische Parlament gewählt wird. Aber dieses Europäische Parlament ist halt doch eine höchst zweifelhafte Angelegenheit. — Glauben wir im Ernst, dass wir dann europäische Begeisterung entfachen können? Und das ist ja doch das erklärte Ziel einer solchen Wahl, dass man die europäische Begeisterung entfacht. Das wird dann nicht möglich sein. Dann wird ein Parlament von einigen gewählt werden, die auf alle Fälle zur Wahl gehen werden, aber von einer kleinen Schicht. Das so gewählte europäische Parlament wird kein grosses Prestige haben.

Nun wird von den Anhängern der Wahl auf jeden Fall, der bedingungslosen Wahl, gesagt: Das ist ja alles ganz schön und gut; aber ihr seht die Realitäten nicht. Wir sind die Realisten. Wenn dieses Parlament von der Bevölkerung gewählt ist, wird es so viel Prestige besitzen, dass es ganz von selbst seine Zuständigkeiten erringen wird.

Nun, ich bin der Meinung, die «Realisten», die so etwas sagen, sind die Illusionisten. Mein Freund Dehousse hat gestern von Minimalisten und Maximalisten gesprochen. Ich will nicht

darüber streiten, wo die Minimalisten und wo die Maximalisten sitzen. Es wäre mir viel lieber, dieser Begriff würde überhaupt nicht in unsere Debatte eingeführt. Denn er erinnert mich gar zu sehr an die Ansicht, es gebe gute und weniger gute Europäer.

Ich möchte sagen, diejenigen, die die Bedenken geltend machen, machen sie im Interesse Europas geltend und nicht, um etwas zu verhindern. Sie machen sie geltend, damit der europäische Gedanke nicht korrumpiert wird. Es scheint mir doch ausserordentlich wichtig zu sein, dass es in diesem Parlament Leute mit nüchterner Überlegung gibt, die nüchtern die Bedenken darlegen.

Wie ist es nun mit der Behauptung, das Parlament werde Zuständigkeiten nur deswegen erringen, weil es direkt gewählt sei? Ich glaube, wir sind uns alle darüber einig: die Zuständigkeiten werden nicht vom Himmel fallen. Die Zuständigkeiten werden trotz alledem erkämpft werden müssen. Ich bin mit allen darüber einig, dass auch dieses Parlament bereits um zusätzliche Zuständigkeiten kämpfen muss. Auch dieses Parlament muss danach streben, dass die Zuständigkeiten im Wege des Gewohnheitsrechts erweitert werden.

Mit Recht ist auf das Parlament der Montanunion hingewiesen worden, das es in der Tat fertiggebracht hat, gewisse Zuständigkeiten neu hinzuzuerwerben. Aber, meine Damen und Herren, das waren — und das wird immer wieder übersehen — doch Zuständigkeiten, die noch von niemandem okkupiert waren, die gewissermassen frei auf der Strasse lagen. Es war nur die Frage: Wer wird zuerst zugreifen?

Aber in dieser Situation befinden wir uns nicht. Es geht vor allen Dingen um die legislativen Zuständigkeiten. Es geht vor allen Dingen um die Frage des Budgetrechts, das ja mit zu den legislativen Zuständigkeiten gehört. Diese Zuständigkeiten sind in festen Händen. Und wo habe ich es in der Politik schon einmal erlebt, dass man einfach Zuständigkeiten erwerben kann, die in festen Händen sind?

Der Vertrag legt ausdrücklich fest, dass der Ministerrat — bis zu einem gewissen Grade hat die Kommission ein Mitspracherecht — die gesetzgeberischen Zuständigkeiten hat. Das Parlament ist davon ausgeschlossen.

Es wird geltend gemacht, wenn das Parlament gewählt sei, würden die Räte sehr wahrscheinlich bereit sein, freiwillig ihre Zuständigkeiten abzugeben. Ich muss sagen: eine solche gute

Meinung in allen Ehren! Wenn die Räte es aber einsehen sollten, dass dem Parlament die gesetzgeberischen Zuständigkeiten gegeben werden müssen, warum sind sie dann nicht schon jetzt bereit, dafür zu wirken, dass durch eine Änderung des Vertrages die gesetzgeberischen Zuständigkeiten in andere Hände, nämlich in die Hände des Parlaments, gelegt werden? Warum muss man damit warten, bis die direkten Wahlen durchgeführt sind?

Ich bin genau gegensätzlicher Meinung. Die Erfahrung lehrt, dass, wenn die Wahlen stattgefunden haben, eine gewisse Beruhigung eintritt. Die Ministerräte werden sich sagen: Warum sollen wir die so bequemen Zuständigkeiten — es ist ja für uns alles viel leichter, wenn wir gesetzgeberisch entscheiden können! — aufgeben? Warum sollen wir ohne eine wirkliche Nötigung dem Parlament diese Zuständigkeiten übertragen?

Und dann gibt es noch andere — die halte ich nun wirklich für die Romantiker —, die sagen: Die Ministerräte werden schon durch das Volk gezwungen werden. — In welcher Weise sollen sie durch das Volk gezwungen werden? Glaubt man im Ernst, dass in Rom, in Paris, in Bonn, in Brüssel oder sonstwo Aufstände nur deswegen kommen, damit die Ministerräte gezwungen werden, ihre gesetzgeberischen oder sonstigen Zuständigkeiten dem Parlament, dem sie zustehen, abzugeben? Das wird im Ernst doch niemand glauben.

Wir wissen es doch, wie erstens auch in den Demokratien die öffentliche Meinungsäußerung entsprechend beeinflusst werden kann und wie man zweitens auch mit entsprechenden Gründen über solche Meinungsäußerungen hinweggehen kann.

Ich glaube also nicht, dass die Möglichkeit besteht, durch Volksausserungen die Kompetenzen zu ändern, abgesehen davon, dass, wenn das möglich wäre, für die Bevölkerung auch jetzt schon die Möglichkeit bestünde, in dieser Richtung etwas zu tun. Aber davon ist doch gar nicht die Rede.

Die Zuständigkeiten könnten geändert werden, wenn ein verfassunggebendes Parlament gewählt würde. Darüber, dass das nicht möglich ist, gibt es keinen Zweifel. Der Vertrag gibt uns dazu keine Möglichkeiten. Wir würden damit nicht durchdringen. Dann könnte man auch die Verfassung, das heisst den Vertrag, sofort ändern.

Oder aber es wäre die Möglichkeit, dass der Vertrag im Wege der Verhandlung mit den Ministerräten und dann mit den nationalen Regierungen geändert wird. Aber, wie gesagt, wenn das möglich ist, ist es ebensogut jetzt möglich wie später.

Ich bin sogar der Meinung, dass unter dem Druck der Tatsache, dass das Parlament bereit ist, allgemeine Wahlen durchzuführen, wenn die Zuständigkeiten geändert sind, sehr viel mehr Möglichkeiten bestehen, etwas zu erreichen, als vorher.

Mein Freund Dehousse sagt: Wenn man alles will, bekommt man überhaupt nichts, und wenn man nicht für die allgemeinen demokratischen Wahlen ist, hat man weder die Wahlen noch die Zuständigkeiten. Das heisst doch, dass man bereit ist, dass man mindestens den **dolus eventualis** hat, Wahlen in Kauf zu nehmen, für Wahlen zu sorgen, auch wenn es uns nicht gelingen sollte, die Zuständigkeiten zu ändern.

Meine sehr verehrten Freunde, ich glaube, dass das ausserordentlich gefährlich ist. Ich habe schon darauf hingewiesen, dass das in der Bevölkerung unvermeidlich einen Rückschlag geben muss. Es muss auch für den demokratischen Gedanken schädlich sein.

Die Tatsache, dass jetzt schon so lange sogenannte Europäische Parlamente bestehen, die im Grunde nichts zu sagen haben, muss auf die Demokratie und auf die demokratische innere Verfassung korrumpierend wirken. Es kann auf die Dauer nicht gutgehen, dass Hunderte von Männern und Frauen mit politischem Verstand und Willen zusammenkommen und nur Reden halten, aber im übrigen nichts zu entscheiden haben. Das wird der Demokratie notwendigerweise schaden. Ich bitte, sich über diese Frage eingehend Gedanken zu machen.

Wenn ich diese Einwendungen hier vortrage, so deswegen, weil ich der Meinung bin, dass wir der europäischen und darüber hinaus der demokratischen Sache Schaden zufügen.

Es kommt noch eine weitere Überlegung hinzu. Ich komme aus der Bundesrepublik, aus Deutschland. Wir kämpfen mit dem Osten darum, dass freie demokratische Wahlen für ganz Deutschland stattfinden können. Wenn wir dem Osten zeigen, dass man freie, allgemeine, demokratische Wahlen für eine Sache machen kann, die im Grunde genommen keine grosse Bedeutung hat, dann geben wir damit das schlechteste Beispiel.

Begeben wir uns nicht bei unserer Argumentation gegenüber dem Osten in einer ausserordentlichen Gefahr? Der Osten könnte auf die Idee kommen: Lassen wir die freien Wahlen zu, aber zu etwas Ähnlichem wie diesem Europäischen Parlament, das nichts zu sagen hat! Das wäre doch durchaus eine Möglichkeit. Das ist aber nicht nur eine deutsche Frage, sondern darüber hinaus eine europäische Frage und eine Frage der freien Welt.

Wir sollten uns nicht auf das Glatteis begeben, dass wir Massen von demokratischen Wählern aufrufen, sich für etwas zu entscheiden, was in Wirklichkeit keine grosse Bedeutung haben kann, solange die Zuständigkeiten nicht gegeben sind.

Ich glaube, das müssen wir überlegen. Es ist sehr gut möglich, im Sturmschritt auf Europa zuzueilen und dabei an Europa vorbeizugehen; diese Gefahr ist vorhanden. Begeisterung in allen Ehren. Ich habe Verständnis für Begeisterung, und ich kann mich wahrhaftig auch für manches begeistern. Trotzdem sollten wir auch nüchtern genug abwägen und sollten uns überlegen, welche Folgen entstehen, wenn wir gewisse Massnahmen beschliessen.

Das hat nichts mit der Frage « Minimalisten-Maximalisten », das hat nichts mit guten oder schlechten Europäern zu tun. Das sind Einwendungen, die aus der Verantwortung gegenüber der Demokratie gemacht werden.

Nun ist uns auch noch gesagt worden, dieser Vertrag zwingt uns ja geradezu, eine Wahlordnung zu erlassen und dafür zu sorgen, dass Wahlen durchgeführt werden.

Nun, ich glaube, dass das in dieser Form auch nicht richtig ist. Diese Behauptung ist juristisch durchaus anfechtbar. Der Vertrag sagt in seinem Art. 138 nicht — und die Artikel der anderen Verträge gleichfalls nicht —, zu welchem Zeitpunkt diese Wahlen stattfinden sollen. Er sagt nur, dass Wahlen stattfinden sollen. Unter welchen Voraussetzungen, das ist die Frage, die wir zu prüfen haben, und wir haben dafür zu sorgen, dass die richtigen Voraussetzungen gegeben sind.

Abgesehen davon: die politische Arbeitsgruppe mit meinem Freunde Dehousse erkennt an, dass Art. 138 kein Befehl ist, der sofort und bedingungslos auszuführen ist. In der Wahlordnung ist der Artikel 138 gar nicht voll ausgeschöpft. In Art. 138 steht, dass die Wahlen nach einem einheitlichen Verfahren durchgeführt

werden sollen. In der Wahlordnung ist dieses einheitliche Verfahren nicht festgelegt worden, aus Gründen, die plausibel sind. Aber man kann auf diese Weise doch nur prozedieren, wenn man zugibt, dass man nicht die juristische Verpflichtung hat, die Wahlen auf alle Fälle sofort oder auf vollständige Weise durchzuführen. Hier werden die Wahlen zwar nach dem Willen derer, die für diese Konvention sind, so schnell wie möglich durchgeführt, aber doch nur zum Teil. Der Auftrag, den Art. 138 enthält, ist nicht voll ausgeschöpft.

Es kommt noch etwas anderes hinzu. Wir sagen: wir können uns nur an den Vertrag halten. Wir können für keine Vertragsänderung eintreten. Dafür ist der Zeitpunkt im Augenblick nicht gekommen. In Wirklichkeit ist in dieser Konvention bereits eine Vertragsänderung vorgesehen, die in dem Art. 138 nicht vorgesehen ist. Diese Konvention sieht nämlich vor, dass das gewählte Parlament sich selbst eine Wahlordnung geben soll.

Damit wird also dem gewählten Parlament in einem Punkte eine gesetzgeberische Befugnis zugestanden. Und wenn man glaubt, dass diese Möglichkeit besteht, dem Parlament eine gesetzgeberische Befugnis zu erkämpfen, dann vermag ich nicht einzusehen, warum man dann nicht weiter gehen, warum man dann nicht damit rechnen kann, dass man meinetwegen auch in der Auseinandersetzung mit den Ministerräten und den Regierungen weitergehende gesetzgeberische Befugnisse erstreitet, die dann dem Parlament erst die Möglichkeit geben, seine parlamentarische Funktion wirklich zu erfüllen.

Es kommt noch ein weiterer Gedanke hinzu, der es mir schwer macht, mich einfach mit dieser Wahlkonvention abzufinden. Mit dieser Frage hat sich der Kollege Faure beschäftigt. Die Arbeitsgruppe sowohl als auch der Politische Ausschuss haben vorgeschlagen, dass dieses Parlament verdreifacht werden soll. Ich habe dagegen erhebliche Bedenken. Herr Faure hat uns immer wieder mit beredten Worten — er ist ja auch ein glänzender Redner und kann glänzend argumentieren, darüber gibt es keinen Zweifel —, dargelegt, dass es notwendig sei, die Wahlkreise so klein wie möglich zu halten; nur auf diese Weise könne man einen Wahlkampf führen, und deswegen brauche man für das neue Parlament möglichst viele, über 400, 426 Abgeordnete.

Nun, das klingt sehr plausibel; es ist sogar etwas Richtiges daran, ich will das gar nicht

bestreiten. Aber, meine Damen und Herren, selbst wenn wir die dreifache Zahl des jetzigen Parlaments nehmen, kommen wir um die Tatsache nicht herum, dass wir Wahlkreise haben, deren Grösse weit die der Wahlkreise in nationalen Wahlen und im nationalen Wahlkampf überschreitet. Auch wenn wir die Verdreifachung vornehmen, haben wir Wahlkreise mit etwa 600 000 Einwohnern.

Es gibt nun gar keinen Zweifel, dass wir einen Wahlkampf für ein europäisches Parlament ganz anders führen müssen als bei einer nationalen Wahl. Ich halte es für eine Illusion zu glauben, dass wir europäische Wahlen in dem gleichen Stil und in der gleichen Art durchführen können wie nationale Wahlen. Das wird nicht möglich sein. Wir werden uns das Köpfchen ein bisschen anstrengen und uns überlegen müssen, wie der Wahlkampf für ein europäisches Parlament zu führen ist. Die Entwicklung der modernen Technik und die Wissenschaft geben uns da ja genügend Möglichkeiten, und wir müssen — nicht nur: wir sollten, sondern: wir müssen — von diesen Möglichkeiten Gebrauch machen.

Es ist also im Prinzip keine entscheidende Frage, ob in einem Wahlkreis 600 000 Einwohner sind oder ob es etwas mehr Einwohner sind, etwa 900 000, die bei einer Verdoppelung der Abgeordnetenzahl in Frage kämen. Ich sage also, diese Frage ist gegenüber dem, was sonst zu überlegen ist, doch zweitrangig, wenn sie auch nicht unwichtig ist.

Es ist nämlich folgendes zu überlegen. Wenn wir dieses Parlament — sehen wir es uns an; es sind nicht alle da; wenn alle da wären, wäre es noch eindrucksvoller — verdreifachen, werden wir kein Parlament schaffen, sondern einen Haufen von Männern und Frauen. Ich sage das in vollem Bewusstsein mit dieser Deutlichkeit.

Wir wissen, dass schon dieses Parlament, in dem vier Sprachen gesprochen werden, in dem Vertreter von sechs Völkern zusammen sind, seine Schwierigkeiten hat, rein technisch, rein sprachlich die notwendige Verständigung herbeizuführen. Wenn wir hier im Plenum oder wenn wir in den Ausschüssen sitzen, haben wir unsere Kopfhörer: da kann man verstehen, was der andere in seiner Sprache sagt. Aber wir alten Parlamentarier wissen, dass die Sitzungen im Plenum und in den Ausschüssen gar nicht allein das Entscheidende sind, sondern dass das, was in den Wandelgängen, was in den persönlichen Beziehungen miteinander besprochen

und geklärt wird, mit konstitutiv ist für das, was in diesem Parlament geschieht. Das ist in jedem Parlament so, und das muss auch in einem europäischen Parlament so sein.

In diesem Parlament, das immerhin noch überschaubar ist, sitzen genügend Männer und Frauen, die sich auch sprachlich, wenn vielleicht auch nicht ganz einfach, miteinander verständigen können. Wenn wir die Mitgliederzahl verdreifachen, werden wir die Zahl derer, die sich sprachlich nicht verständigen können, die also nicht mitkommen, ausserordentlich vergrössern; und das ist eine sehr gefährliche Geschichte. Ein Parlament soll aktiv mitarbeitende, mitverantwortliche Mitglieder haben. Je mehr Ballast ein Parlament hat, um so mehr wird es arbeitsunfähig, um so mehr kann es auch gebraucht und unter Umständen missbraucht werden.

Wenn auf andere Parlamente verwiesen wird, die etwa gleichgross sind, so ist das sehr schön und gut; es wird nur eines vergessen: dass das Parlamente sind, in denen eine Sprache gesprochen wird. Da kann man sich verständigen, da ist das sehr viel leichter. Wenn aber in einem Parlament, in dem vier Sprachen gesprochen werden, 426 Menschen versammelt sind, möchte ich wissen, wie das wirklich funktionieren soll.

Ich glaube also, auch gerade von daher gesehen, sollten wir uns überlegen, ob wir nicht eine Verantwortung dafür haben, ein Parlament zu wählen, das Zuständigkeit hat und in der Lage ist, seine Zuständigkeiten auch zu gebrauchen, und nicht in die furchtbare Lage versetzt wird, gebraucht zu werden. Diese Gefahr ist vorhanden; das kann niemand bestreiten. Ich glaube, diese Gefahr ist grösser als die Gefahr, dass wir in einem sehr grossen Wahlkreis einen schwer zu führenden Wahlkampf zu bestehen haben. Ich glaube, das ist durchaus möglich, wenn auch mit Schwierigkeiten verbunden. Ein Parlament aber, das so gross werden soll, wie das vorgeschlagen ist, kann nicht arbeiten und kann nicht wirklich seine Verantwortung tragen.

Ausserdem, meine Damen und Herren: sehen wir uns doch einmal in unserer Bevölkerung um! Fragen wir einmal den einfachen Mann auf der Strasse, was er dazu sagt, dass auf einmal ein verdreifachtes Parlament zusammentreten soll. Glauben Sie ja nicht, dass er davon begeistert ist! Der schätzt es viel mehr, wenn wir uns beschränken. In der Beschränkung zeigt sich der Meister. Das ist der Gedanke, der in unserer Bevölkerung lebendig ist, jedenfalls in der Bevölkerung meines Landes, die ich, wie ich glaube, sehr gut kenne.

Auch auf diese psychologischen Dinge sollten wir Rücksicht nehmen.

Ich bin also der Meinung: Jawohl, europäische Wahlen; direkte, allgemeine europäische Wahlen. Aber wir müssen dafür sorgen, dass die Voraussetzungen geschaffen werden.

Uns wird Kleingläubigkeit vorgeworfen. Ich möchte einmal den Ball zurückwerfen. Sie glauben, wir erreichen es nicht, eine Änderung des Vertrages, eine Änderung in der Struktur — der unglücklichen Struktur — der EWG, der europäischen Gemeinschaften herbeizuführen. Wer so kleingläubig ist, der muss doch an der weiteren Entwicklung verzweifeln. Ich glaube, da sind diejenigen, die zunächst einmal den Kampf führen wollen für Voraussetzungen, die vernünftig und notwendig sind, sogar die Gläubigeren. Ich rechne mich zu denen, die dafür kämpfen und die alle Kraft dafür einsetzen möchten — und nicht erlahmen möchten in diesem Kampf —, dass ein Europa geschaffen wird, das auf einer gesunden, festen Basis steht. Wir dürfen nicht ein Gebäude aufrichten, dessen Grund brüchig ist, das rutscht und das dann eines schönen Tages zusammenbrechen muss.

Ich bitte Sie, folgende Frage noch einmal in aller Gründlichkeit zu überlegen: Glauben Sie im Ernst, dass wir ein Europa ausbauen können, sei es zunächst auch nur ein Europa der Sechs, wenn es ein Parlament hat, das in eine Verantwortung hineingeht, die keine Verantwortung ist, ein Parlament, das die sehr trügerische, sehr unsichere Hoffnung hat, dass man ihm um seines Prestiges willen aus Gnade und Barmherzigkeit oder aus irgendwelchen anderen Gründen Zuständigkeiten gibt, die es augenblicklich nicht, angeblich nicht erringen kann?

Ich bin jedenfalls der Meinung, es ist gute Arbeit geleistet worden. Darüber gibt es keinen Zweifel. Alle die Männer und Frauen, die daran mitgearbeitet haben, haben dabei ihr Bestes gegeben. Wir haben alle Arbeit in freundschaftlichem Geiste geleistet, bei allen heftigen Kontroversen. Aber wir sollten die Kontroversen nicht totschiweigen. Wir sollten nicht so tun, als ob es keine Einwände gäbe. Wir sollten nicht den Kopf in den Sand stecken, sondern wir sollten den Tatsachen frei ins Auge sehen und dementsprechend handeln.

Deswegen möchte ich ein kräftiges Parlament, ein Parlament, das sich in der Zahl zu beschränken weiss, das aber seine Forderungen da stellt,

wo es Verantwortung tragen und Arbeit leisten kann.

(Beifall.)

Der Präsident. — Ich danke Herrn Metzger für seine Ausführungen.

Nun wird Herr Smets sprechen. Ich bitte ihn, das Wort zu ergreifen.

M. Smets. — Monsieur le Président, chers collègues, jusqu'à présent, notre Assemblée n'a pas eu l'occasion de discuter cette question et je le regrette. Un groupe de travail a fonctionné fort longtemps, mais en dehors de ce groupe de travail et de la commission politique, un grand nombre de parlementaires s'intéressent vivement à cette question et je suis un de ceux qui estiment que l'on va prendre une décision précipitée.

Il vaudrait mieux, Monsieur le Président, ne pas aboutir actuellement à une décision car trop de problèmes sont soulevés à ce sujet et tous les parlementaires qui sont conscients de leurs responsabilités, devraient pouvoir faire valoir leur opinion.

C'est notre collègue M. Dehousse lui-même qui a dit dans son rapport: « L'Assemblée chargée d'élaborer les projets doit, avant de se pencher sur les mesures de réalisation, choisir le moment où elle exercera l'initiative qui lui est confiée. »

Notre collègue, M. Dehousse, a précisé que le groupe de travail avait entamé ses travaux avec la conviction que le moment était venu d'aboutir. Quant à moi, j'ai une conviction différente et je voudrais immédiatement souligner que le traité nous habilite à faire des projets. J'aurais donc apprécié que la commission politique eût établi un canevas général, établissant jusqu'où on voudrait aller au cours d'une première étape, tout en indiquant les étapes suivantes.

En fait, le groupe de travail et la commission politique ont agi comme s'ils avaient épuisé leur tâche en présentant ce projet.

D'autre part, on s'est livré à des raisonnements pour le moins spéculatifs. Je vais, moi, m'efforcer de m'en tenir à l'essentiel, qui, selon moi, est un problème de démocratie parlementaire.

Il est de fait que les Parlements, en ratifiant les traités, ont cédé certaines de leurs prérogatives et délégué certains de leurs pouvoirs.

A qui ?

A un Parlement supranational ? Non, à des membres d'exécutifs nationaux. Non, il faut que nous changions cela. J'appartiens, certes, à un Parlement qui, de temps à autre, a délégué des pouvoirs, mais ces délégations de pouvoirs étaient toujours limitées dans le temps. Il faut que, sans plus tarder, nous nous préoccupions de cette question.

Nous avons naguère accepté cette cote mal taillée pour des raisons d'opportunité, mais en soulignant qu'il s'agissait bien d'une cote mal taillée. Nous désirons que la Communauté européenne se réalise et nous avons dû passer sous les fourches caudines de ceux qui voulaient faire le moins. Les traités sont l'expression du plus petit commun diviseur des opinions gouvernementales et non pas du plus grand. Il n'y a pas encore de Communauté. Il faut sous ce rapport, comme sous celui de notre Parlement, redresser bien des choses.

Monsieur le Président, dans le texte français je me suis réjoui de constater qu'on parle d'élections au suffrage universel direct. En Belgique, quand nous l'avons conquis, nous parlerons de suffrage universel pur et simple. Nous en sommes arrivés au stade où les prescriptions constitutionnelles ne sont plus lettre morte mais où, réellement, tous les pouvoirs émanent du peuple. L'élection doit être au suffrage universel pur et simple pour un Parlement qui ne doit pas avoir seulement quelque chose à dire, mais avoir tout à dire.

D'ailleurs, le préambule du projet qui nous est soumis veut que le fondement de l'Assemblée parlementaire européenne repose sur la volonté librement exprimée des populations.

Mais, dès lors, si le peuple souverain exprime librement sa volonté et s'il vous élit, vous devez disposer des droits et des pouvoirs souverains d'un Parlement. Ce serait tromper l'électeur, les populations, que de revenir, plus tard, devant eux, en disant : Nous aurions bien voulu faire telle et telle chose, mais le traité en réserve la compétence aux ministres nationaux.

Ne dites donc pas : « Voyez ce que nous pourrions conquérir grâce à un Parlement élu au suffrage universel ! »

Il y a des siècles, on se battait pour des prérogatives parlementaires. Pourquoi accepter maintenant, pour un Parlement européen, un statut inférieur à celui dont nos Parlements

nationaux bénéficient ? Ce serait là un singulier progrès.

Pour paraphraser un homme célèbre, je dirai que point n'est besoin d'espérer reprendre ce qu'on a soi-même abandonné, mais qu'il faut, nous, persévérer dans nos efforts pour rétablir la démocratie parlementaire dans ses droits.

La situation doit être redressée. — J'appartiens à un parti dont le Conseil général a décidé que ce redressement devrait être fait d'emblée. Elle requiert une révision des traités, — une révision qui ne soit pas faite par la petite porte. Ne finissons pas, car aussi finauds que nous puissions être, nos propositions vont au Conseil, qui serait suffisamment finaud pour pouvoir nous contrecarrer. Après cela, ce sont les Parlements qui doivent les ratifier. Choisissons la grande porte.

Il serait préférable que nous ayons maintenant ou aussitôt que possible un projet qui exprime notre point de vue et notre volonté. N'oublions pas que dès que notre projet sortira de cette Assemblée, nous n'aurons plus aucun pouvoir. Nous devons nous en reposer sur les ministres. Le traité dit que le Conseil, statuant à l'unanimité, arrêtera les dispositions dont il recommandera l'adoption par les États.

M. Battista, dans son rapport, aperçoit ce danger, mais il essaye de nous rassurer et d'apaiser ses craintes en disant :

« Il est difficile d'imaginer que les Conseils puissent s'écarter de manière sensible d'une proposition de l'Assemblée sans consulter d'organisme directement intéressé, sans donner de motif et sans discuter de l'opportunité des modifications apportées. »

Ce sont là des vœux ! Craignons que ce ne soient que des vœux pieux, et n'oublions pas que, lorsque nous, parlementaires européens, nous avons établi un projet, les dispositions sont arrêtées par les Conseils et soumis aux Parlements, sans que nous, parlementaires, même européens, puissions faire rien d'autre que dire oui ou non. Il n'y a pas d'amendements possibles. C'est la raison pour laquelle il ne faut pas tenter de finasser. N'oublions pas quelles barrières sérieuses les ministres peuvent nous opposer et combien nous leur rendrions le jeu facile. Les ministres se sont bien servis à Rome et ils n'abandonneront pas facilement ce qu'ils ont conquis sur les parlementaires, car il semble bien qu'en règle générale c'est le propre de ministres de vouloir mini-

miser les pouvoirs et réduire les possibilités d'action du Parlement.

Nous avons, Monsieur le Président, délégué des pouvoirs. Nous devons mettre un terme à ces délégations de pouvoirs. Si non, nous risquons d'être accusés d'abandon, voire d'être coupables d'abandon de prérogatives parlementaires.

Par souci des instants de l'Assemblée, je ne veux pas, Monsieur le Président, faire de l'esprit, mais on pourrait en faire au sujet des pouvoirs de notre Assemblée. Si je ne le fais pas, ce n'est pas uniquement par souci de l'heure avancée ; il y a encore d'autres raisons. L'essentiel, Monsieur le Président, — et ici j'emboîte le pas à mon ami Metzger —, c'est que nous ne devons pas donner au peuple souverain une fausse impression. Notre ami Dehousse a inséré lui-même dans son rapport la phrase qui vient d'être citée par M. Vendroux. Il a dit que les hommes du XX^e siècle ne sont pas des objets, mais des sujets de droit. S'ils ne sont plus objets, c'est qu'ils peuvent se former une opinion propre. Craignons donc cette opinion si nous devons persévérer dans une attitude nous conduisant à l'abandon.

Ne poursuivons pas des satisfactions de façade, car cela renforcerait les Conseils et renforcer les Conseils pourrait entraver l'intégration économique.

Au paragraphe 27 du rapport de notre ami M. Dehousse, on constate avec satisfaction qu'il tient compte de ce sentiment, mais il ne met pas en évidence les conséquences. — Il dit : « Le centre de gravité est le conseil de ministres et, malgré les formules juridiques, le Conseil reste une conférence de ministres nationaux responsables devant leurs Parlements respectifs. Nous ne sommes pas sûrs, comme d'autres, que le Conseil puisse évoluer vers une forme plus communautaire, qu'il puisse devenir une véritable institution de la communauté. »

Et c'est à ce Conseil que nous, nous soumettrions une proposition qui reste en deçà de ce que nous voulons réaliser ? Soyez persuadés que vous obtiendriez encore beaucoup moins.

Je ne résiste pas à la tentation de citer encore notre ami Dehousse : « Les liens entre l'élection et les pouvoirs de l'Assemblée sont trop évidents pour que ce soit la peine de les souligner. »

Si cela ne vaut pas la peine de les souligner, cela vaut quand même la peine de faire un ef-

fort pour renforcer ses pouvoirs, mais il me semble que, parmi les avocats de ce projet, il y en a qui sont obnubilés par l'idée d'élections.

En témoigne ce que notre ami Dehousse dit encore : « Si l'élection a un sens, c'est bien celui de donner à l'Assemblée, par l'investiture directe, une légitimité et une force dont elle tirera un pouvoir politique. »

Ce sont des vœux, des spéculations et c'est tout !

M. Battista, lui, dit, dans le même ordre d'idées : « La grande majorité de la commission a estimé que la portée historique et politique des élections européennes valait le sacrifice de l'un ou l'autre principe, et qu'il importait davantage en somme que les premières élections puissent avoir lieu rapidement dans des conditions acceptables pour les Parlements et les gouvernements. »

Je ne suis pas d'accord, Mesdames, Messieurs, que nous sacrifions des principes, car c'est un abandon de droits.

M. Maurice Faure. — De quels droits ?

M. Smets. — De droits du Parlement, de pouvoirs parlementaires. On risque de sacrifier le substantiel à l'illusion.

Ne persévérez pas. Les défenseurs du projet ont essayé de nous classer, de nous étiqueter. C'est une erreur. Il se peut qu'il y ait dans cet hémicycle des personnes qui conçoivent leur rôle au sein de ce Parlement comme la continuation de l'opposition qu'ils ont menée à la ratification des traités au sein de leur propre Parlement. Je ne suis pas de ceux-là, j'espère qu'ils sont fort peu nombreux ici ; quant à moi, j'ai voté de bon cœur la ratification.

Monsieur le Président, j'abrège. Il faut un lien entre l'Assemblée parlementaire européenne et les Parlements nationaux. M. Faure le souligne dans son rapport au moins en dix endroits. Ce ne sont pas des redites de sa part, ni des négligences. S'il le fait c'est parce que lui même et les membres de la commission politique au nom de laquelle il a fait son rapport, ont attaché une très grande importance à cette question.

Mais le projet ne prévoit ce lien que pour la période transitoire ; après quoi il sera supprimé purement et simplement à moins qu'un nouveau projet soit introduit qui en assure la prorogation.

Mais, Monsieur le Président, j'ai ainsi abordé le domaine du texte du projet, un projet hybride.

M. Dehousse a parlé de « maximalistes » et de « minimalistes ». Je ne sais pas dans quelle catégorie il est classé, par les maximalistes européens, mais j'ai entendu le reproche dans la bouche d'un « maximaliste européen » que le groupe de travail aurait fait passer le chapeau dans toutes les capitales, recueilli ce qu'on voulait bien y mettre et que c'est cela, et rien que cela, qui a été inscrit dans le projet.

Je vois ce projet couvert de housses, fait de vues lointaines et de considérations profondes ou, si l'on veut, de vues profondes et de considérations lointaines. Mais quand on enlève les housses, on s'aperçoit que c'est un travail non achevé, imparfait, et, j'en reste convaincu, plein de périls pour notre Assemblée parce que dangereux pour la démocratie parlementaire.

Il n'est pas raisonnable de vouloir pousser ce projet jusqu'au stade du vote. Je répète qu'il y a des parlementaires, qui ne font pas partie de la commission politique, qui s'y intéressent et qui n'ont pas eu l'occasion de s'exprimer. Ce n'est que depuis hier après-midi qu'ils ont voix au chapitre et vous voulez que ce projet soit déjà voté lundi soir si possible, ou mardi soir au plus tard !

Il y aura une kyrielle d'amendements: Ne dites pas que ceux qui introduisent ces amendements se livrent à du sabotage, comme cela m'a déjà été dit. Non ! Ce serait du sabotage si ces amendements avaient déjà été repoussés à deux ou trois reprises et qu'on les reprendrait pour s'y accrocher. La vérité est que, c'est la première fois que tous les parlementaires ont le droit et la possibilité de déposer des amendements, précisant leurs vues divergentes.

Je voudrais décrire brièvement l'esprit de certains de ces amendements.

Il y aura d'abord ceux qui traiteront du nombre des parlementaires. Le chiffre proposé est trop élevé. Je n'élaborerai pas les considérations de M. Metzger, avec lesquelles je suis absolument d'accord. Nous allons, si on suit la Commission, avoir un Parlement qui devra multiplier ses commissions, alors qu'aujourd'hui on est arrivé à la conclusion qu'il y en avait trop. Si chaque parlementaire ne siège que dans une seule commission, celles-ci auront au moins l'ampleur d'un conseil provincial belge et je défie une pareille commission de se livrer à un

travail pratique. Vous en arriverez ainsi à créer systématiquement des sous-commissions et des groupes de travail. Cela veut dire qu'il y aura progressivement de plus en plus de parlementaires qui ne viendront ici que pour entériner les décisions. C'est un danger, un très grand danger, pour la démocratie. Il ne faut pas que les parlementaires qui ne font qu'entériner les décisions se multiplient.

La situation dans un pays est différente. Notre ami Metzger l'a expliqué et que j'ajoute simplement que dans un Parlement national, aussi nombreux soit-il, les élus ont toujours la possibilité de suivre de près, voire de tout près, toutes les questions discutées ou d'actualité.

Ma présence irait au stade actuel, — les stades ultérieurs, réservons-les à un Parlement composé, par moitié, d'élus au suffrage universel direct et par moitié de parlementaires nationaux, parce que au moins pendant une longue période, sinon pour toujours, la représentation directe des parlementaires au sein du Parlement européen sera une nécessité et s'avèrera bientôt pour tous une nécessité.

Ce qui m'a frappé dans ce projet, Monsieur le Président, c'est qu'il n'est nulle part question de suppléants. Pourquoi ? Cette idée a tout de même été évoquée au Parlement belge, lors de la ratification, ainsi que dans d'autres milieux. Or, ici, on n'en trouve aucune trace.

Je suis partisan de la suppléance, mais d'une suppléance active. On a souvent besoin d'un plus petit que soi. C'est ainsi qu'en Norvège, un membre du Parlement peut abandonner momentanément son siège à un suppléant plus versé que lui dans une certaine question et, de cette façon, le Parlement norvégien s'en trouve mieux servi. L'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe a déjà suivi cet exemple. Pourquoi ne pas en faire de même ?

En ce qui concerne l'élection au suffrage universel, j'ai cité tout à l'heure la phrase du préambule du projet : « Résolus à donner pour fondement à l'Assemblée parlementaire européenne la volonté librement exprimée des populations. »

Le projet, sous ce rapport, ne fait qu'entériner la situation existant dans les divers pays.

Pour être exercé efficacement, le suffrage universel exige partout les mêmes règles. L'Assemblée parlementaire européenne doit comprendre des représentants de tous les courants d'opinion, et ne pas être le fruit de manipula-

tions savantes. Aucune exclusive ne peut être établie et la représentation proportionnelle doit être réelle.

Ce Parlement ne pourrait-il supporter une opposition ? Ne serait-il pas conscient de ses facultés, de sa puissance de convaincre ?

Nous ne pouvons donc admettre le maintien de la situation actuelle, où 12 millions d'électeurs d'un pays envoient à ce Parlement 12 parlementaires sociaux-démocrates, tandis que dans un autre pays, comptant une population à peu près équivalente, 12 millions d'électeurs démocrates-chrétiens envoient 28 représentants à l'Assemblée ! Cette situation anormale ne peut perdurer et nous devrions prendre une attitude ferme à cet égard.

Si nous voulons que ce Parlement soit l'expression de la volonté des populations, il devrait avoir le droit de faire des recommandations en vue de redresser certaines situations malencontreuses pour la démocratie. Or, en ce moment, beaucoup sont prêts à accepter une situation où nous n'aurions même pas le droit de faire notre propre loi électorale, prérogative de chaque Parlement. Ils seraient prêts à accepter des élections directes sur la base d'une loi électorale qu'aura bien voulu nous accorder l'exécutif, sur lequel nous n'avons aucune prise au sein de ce Parlement.

Je parle maintenant des élus directs et je souligne toujours l'expression « suffrage universel pur et simple ». J'y mets peut-être quelque sentiment, car je me souviens des sacrifices consentis par mes parents pour la conquête du suffrage universel. J'appartiens à des organisations qui, tous les ans, vont en pèlerinage aux cimetières où reposent leurs victimes tombées dans la bataille pour la conquête du suffrage universel. Il ne faut pas que le suffrage universel soit tronqué. Pour les élections directes il ne faut pas de systèmes divergents, mais les mêmes conditions électorales, les mêmes conditions d'éligibilité. L'absolue impartialité du système représentatif doit être assurée, ce qui requiert, je le dis en passant, le contrôle des moyens financiers mis en œuvre au cours des campagnes électorales.

J'applaudis à l'idée d'intervenir dans les frais électoraux, mais, pour moi, le point capital est de limiter les dépenses et de les contrôler. Je ferai maintenant un emprunt au plus grand de la petite zone de libre-échange, la Grande-Bretagne, où existe le contrôle des moyens financiers mis en œuvre dans une campagne électorale. Des comptes doivent être rendus. A mes yeux,

ce serait, pour le moins, un geste agréable envers les Britanniques, mais essentiellement une mesure efficace et saine pour notre Assemblée.

Autre aspect de l'impartialité du système. Il faut éviter les entraves nationales à la présentation des candidats. Seule, l'Assemblée parlementaire européenne, comme tout Parlement, doit juger de l'éligibilité de ses membres. Aucun autre pouvoir ne doit intervenir. Pour le moins, chez nous c'est exclu. Entre le dépôt de la candidature et l'accueil par le Parlement, rien ou personne ne doit intervenir.

A ce titre je concède à M. Dehousse, par parenthèse, la toute petite exception provisoire qui existe en Belgique et que je n'aime pas.

Tout cela veut dire que je suis contre le deuxième alinéa de l'article 8. J'aimerais aussi que l'on me précise ce que signifie, à l'article 12, l'éligibilité « sous réserve des cas d'inéligibilité traditionnelle déterminés par la loi nationale ». Une telle disposition est dangereuse, car les traditions, me semble-t-il, peuvent naître en un instant et même d'un bref texte de loi voté comme si de rien n'était.

Notre Assemblée devrait avoir le droit de recommander l'adaptation des lois électorales. L'article 13 fait allusion à « l'admission des partis politiques aux élections ».

Qu'est-ce que cela signifie ? C'est ouvrir la porte à toutes les manœuvres et à de nombreuses exégèses malveillantes, car, du moment que, dans un pays, par exemple, le parti communiste est interdit, on peut facilement arriver à la conclusion intéressée qu'un autre parti, que l'on craint, est un parti pseudo- ou néocommuniste.

Je reste de l'avis, Monsieur le Président, que notre Assemblée parlementaire doit réellement être mue par la volonté librement exprimée des populations.

Je conclus, Monsieur le Président, en demandant encore de ne pas classer les membres de l'Assemblée parlementaire européenne comme certains, même dans cette enceinte, ont été tentés de le faire. Mon propre souci, comme le vôtre, j'en suis convaincu, c'est de construire une Europe démocratique et prospère, une Europe démocratique et prospère connaissant la paix.

Je ne demanderai pas aux rapporteurs de se souvenir de l'adage. Vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage. Ils auraient trop beau jeu de me répondre : Voilà plus d'un an que nous y travaillons ! Mais, puisque je me suis aventuré

dans le domaine littéraire, je voudrais leur demander de se souvenir de Molière. Molière est entré dans l'histoire et il y restera. Or, Molière a parfois réécrit jusqu'à trois fois certaines de ses œuvres, précisément celles qui sont ses œuvres les plus importantes, ses œuvres maîtresses.

Tenant compte des observations qui vous ont été faites, ne précipitez donc rien et produisez un meilleur travail que celui qui nous est actuellement soumis.

(Applaudissements.)

Der Präsident. — Ich danke Herrn Smets für seine Ausführungen.

Ich möchte vorschlagen, dass wir nunmehr die Sitzung unterbrechen und heute nachmittag um 3 Uhr fortfahren.

Ich darf Ihnen mitteilen, dass für heute nachmittag noch 14 Wortmeldungen einschliesslich der Antwort des Berichterstatters vorliegen. Aber selbst wenn alle Herren die Zeit, die sie fürsorglich angegeben haben, völlig ausnutzen, könnten wir bis gegen ein halb 8 Uhr mit der Nachmittagssitzung fertig werden.

Ich schlage also vor, um 3 Uhr pünktlich zu beginnen und die Generaldebatte bis heute abend durchzuführen. — Sie sind damit einverstanden.

Ich unterbreche die Sitzung.

(Die um 13 Uhr unterbrochene Sitzung wird um 15.05 Uhr wiederaufgenommen.)

(La séance, suspendue à 13 h, est reprise à 15 h 05.)

(La seduta, sospesa alle 13, è ripresa alle 15.05.)

(De vergadering, te 13 uur geschorst, wordt te 15.05 uur hervat.)

Der Präsident. — Die Sitzung ist wiederaufgenommen.

Vorlage eines Dokuments

Dépôt d'un document

Presentazione di un documento

Indiening van een document

Der Präsident — Ich habe von Herrn Vendroux einen Entschliessungsantrag zur Ergänzung des Titels des « Ausschusses für Fragen der

wissenschaftlichen und technischen Forschung » erhalten.

Dieser Entschliessungsantrag wird unter Nr. 32 gedruckt und verteilt und, wenn sich kein Widerspruch erhebt, dem Ausschuss für Rechtsfragen, für die Geschäftsordnung und Immunitäten überwiesen. — Es erhebt sich kein Widerspruch; es ist so beschlossen.

Wahl des Europäischen Parlaments in allgemeiner direkter Wahl (Fortsetzung)

Élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel direct (suite)

Elezione dell'Assemblea Parlamentare Europea a suffragio universale diretto (seguito)

Verkiezing van het Europees Parlement door middel van rechtstreekse algemene verkiezingen (voortzetting)

Der Präsident. — Auf der Tagesordnung steht die Fortsetzung der allgemeinen Aussprache über den Bericht über die Wahl des Europäischen Parlaments in allgemeiner direkter Wahl.

Das Wort hat Herr Battaglia.

Battaglia. — Signor Presidente, onorevoli colleghi, con riserva di intervenire qualora dovessero essere presentati degli emendamenti al progetto che è stato elaborato dal Gruppo di lavoro e dalla Commissione affari politici, dichiaro subito che sarò breve, breve in obbedienza alla consegna dataci stamane dal Vicepresidente, onorevole Fohrmann, breve perchè sono d'avviso che il significato ed il valore di una elezione a suffragio universale e diretto per l'Assemblea Parlamentare Europea è fin troppo ovvio.

Del resto, penso che gli argomenti li abbiamo già illustrati ed attraverso questi argomenti è stato evidenziato il significato squisitamente politico di un'Assemblea direttamente investita dalle popolazioni d'Europa di un mandato di rappresentanza. Detti argomenti sono stati luminosamente trattati dagli oratori e dal relatore. Non posso che condividere quanto essi hanno detto.

Da parte mia, pertanto, preferisco dare per evidenti, come evidenti invero sono per ognuno di noi, i tre temi di fondo che convincono alla necessità, che invocano l'urgenza di questa trasformazione. Quali sono questi temi? L'onorevole Dehousse nel suo mirabile discorso li ha

sintetizzati in tre espressioni astratte, dal contenuto però molto concreto e molto realistico.

Egli ha detto che la ragion d'essere ed il perché delle elezioni di questa Assemblea a suffragio universale e diretto risiede su tre principi di fondo inderogabili: legittimità, giustizia ed efficacia. Legittimità, intesa come vero ed effettivo senso di rappresentatività e quindi di democrazia; giustizia, intesa come impossibilità di questa Assemblea a continuare a forgiare i destini dei nostri popoli senza la loro partecipazione diretta alla formazione di essa; efficacia, in quanto un'Assemblea così eletta avrà certamente un'importanza ed un peso specifico molto più rilevante di quella odierna.

Si tratta quindi di una trasformazione che non sarà un semplice mutamento di tecnica elettorale, ma che assumerà un senso ideologico e politico e che segnerà una nuova tappa nella strada dell'unificazione europea. Se su un punto è forse ancora opportuno soffermarsi è quello delle influenze psicologiche che le elezioni europee avranno tra i popoli dei nostri sei Paesi.

Nessuna propaganda migliore per l'idea europeistica potrà, a mio avviso, essere fatta. Chiamare alle urne le nostre popolazioni allo scopo di eleggere i loro rappresentanti a questo Parlamento europeo, darà per la prima volta — e poi perpetuerà ad ogni elezione — la piena coscienza del valore comunitario e non più geografico dell'espressione: « Europa ».

I cittadini elettori se ne sentiranno attivi formatori; in quel momento stesso l'Europa sarà veramente nata, sarà veramente un fatto reale e non solo ideale.

I cardini della nuova Europa, del nuovo sistema europeo, saranno proprio l'Assemblea, emanazione diretta delle popolazioni europee, ed il distretto, entità territoriale, sede delle istituzioni europee, punto materializzato di una forza legislativa ed esecutiva non più nazionale ma europea: sovranazionale, federale o confederale che sia non importa; ciò che importa è dar sempre maggior forza ed accelerazione ad un processo di integrazione ed unificazione che superi sempre con la sua velocità le strutture e le formule giuridiche sino al ragionevole punto di arrivo che è quello di avere un'Europa saldamente unita, strutturata in modo tale da rappresentare nel mondo una forza manovrata da un cervello comune, da una intelligenza comune, da uno spirito comune e che possa contrapporsi in una gara di operosità, di ricerca, di scienza, di progresso morale, culturale ed industriale, a

potenze (che sono pure dei continenti, delle vere unioni di potenze) come l'U.R.S.S., l'U.S.A., la Cina. Per questo obiettivo, urgente è la necessità di dar corso ad elezioni dirette per l'Assemblea Parlamentare Europea, qualunque ne sia il rischio come bene diceva stamane l'onorevole Faure.

Ed eccomi, solo per sintesi concettuale, all'esame di questo progetto elettorale che ha temperato i problemi teorici e scientifici con le difficoltà pratiche e con le possibilità reali e concrete del momento.

Bisogna onestamente e vivamente elogiare sia il gruppo di lavoro, sia la Commissione per l'opera svolta: il gruppo di lavoro che ha compiuto un'attività eccellente concretatasi nella compilazione di un progetto accettato quasi integralmente dalla Commissione; la Commissione che ha svolto un esame profondo del progetto; ed i pochi emendamenti apportati mentre stanno a testimoniare la bontà del lavoro iniziale si inseriscono felicemente nell'armonia del progetto stesso.

Certo, da un punto di vista strettamente teorico, il progetto si presta ad alcune critiche relative tutte al suo primo pregio e cioè al felice compromesso politico che esso rappresenta tra esigenze europee ed esigenze nazionali. Ricordiamoci che l'Europa deve essere fatta praticamente e che bisogna che siano gli Europei a farla e non un centinaio di idealisti. Così come abbiamo scelto la strada del gradualismo e della integrazione anziché quella della unione politico-militare così oggi tra la perfezione teorica e i rischi pratici di un progetto meramente scientifico dobbiamo salutare con gioia l'orientamento di un compromesso prevalso: esso significa che noi non siamo degli idealisti tout-court, ma delle persone a cui sta veramente a cuore di fare l'Europa passo per passo. Bisogna camminare sempre, non fermarsi: ma stare nel contempo attenti contro l'ansia di correre che potrebbe essere deleteria.

Vi confesserò che alla prima lettura del progetto era, innanzi tutto, prevalso in me il duplice atteggiamento della studioso di diritto e dell'idealista politico, intimamente convinto di quel grande ideale che è l'Europa. Il progetto mi sembrò da questi punti di vista mal formulato: mal digerivo il periodo transitorio, mal digerivo il fatto che un terzo dei componenti della nuova assemblea venisse riservato ai parlamenti nazionali, mi lasciava fortemente perplessa la compatibilità tra la carica di rappresentante europeo e quella di deputato o senatore

di uno Stato membro. Ero insofferente alla mancanza di un progetto elettorale comune a tutti e sei i paesi, alla mancanza di elezioni suppletive nei casi di vacanze. Ma una più approfondita riflessione fugava dubbi e perplessità. L'argomento a mio avviso preminente ed intrascuroabile è quello che oggi, in seno ai parlamenti nazionali, in seno ai paesi membri è ancora necessaria una forte opera di propaganda europeistica, una intensa opera di mediazione tra esigenze nazionali ed esigenze europee.

Da qui la necessità del periodo transitorio che consente, con i meccanismi previsti, di maggiorare la élite di uomini politici al servizio della causa europea, senza perdere i contatti con i parlamenti nazionali, senza perdere in seno ai parlamenti nazionali quel gruppo di uomini necessari all'opera di propaganda e di mediazione a favore dell'Europa.

Questo è l'argomento vero a favore del periodo transitorio. Dire, infatti, che esso consentirà di utilizzare gli elementi ricavati dalle prime esperienze elettorali è irrilevante perchè quegli elementi si sarebbero ricavati anche in assenza di questo periodo di transizione.

La mancanza di una legislazione elettorale comune ai sei paesi è anche essa — da un punto di vista scientifico — un difetto del progetto di convenzione. Ma dal punto di vista politico la soluzione prescelta di rinviare al diritto interno i provvedimenti di applicazione avvicina senza dubbio di molto la data delle elezioni del primo parlamento europeo. Ecco perchè il progetto ad una seconda lettura appare elogiabile per la misura, la prudenza, il realismo dimostrato dai suoi autori.

Del resto a questo proposito vi è l'art. 9 del progetto che assicura come al traguardo di arrivo l'uniformità della procedura elettorale verrà definitivamente acquistata. L'Assemblea eletta determinerà le disposizioni che governeranno, dopo lo spirare del periodo transitorio, l'elezione dei suoi membri, fermo il principio dell'art. 1 sul suffragio universale e diretto.

Forse sarebbe opportuno dare al testo dell'articolo 9 un carattere più reciso, imperativo, inderogabile.

Quello che bisogna però assolutamente evitare è, infatti, il pericolo che il regime transitorio tenda per forza di inerzia a perdersi. Sotto questo profilo allunghiamo pure la durata della fase di transizione, prepariamo una gradualità di tappe, ma non concediamo nulla alla forza di inerzia, alla stasi.

Il modo migliore per superare l'inerzia, per vincere la stasi, utilizzando all'estremo i vantaggi pur derivanti dal mantenimento dello *status quo*, può — a mio avviso — riscontrarsi in quella idea suggestiva contenuta nella relazione dell'Onorevole Faure, idea di una struttura bicamerale che altre volte ho avuto modo di proporre e sostenere e oggi di condividere.

Ci dice il relatore che alcuni membri del Gruppo di lavoro hanno ritenuto che il mantenimento di una parte dell'Assemblea designata al suffragio indiretto avrebbe potuto costituire l'embrione di una Camera alta e conseguentemente l'abbozzo di un sistema bicamerale. Ritengo che sia giunto il momento di studiare a fondo tale ipotesi di evoluzione della struttura del Parlamento europeo. Io vedo in tale suggestiva soluzione il superamento dei contrasti di interesse e dei pericoli di inerzia che forse si manifesteranno alla fine del periodo transitorio.

Onorevoli Colleghi, è inutile nascondersi che il sistema bicamerale trova proprio la sua utilità nel contemperamento di esigenze unitarie e di esigenze particolari. Mai come in uno Stato federale la Seconda Camera, la Camera delle Nazionalità, assolve ad una funzione fondamentale. Laddove negli Stati unitari il senso della Seconda Camera, è un senso di riflessione legislativa, di opportuno ripensamento nel lavoro legislativo e niente di più; in uno Stato federale la Seconda Camera, espressione delle varie nazionalità e nello stesso tempo partecipe di funzioni e compiti unitari, è il vero pilastro del sistema.

Se l'Europa deve farsi la sua struttura istituzionale, rappresentativa, ci deve portare, e non potrà non portarci, verso l'allargamento dei poteri del suo parlamento e non potrà non condurci verso un sistema parlamentare bicamerale. Io ritengo opportuno che lo studio di tali problemi sia cominciato che dette questioni vengano poste sul tappeto proprio mentre si passa ad approvare questo progetto di Convenzione per l'elezione a suffragio universale diretto della nostra Assemblea. Serviremo la causa dell'Europa se, prevedendo per domani un'Assemblea interamente eletta dalle popolazioni europee, prevederemo pure contemporaneamente una struttura bicamerale del futuro Parlamento europeo che associ, nel legislativo dell'Europa, i rappresentanti della varie nazioni europee.

Se ciò faremo — ne sono certo — la struttura della nostra Europa avrà compiuto una nuova inconfondibile tappa verso la sua meta.

Der Präsident. — Ich danke Herrn Battaglia und erteile Herrn Bohy das Wort.

M. Bohy. — Monsieur le Président, mon premier propos sera de rencontrer quelques-unes des observations faites à cette tribune par certains des collègues qui m'ont précédé.

J'ai d'abord des excuses à présenter à cette Assemblée : mon discours sera fort improvisé, mais je l'ai dit, je crois que l'improvisation, tout au moins dans la forme, n'est pas une mauvaise chose dans une Assemblée dont le grand péril est l'académisme et qui doit retrouver par sa vocation même et par le souci qui est celui d'aujourd'hui, le caractère parlementaire de réplique et de débat susceptible de lui donner sa vie en même temps que sa raison d'être.

(Applaudissements.)

C'est la raison pour laquelle, Monsieur le Président, je le répète, la forme du discours et peut-être sa structure seront fort imparfaites. Je m'en excuse, mais je crois que j'ai trouvé mon excuse dans le propos que je viens de formuler.

Je disais donc que ma première intention était de rencontrer brièvement quelques-unes des observations qui ont été faites. En premier lieu, je ne puis me rallier aux propositions qu'ont formulées M. Metzger et M. Smets, quant à la réduction du nombre des parlementaires fixé dans le projet de traité qui nous est soumis.

Les arguments de M. Maurice Faure sur ce point m'ont paru extrêmement convaincants et je suis sûr de faire plaisir à mon ami et adversaire, M. Duvieusart, en disant que puisque ces arguments ont été fort bien développés, je suivrai l'enseignement qu'il nous a suggéré ce matin en ne répétant pas des choses qui ont été dites, fort bien dites et bien pensées.

Je veux, dès l'abord, rassurer M. Metzger sur un point.

Notre collègue paraissait craindre ce matin que l'on considère les arguments qu'il a énoncés comme mesquins. Je ne les ai pas trouvés mesquins, Monsieur le Président, je leur ai trouvé au contraire une valeur et une densité qui méritaient parfaitement d'être considérées. Si je ne suis pas M. Metzger, ce n'est pas parce que je trouve que ses arguments sont sans poids ; c'est parce que, ayant pesé ses arguments, qui ont leur valeur, et les arguments de M. Maurice Faure, j'ai trouvé que ceux de M. Maurice Faure avaient un petit peu plus de poids sans considérer le moins du monde ceux de M. Metzger comme sans

valeur, et placé devant un choix, j'ai choisi ceux qui me paraissaient les plus lourds.

M. Dore Smets, ce matin, avec une bonne foi dont je suis sûr qu'elle est entière, nous a dit qu'avec un tel nombre de parlementaires chacun d'eux ne ferait partie que d'une commission et se trouverait en quelque sorte désœuvré, l'Assemblée perdant par le fait même son dynamisme et son âme.

Je comprends l'argument ; il a du poids, il a de la valeur ; malheureusement, sa base arithmétique n'est pas exacte. M. van der Goes van Naters et moi-même avec les services du secrétariat avons procédé à une vérification, en prenant pour base d'abord toutes les commissions que l'amplification de compétence des autorités, des commissions et, par le fait même, de cette Assemblée, rendra nécessaires — car plusieurs commissions nous manquent encore — et ensuite une composition parfaitement compatible avec un travail effectif. M. Dore Smets a raison, en effet, de craindre les commissions trop nombreuses ; ce n'est pas dans de telles commissions qu'on fait du bon travail. Sur la base de ce calcul, nous sommes arrivés à ce résultat que chaque membre de l'Assemblée appartiendrait, en moyenne, à deux commissions. Aussi longtemps que nous devons cumuler, pour un tiers au moins selon nous et pour au moins la moitié selon M. Dore Smets, le mandat national avec le mandat international, l'appartenance à deux commissions représentera une lourde charge. Nous savons tous, d'ailleurs, que s'imposent aussi des besognes particulières ou exceptionnelles, comme celle du groupe de travail, dont nous analysons aujourd'hui le labeur. En fait, il s'agira pour certains d'entre nous de trois commissions, si bien que nous soufflerons déjà un peu sous le poids de nos charges, ce qui n'est pas indispensable ni peut-être même souhaitable.

Après avoir ainsi rassuré notre collègue sur ce point, je veux lui dire, ayant écouté son discours avec infiniment d'intérêt — car il parlait, ce n'est pas douteux, d'un bout à l'autre d'une série d'excellentes intentions — que sur un point, un seul — tous les autres amènent à réflexion — je suis obligé de le contredire formellement et d'une façon totale.

M. Dore Smets nous a dit ce matin que son aspiration allait vers les élections au suffrage universel, mais qu'il ne les voulait qu'à certaines conditions. Je comprends fort bien ce vœu. Mais lorsqu'il nous demande la suppression de l'article 13, il subordonne une réforme, à laquelle il donne son adhésion de cœur, à une condition

impossible. En effet, cet article 13 n'a pas été inséré à la suite d'une décision du groupe de travail; il figure dans le texte parce que nous avons rencontré sur notre chemin des obstacles institutionnels nationaux malheureusement invincibles. Je parle des dispositions néerlandaises d'une part, de l'arrêt de la cour de Karlsruhe d'autre part. Ce sont là deux faits juridiques, institutionnels, dont nous n'avons pas le moyen de ne pas tenir compte.

C'est le droit le plus entier de M. Dore Smets de regretter que certaines dispositions institutionnelles de certains pays soient de cette sorte. C'est peut-être mon propre regret, mais le fait est là. Il faut ou bien accepter l'article 13 ou bien renoncer aux élections. C'est une option irréductible et il est impossible d'affirmer que l'on veut des élections et que l'on veut la suppression de l'article 13. C'est, je le reconnais, une dure contrainte pour certains de nos esprits, mais c'est la contrainte invincible des faits. Ils sont là et aussi longtemps que ces faits ne seront point modifiés dans leur substance nous nous heurterons à eux et nous aurons par conséquent à les affronter de notre mieux.

Ma dernière remarque relative aux interventions qui se sont produites avec la mienne concernera le discours de M. Vendroux.

Notre collègue nous propose préalablement à l'élection un référendum. On écoute toujours M. Vendroux avec profit et la clarté de son exposé, la netteté de son propos, sont tels qu'on ne s'ennuie pas un instant à l'entendre. Je ne mettrai donc à combattre ses idées aucun parti pris.

De fait, si je n'aperçois pas très bien l'utilité du référendum, j'en mesure nettement les inconvénients. En effet, Monsieur le Président, devant quelle procédure, devant quelle perspective de procédure nous trouvons-nous? A nous elle apparaît en trois étapes déjà — nous en sommes à la troisième — mais à l'extérieur il semble que cette troisième étape n'est qu'une fraction de la première: institution d'un groupe de travail, élaboration d'un projet d'abord, discussion, modification et adoption de ce projet dans le cadre d'une commission politique, renvoi devant notre Assemblée où nous sommes, dont la mission est aujourd'hui de saisir de ce projet le Conseil des ministres et peut-être celui-ci, après l'avoir examiné, après l'avoir éventuellement modifié dans tel ou tel sens, faisant peut-être écho aux observations de certains d'entre-nous, aura-t-il la gentillesse, la délicatesse — je le souhaite — de nous le renvoyer à nouveau avant d'en faire un texte définitif. Le texte définitif une fois ar-

rêté, il faudra que les ministres le signent et qu'ils le soumettent, puisqu'il s'agit d'un projet de traité, à la ratification des Parlements nationaux.

C'est bien, en effet, un projet de traité. Ce n'est pas par simple formalisme que le groupe de travail, dont je n'étais pas membre mais aux travaux duquel, dans une position quelque peu bizarre, j'ai pourtant participé, a décidé qu'il en serait ainsi. Il nous a paru, sur le plan institutionnel, que ce serait la manière la plus commode d'aboutir. Il nous a paru que devant développer, somme toute, un article de trois traités, le meilleur moyen de le faire était encore l'établissement d'un traité accessoire, auxiliaire, si je puis dire.

Ainsi, toutes les raisons juridiques sont pour nous. Mais il y avait, en outre, une autre raison, d'ordre politique. En effet, en choisissant la forme d'un traité, par ce fait même nous souscrivions à la ratification par les Parlements nationaux, nous appelions les peuples à se prononcer par la voie des mandataires qu'ils ont choisis pour prendre certaines décisions en leur nom. Autrement dit, l'inspiration de M. Vendroux est rencontrée: les peuples se prononceront; mais ils ne se prononceront pas par la forme exceptionnelle, dont je n'aperçois pas la justification, du référendum; ils le feront par la voie normale d'expression de l'opinion populaire en démocratie, par la voix de leurs mandataires librement choisis et librement élus.

Je m'excuse de dire, en l'absence momentanée de M. Vendroux, que son argumentation m'a paru singulièrement faible lorsqu'il a tenté de justifier le recours exceptionnel qu'il préconise et, surtout, lorsqu'il a essayé de rencontrer les objections institutionnelles et constitutionnelles. Je suis au regret de devoir lui dire que, pour ce qui concerne mon pays, l'objection constitutionnelle est dirimante et qu'il n'est pas possible pour les représentants belges, sans souscrire à une violation de notre pacte constitutionnel national, de suivre notre collègue dans son amendement.

M. Dehousse, rapporteur. — Très bien !

M. Bohy. — Nous eut-il convaincus, nous serions ainsi obligés de lui opposer un *non possumus* absolu. Mais nous n'avons pas envie de le suivre pour une autre raison.

Il me paraît curieusement paradoxal qu'une élection parlementaire soit décidée en démocratie par une autre voie que la voie parlementaire. A cet égard, la proposition de M. Vendroux

recèle une contradiction interne que notre collègue pourra peut-être résoudre mais devant laquelle, quant à moi, mon raisonnement s'effondre et que je ne peux pas rencontrer, quelque bonne volonté que je puisse apporter.

J'en ai terminé avec mon premier propos qui était de rencontrer quelques-unes des observations des orateurs qui m'ont précédé à cette tribune et qui me paraissaient mériter d'être relevées.

Mon deuxième propos sera, si je puis dire, de combler ce qui m'a paru — les journalistes m'excuseront — une insuffisance dans les informations qu'ils ont récemment apportées.

Samedi et dimanche dernier, dans cette même salle, grâce à la bienveillance des services, une assemblée officieuse s'est réunie. La presse n'y a guère fait écho. Or, j'ai la faiblesse de croire que cette réunion était importante; elle groupait tous les membres socialistes de cette Assemblée ainsi que les représentants les plus qualifiés des exécutifs des partis socialistes des six pays participant à la Communauté

Je ne veux pas vanter l'opinion à laquelle j'appartiens; je crois, cependant, qu'elle représente un courant de pensée suffisamment important pour mériter la curiosité et l'intérêt de notre Assemblée. Or, il se fait que, sur l'objet qui nous occupe à l'heure présente, les représentants les plus qualifiés des exécutifs des six pays et les membres socialistes de cette Assemblée ont, à l'unanimité moins deux abstentions, adopté une résolution dont je vais avoir l'honneur de vous donner connaissance.

Cette conférence déclare, d'abord, qu'elle considère que « l'élection au suffrage universel direct de l'Assemblée parlementaire européenne répond à un impératif de la démocratie. » C'est dire déjà que sur le principe essentiel qui à l'heure actuelle, concentre nos travaux, il y a un accord absolu et, plus encore, un impératif. La conférence l'a considéré comme une nécessité.

Elle ajoute qu'elle recommande avec force aux membres du groupe socialiste de l'Assemblée — car, heureusement, elle laisse encore aux hommes la liberté de pensée, de réflexion, les impératifs de conscience et la liberté qui doit en résulter — de se prononcer en faveur d'élections rapides.

Je m'arrête un instant sur ce dernier mot. Je crois, malgré tout, que nous pouvons poursuivre nos travaux avec sérénité. Au cours des

réunions du groupe de travail — auxquelles j'ai participé dans les conditions que j'indiquais tout à l'heure, j'ai entendu plus d'une fois mon ami M. Dehousse répéter qu'on pourra faire les élections peut-être en 1962, mais sûrement en 1963.

Je veux bien, mais son optimisme dépasse le mien. Je crois, Monsieur le Président, que dans les cinq années qui viendront nous pouvons espérer cette opération politique. Nous devons y travailler de notre mieux et je crois que la Conférence des partis socialistes a eu raison de proclamer qu'il fallait se prononcer en faveur d'élections rapides.

Nous devons poursuivre notre effort dans la recherche de conditions, de mises au point, d'études et d'agencement aussi parfaites que possible. Il vaut mieux faire très bien, en mettant trois mois de plus, que moins bien avec trois mois de moins.

C'est donc en toute sérénité que je poursuis l'examen du texte adopté par cette conférence. Celle-ci formule une autre idée : si le principe est formel, clair et si direct qu'il se passe de tout commentaire, cela ne veut point dire que cette conférence à laquelle je fais allusion se soit prononcée sans réflexion et sans hésitation. Je veux m'expliquer à cet égard.

Monsieur le Président, il est abusif de prétendre que l'Assemblée que vous présidez avec tant d'autorité soit sans pouvoir, comme certains en répandent volontiers la légende. Ce qui le prouve, c'est le seul fait que nous avons procédé il n'y a guère longtemps à la révision de l'article 56, acte dont il serait tout de même insensé de ne pas mesurer comme il convient les conséquences économiques et sociales et qui constitue l'exercice d'une véritable autorité législative et quasi institutionnelle.

S'il est donc faux de prétendre que, sur base de l'article 56 du traité, l'Assemblée, dans de telles conditions, n'a pas de pouvoir, on a le droit d'estimer — c'est mon propre sentiment — qu'elle ne dispose pas de tous les pouvoirs qu'elle devrait avoir et que dès lors il n'est pas anormal que, dans une partie de l'opinion publique socialiste, le sentiment soit né que, mobiliser cent millions d'électeurs pour se prononcer sur des pouvoirs considérés comme trop minces, était peut-être une opération inquiétante. Que cette même conférence socialiste ait demandé que nous poursuivions un effort afin que d'ici au moment des élections, les pouvoirs donnés à cette Assemblée soient plus denses, plus substantiels, plus étendus, c'est là, je pense, un vœu légitime qu'il faut s'efforcer de satisfaire.

La conférence à laquelle je fais allusion a demandé « au groupe socialiste de déposer dans les plus brefs délais un projet comportant un accroissement des pouvoirs de l'Assemblée ». Qu'est-ce que cela signifie ?

Il s'agit d'un projet, c'est-à-dire d'un texte, d'un texte institutionnel ayant force de loi et, peut-être, dans une certaine mesure, force de constitution. Ce texte, Monsieur le Président, comment le voyez-vous ? Probablement comme moi, en deux parties. La première partie viserait à une extension des pouvoirs dans le cadre même des traités. Si je ne craignais d'abuser des instants de l'Assemblée et si je n'avais pas fait vœu de répondre à votre appel, nous demandant d'essayer de terminer à une heure raisonnable et sans séance de nuit, je me ferais fort de développer tous les points sur lesquels les pouvoirs de l'Assemblée peuvent être considérablement — le mot est peut-être un peu fort, disons plutôt valablement — étendus sans qu'il soit pour autant besoin de toucher aux trois traités qui nous régissent. Et peut-être, Monsieur le Président, l'Assemblée n'a-t-elle pas été sur ce point suffisamment exigeante et énergique, et sans doute aussi le Conseil des ministres n'a-t-il pas été suffisamment complaisant ?

C'est le premier chapitre à étudier. Il en est un deuxième. En effet, après l'énumération, pour valable qu'elle soit, des extensions de pouvoirs susceptibles d'être réalisées dans le cadre des traités, nous serions très normalement prêts de trouver que néanmoins ils ne sont pas entièrement suffisants. Nous rechercherions alors ce qu'il faudrait reviser dans les traités pour étendre les pouvoirs de l'Assemblée.

Pourquoi me suis-je si ardemment attaché à cette partie de la recommandation de l'internationale socialiste réunie dans ces murs ? Je vais le dire.

Lorsque les traités ont été élaborés, lorsque la plupart de ceux qui sont ici les ont ratifiés, ils représentaient une construction d'avenir ; les institutions allaient être mises en place. La C.E.C.A. a eu le privilège d'être installée un peu plus tôt que les autres Communautés, mais toutes ont été mises en place sur un terrain encore nouveau et incertain et se sont édifiées peu à peu. Il faut être un observateur assez aveugle pour ne pas apercevoir qu'au fur et à mesure que les étapes transitoires prévues par les traités se franchissent, les pouvoirs des commissions augmentent non seulement en étendue, mais surtout et davantage en profondeur. Or, plus ces pouvoirs s'accroissent, plus ils sont soustraits par le

fait même, avec notre accord — on peut le regretter comme moi, ou s'en réjouir, peu importe ! — à la compétence et au contrôle des Parlements nationaux. Si les pouvoirs de l'Assemblée ne s'étendent pas, cela signifie que des pouvoirs augmentent qui échappent au contrôle parlementaire nécessaire. Autrement dit, au fur et à mesure que s'accroissent les pouvoirs de l'exécutif, l'extension des pouvoirs de l'Assemblée est un impératif absolu si nous voulons, dans ses intérêts essentiels, préserver les droits de la démocratie.

Or, Monsieur le Président, ces intérêts sont essentiels, car nous parlons ici de tonnes de charbon, de tonnes d'acier, de production, de politique conjoncturelle, et de chômage structurel.

Mais derrière ces mots qui, pour les économistes en chambre, sont des formules pouvant se traduire en logarithmes, il y a, Monsieur le Président, la vie, le travail et le pain des hommes. Et ces hommes, qui sont nos électeurs, ont le droit de savoir ce qu'on fait de leur vie, de leur travail et de leur pain. Il faut que cette Assemblée soit la leur. Il faut que cette Assemblée ait le pouvoir de remplir à l'égard de ces hommes qui lui en ont donné mandat le contrôle indispensable à la sauvegarde du pain quotidien.

Tel est le sens d'un accroissement des pouvoirs de l'Assemblée. Vous comprendrez dès lors pourquoi une conférence socialiste ait mis au premier plan l'accent sur une pareille revendication.

Je le disais tout à l'heure, Monsieur le Président, est-il raisonnable d'imaginer un instant qu'un texte qui va prendre, par sa nature même, un caractère institutionnel puisse être arrêté d'ici à lundi, jour où l'Assemblée devrait procéder au vote ? Imposer une telle condition, c'est imposer la condition impossible. Il n'est pas question un instant d'y songer.

Il fallait pourtant combler un vide. Tout d'abord, je m'adresse à l'Assemblée pour lui demander de ne pas être indifférente à ce vœu. Je demande que le plus rapidement possible un groupe de travail — s'il le faut, le groupe socialiste lui-même en prendra l'initiative — soit mis sur pied en vue d'établir le projet réclamé par la conférence socialiste. Mais en attendant, il faut, je le répète, combler le vide, montrer qu'il ne s'agit pas là seulement d'un vœu pieux, mais qu'il s'agit d'une intention caractérisée, profonde, solide, sincère.

Je crois savoir que M. Metzger médite un texte dont je ne connais pas encore les termes exacts, mais dont la substance, en tous cas, satisfait plei-

nement notre préoccupation. J'espère que son auteur pourra le mettre au point, j'espère qu'il pourra le présenter à l'Assemblée. Il s'agit d'une motion, mais je souhaite que l'Assemblée comprenne le souci que je viens d'exprimer et qu'elle fasse au texte qui, je crois, sera présenté par M. Metzger, un accueil aussi large que possible, parce que seule une majorité importante accordée à ce texte apaisera chez certains d'entre nous des inquiétudes, des hésitations et leur permettra-t-elle d'émettre lundi un vote que, sans cela, ils auraient peut-être hésité à donner.

Cette conférence socialiste a, d'autre part, émis deux vœux. Par le premier, qui vous paraîtra peut-être peu clair à première vue, elle demande « que des dispositions soient prises pour assurer un contrôle effectif du financement de la campagne électorale ».

Cette phrase, d'apparence sibylline, traduit deux préoccupations. Le projet de traité que nous soumet la commission politique prévoit que les élections européennes ne pourront jamais avoir lieu à la même date qu'une élection nationale. Qu'est-ce à dire ? Qu'il faudra, pour les élections européennes, organiser une campagne électorale entièrement distincte de la campagne électorale nationale.

Monsieur le Président, il est toujours très désagréable de parler d'argent ; mais il le faut bien. Dans un parti qui, comme le parti socialiste, s'appuie essentiellement sur les laborieux et sur les petites gens, les ressources sont minces et les dépenses d'une campagne électorale sont lourdes.

M. Pleven. — Il en est ainsi pour tous les partis.

M. Bohy. — Alors, Monsieur le Président, je voudrais bien, je le dis encore une fois, qu'on ne confonde pas le parti socialiste avec le parti communiste.

M. Pleven. — Me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Bohy. — Je vous en prie.

M. Pleven. — Je tiens à préciser que ce sont les représentants libéraux appartenant à la Commission des affaires politiques qui ont posé la question des frais des élections.

Si j'ai protesté, c'est parce que je ne voudrais pas qu'on laissât supposer qu'un seul parti s'appuie sur les travailleurs.

(Rires et applaudissements sur les bancs des libéraux et apparentés.)

M. Bohy. — Mon cher monsieur Pleven, j'ai dit que le parti socialiste s'appuyait essentiellement sur les travailleurs. Je n'ai point prétendu un instant qu'il fût seul à le faire.

Dans ces conditions, Monsieur le Président, on peut craindre que d'autres partis soient mieux nantis, peut-être même des partis qui ne sont pas représentés ici.

Nous avons connu certaines aventures totalitaires dont nous savons bien que ce sont certains trusts qui les ont nourries. Nous avons dès lors le droit de nous inquiéter à un double point de vue. Tout d'abord, du coût de la campagne elle-même ; je n'insiste pas cependant sur ce point parce qu'il me paraît que l'article 18 du traité qui nous est présenté répond à ce souci. D'autre part, nous craignons aussi que, dans le sens que je viens de donner à mon commentaire d'il y a un instant, on voit surgir à certains moments des forces politiques, peut-être honnêtes, peut-être suspectes, appuyées sur des puissances financières considérables et qui, par leur opulence, écrasent, monsieur Pleven, un parti comme le vôtre ou comme le mien, puisque vous revendiquez vous aussi, la vertu de pauvreté.

Nous souhaiterions donc que certaines mesures, inspirées peut-être de ce qui se fait en Grande-Bretagne ou en France, interviennent pour tempérer les débauches de propagande commodes à coups de millions. Vous le savez, Monsieur le Président, la commission du marché intérieur de cette Assemblée s'est inquiétée il n'y a pas longtemps du problème des concentrations industrielles et financières ; elle a été amenée à cette occasion à s'inquiéter accessoirement des pressions politiques que de telles concentrations étaient capables d'exercer dans certains de nos pays. Il est juste, à un moment où nous savons que certaines formations de holdings, de trusts, franchissent les frontières et établissent des solidarités de capitaux à cheval sur celles-ci, de nous demander si dans une élection européenne une pression du même ordre ne pourrait pas s'exercer. C'est le vœu de la conférence dont je défends les vues qu'il soit également paré sur ce point. Peut-être l'article 18 pourrait-il, à un certain moment, être complété dans ce sens.

J'aurai terminé, Monsieur le Président, lorsque j'aurai dit que le deuxième vœu émis par cette conférence était que des mesures soient adoptées en vue de garantir l'application de règles uniformes concernant l'électorat, l'éligibilité et l'impartialité du système représentatif.

Je ne veux pas un instant apparaître comme un irréductible. Je serais vraiment ingrat quant à l'hospitalité que le groupe de travail m'a accordée à Paris, à Rome ou ailleurs, si je ne me souvenais de la manière dont il s'est trouvé confronté à des difficultés certaines. Lorsque les difficultés auxquelles on se heurte en matière de traditions électorales dans les différents pays ressortissent aux textes, aux lois, aux arrêtés, on peut s'en arranger : un texte peut être amendé, l'interprétation peut en être assouplie. Mais les mœurs électorales sont faites aussi de coutumes, d'habitudes qui ne sont pas nées de l'institution ou de l'accident, qui viennent de la sensibilité même d'un peuple et auxquelles on ne saurait contrevenir sans faire preuve d'une uniformisation inhumaine qui irait à l'encontre même de l'esprit qui nous anime.

Sans vouloir adresser le moindre reproche au groupe de travail et à la commission politique, je crois qu'entre cette limite humaine à laquelle il faut s'arrêter et le cadre des règlements auquel on s'est peut-être arrêté, il est un terrain moyen sur lequel le groupe de travail ne s'est peut-être pas assez résolument engagé.

Quels que soient les mérites du chapitre II du texte qui nous est soumis, je crois, Monsieur le Président, qu'il n'est pas allé assez loin dans une tentative d'uniformisation. Pour dire toute ma pensée, je pense que le groupe de travail aurait dû aller plus loin, quitte à ce que les gouvernements l'obligent à battre en retraite, car nous ne pouvons vraiment pas compter sur eux pour aller plus loin dans la voie de l'unification.

Ce n'est pas, croyez-le, un souci de texte, un souci d'uniformisation logique, géométrique, qui a fait que le groupe socialiste a inscrit dans ses revendications cette plus grande uniformisation des procédures. Ce n'est pas uniquement non plus le souci de respecter la disposition de l'article visé relative à « une procédure uniforme », alors que la procédure qu'on nous propose n'est pas uniforme. Il s'agit d'autre chose et je ne m'étendrai pas sur ce point parce que certains orateurs — M. Dore Smets et M. Metzger en particulier — y ont déjà fait allusion. Notre souci est qu'un électeur de Sicile ait le même poids électoral qu'un électeur des îles de la Frise, d'Ostende ou de Munich, faute de quoi une vraie démocratie européenne ne sera pas parfaitement instituée. Que ces poids puissent être difficilement équilibrés, je le comprends ; mais ce que je crois, c'est que l'effort accompli pour approcher de cette égalité n'est pas suffisant et qu'il devrait être renouvelé.

Monsieur le Président, j'ai ainsi rencontré, je pense, l'essentiel des difficultés auxquelles nous nous heurtons. J'ai écouté, je l'ai dit, avec la considération que mérite toute opinion de bonne foi, les interventions des orateurs qui m'ont précédé. Je vois la tâche qui est devant nous et je remercie le groupe de travail ainsi que la commission politique des efforts qu'ils ont accomplis. Je m'excuse d'avoir souligné, ce qui à mes yeux et aux yeux d'un certain nombre de mes camarades, apparaît comme des imperfections ; mais comme ils sont des hommes ils savent qu'il n'y a point d'injure dans mon propos, car rien de ce qui est humain n'est parfait.

Cela montre, Monsieur le Président, que notre lutte et notre effort ne sont pas terminés. Je pense, à ce sujet, à un passage d'un livre d'Anatole France, *L'île des pingouins*, que dans le but de dérider cette Assemblée avant de me rasseoir, j'oserai rappeler.

Cela se passe pendant l'affaire Dreyfus. Anatole France met en scène un personnage dont j'ai oublié le nom, mais qui est la caricature du fameux romancier Zola, lequel, vous vous en souvenez, avait pris ardemment part à la lutte. Dans ce passage, Zola, qui était myope, poursuivi par une bande de garçons bouchers déchainés, trébuche sur une bouche d'égout malencontreusement ouverte et se trouve précipité dans la gadoue, après avoir été contus et battu. Il est là, au fond de l'égout, le pantalon foncé et disloqué, cherchant à tâtons le longnon qu'il a perdu, ne rencontrant que des corps de rats visqueux et d'autres choses désagréables. A ce moment, après une profonde réflexion, il énonce la pensée suivante : « Je commence à discerner que la lutte sera dure. »

(Sourires.)

Moi aussi, je commence à discerner que la lutte sera dure. Mais l'action que nous poursuivons est telle que nous devons accepter la difficulté et nous devons y apporter la persévérance.

Je le répète, les pouvoirs donnés à l'exécutif, primitivement rétrécis et gênés aux entournures, s'étendent. Le pouvoir parlementaire de cette Assemblée doit se développer : l'élection directe est le seul moyen de l'assurer, de lui donner sa force et son prestige, son autorité et son efficacité.

J'ai dit tout à l'heure que ce contrôle était peut-être le travail, la sueur, la peine et le pain des hommes : c'est en pensant au travail, à la

sueur, à la peine et au pain des hommes que nous persévérons dans l'effort entamé.

(Applaudissements.)

Der Präsident. — Ich danke Herrn Bohy für seine Ausführungen. Ich erteile nunmehr Frau Probst das Wort.

Abg. Frau Probst. — Herr Präsident! Meine Damen und Herren! Die Bestimmung der Römischen Verträge, nach der die Versammlung Entwürfe für allgemeine und unmittelbare Wahlen nach einem einheitlichen Verfahren auszuarbeiten hat, ist sehr viel bindender als die Formulierungen vorausgegangener europäischer Verträge. Der alte Artikel 21 des Montan-Vertrags spricht von einem Verfahren, das von jedem Mitgliedstaat bestimmt wird. Der Artikel 38 des Entwurfs des EVG-Vertrages wollte eine auf demokratischer Grundlage gewählte Versammlung, während der Entwurf der Ad-hoc-Versammlung für die Europäische Politische Gemeinschaft schon sehr viel weiter geht. Er spricht von einem Gesetz der Gemeinschaft, das die Grundsätze des Wahlsystems festlegt.

Die Verträge von Rom wollen mehr. Professor Picella, der Generalsekretär des italienischen Senats, hat die Arbeitsgruppe nachdrücklich darauf hingewiesen: Die Verträge fordern strikt und klar eine Wahl nach einem einheitlichen Verfahren.

Dass zu diesem einheitlichen Verfahren das Wahlsystem, der Wahlmodus, gehört, darüber haben die Experten, die wir konsultiert haben, keinen Zweifel gelassen. Professor Schlichting von der Universität Nimwegen erklärte in Den Haag: Das Wahlsystem ist der Hauptinhalt des im Vertrag verwendeten Ausdrucks « einheitliches Verfahren ». — Professor Martino, einer der Schöpfer und Unterzeichner des Vertrages, interpretiert in gleicher Weise, einheitliches Verfahren heiße auch einheitlicher Wahlmodus.

Im Laufe der Beratungen ist gesagt worden, dass diese Bestimmungen des Vertrages nicht so ernst zu nehmen seien. Die Minister hätten sich über die Einheitlichkeit des Verfahrens nicht viele Gedanken gemacht. Der Text sei eine Kompromisslösung, vielleicht sogar nur angenommen, um Zeit zu gewinnen. Die Regierungen hätten die Schwierigkeiten offenbar nicht genügend bedacht. Ja, wenn man annehmen wollte, dass wirklich ein einheitliches Verfahren gemeint sei, müsste man angesichts der bestehenden Schwierigkeiten unterstellen, dass

die Minister überhaupt gegen europäische Wahlen seien.

Zu diesen angesichts der Schwierigkeiten vielleicht im ersten Augenblick verständlichen defaitistischen Argumenten ist zu sagen, dass die Verträge von Rom nicht nur den Ministerrat beschäftigt haben, sondern dass sie von den Regierungen unserer Länder und von den nationalen Parlamenten selbst nach eingehenden Beratungen in der feierlichen Form der Ratifizierung vollinhaltlich bestätigt worden sind.

Es ist gerade vom Herrn Kollegen Bohy gesagt worden, dass eine Reihe von Persönlichkeiten unseres eigenen Parlaments an ihrer Ratifikation teilgenommen haben. Die Bestimmungen der Römischen Verträge sind, indem sie von den nationalen Parlamenten ratifiziert worden sind, internationale Verträge geworden. Sie sind konstitutiver Natur, sie sind bindend.

Meine Damen und Herren! Der Auftrag richtet sich an dieses Parlament, an niemanden sonst, an uns, in der Erkenntnis, dass der Auftrag in diesem Gremium des jetzigen Parlaments mit seiner kleineren Zahl von 142 Abgeordneten, mit dem engen Kontakt, den wir mit unseren heimischen Parlamenten haben, mit den parlamentarischen Erfahrungen, über die dieses Parlament verfügt, leichter zu lösen sein wird als von einem sehr viel grösseren Parlament, das ja nach den jetzigen Beschlüssen 426 Abgeordnete haben soll, von denen nur ein Teil noch direkten Kontakt mit den heimischen Parlamenten haben wird und von denen ein Teil nicht über so viel europäische und auch parlamentarische Erfahrung verfügen wird wie prominente Mitglieder dieses Parlaments.

Der Vertrag will nach meiner Überzeugung ferner, Herr Präsident, dass dieses Parlament selbst Entwürfe ausarbeitet schon für die ersten allgemeinen und unmittelbaren europäischen Wahlen, und zwar nach gemeinschaftlichen europäischen Gesichtspunkten.

Die ersten allgemeinen und direkten Wahlen werden vom Vertrag geradezu abhängig gemacht von der Erstellung der Entwürfe nach einem einheitlichen Verfahren. Der Auftrag ist eindeutig. Er ist unteilbar, sowohl in materieller Hinsicht wie im zeitlichen Ablauf.

Angesichts des vorliegenden Konventionsentwurfs stellt sich nun heute die konkrete Frage: Entspricht der Konventionsentwurf in seiner jetzigen Fassung dem Willen des Vertrages?

Der Konventionsentwurf enthält — und dafür möchte ich danken — zweifellos wertvolles und diskutables Gedankengut in bezug auf die mehr oder weniger einheitliche Lösung von Einzelfragen des Wahlrechts, wie Zahl der Abgeordneten, Wählbarkeit, Wahlalter, Unvereinbarkeiten, Dauer der Legislaturperiode, Wahltermin, Wahlkostenregelung usw.

Der wesentliche Inhalt des einheitlichen Verfahrens aber, das Wahlsystem, bleibt ausgeklammert, ein weisser Fleck auf der Landkarte der Konvention.

Der Artikel 9 des Konventionsentwurfs besagt, dass das künftige europäische Parlament erst nach Ablauf der Übergangszeit, das heisst nicht vor dem Ende der dritten Stufe der Verwirklichung des Gemeinsamen Marktes, die Bestimmungen für die Wahl der Abgeordneten beschliesst. Bis dorthin fällt die Regelung des Wahlsystems allein in die Zuständigkeit eines jeden Mitgliedstaates.

Der vorliegende Konventionsentwurf beschränkt sich also darauf zu sagen: Die Wahlmodalitäten werden von dem künftigen Parlament selbst bestimmt werden zu einem heute noch unbekanntem Zeitpunkt. Von einem einheitlichen Verfahren ist dabei überhaupt nicht mehr die Rede.

Ich bin überzeugt, dass der Konventionsentwurf, wenn wir ihn in dieser Form annehmen würden, den Auftrag des Vertrages wegweisen würde von uns, seine Erfüllung zeitlich weit hinausschieben, ja nicht einmal vollinhaltlich weitergeben würde.

Die Bestimmungen des § 9 beinhalten eine so lose Auflage für das kommende Parlament, dass damit das dynamische Wollen des Artikels 138 des Vertrages in der jetzigen Fassung wesentlich abgeschwächt werden würde. Damit wäre dem Geist und dem Wollen des Vertrages nicht entsprochen.

Herr Präsident, ich darf zusammenfassen. Dieses Parlament würde, wenn es diesem Konventionsentwurf zustimmte, sich jeden Einflusses auf die Zusammensetzung des ersten direkt gewählten europäischen Parlaments begeben, obwohl der Vertrag dies klugerweise und, historisch gesehen, normalerweise ausdrücklich wünscht.

Das ist in höchstem Grade unbefriedigend, ja, ich muss mit Herrn Smets sagen: es wäre

gefährlich. Das würde heissen, dass dieses Parlament nicht gewillt ist, sich vielleicht aber auch nicht für fähig hält, die Aufgabe anzunehmen, die der Vertrag ihm feierlich überträgt.

Dieses Parlament würde, wenn es dem Konventionsentwurf ohne Modifikation und dem Bekenntnis zur Weiterarbeit zustimmte, den einzigen wirklich politischen Auftrag, den der Vertrag zu vergeben hat und der teils konstitutiver, teils legislativer Natur ist — eine Aufgabe ersten Ranges, die dem Parlament zum erstenmal echtes Initiativrecht gibt —, von sich weisen und ihn in abgeschwächter Form einem künftigen Parlament unbekannter Zusammensetzung, zu einem unbekanntem, vielleicht weit entfernten Zeitpunkt überlassen.

Die Ad-hoc-Versammlung im Jahre 1953 hat sich darauf beschränkt zu sagen, dass die Wahlmodalitäten von dem künftigen Parlament selbst bestimmt werden. Daraus kann aber doch nicht, Herr Professor Dehousse, ein Alibi für unsere heutige Entscheidung abgeleitet werden. Wir sind doch selbst dieses künftige Parlament, von dem die Ad-hoc-Versammlung im Jahre 1953 gesprochen hat, ein Parlament, das nicht nur eine Empfehlung mit auf den Weg bekommen hat, sondern einen ganz klaren Auftrag, nämlich Entwürfe nach einheitlichem Verfahren auszuarbeiten.

Niemals könnte man sich auf die Ad-hoc-Versammlung berufen, wenn man darauf verzichtet, zumindest einheitliche Grundprinzipien für die erste Wahl aufzustellen. Es war doch gerade die Ad-hoc-Versammlung, die gefordert hat, dass nach einheitlichen Grundprinzipien ein Gesetz für gemeinsame Wahlen zu erstellen ist.

Herr Präsident! Ich glaube, dass uns vor der Geschichte niemand die Verantwortung abnimmt, und ich glaube nicht, dass wir diese Verantwortung dadurch erfüllen, dass wir sie von uns wegschieben und auf andere Gremien delegieren.

Meine Damen und Herren! Es gibt keine ernsthaften Gründe für eine solche A-priori-Kapitulation. In dem ursprünglichen Entwurf des Berichts des Herrn Kollegen Schuijt waren lediglich zwei Gründe angeführt. Ich freue mich, sie in der endgültigen Fassung nicht mehr vorzufinden.

Das erste Argument, das man immer wieder hört, besagt: Wir wollen möglichst bald zur

europäischen Einigung kommen. Wenn wir erst die Länderrechte abändern müssen, wenn wir erst zu gemeinsamen Lösungen finden müssen, würde sich die Wahl so lange verzögern, dass wir es nicht verantworten können.

Dieses Argument geht von einer Prämisse aus, die ich untersuchen möchte. Diese Prämisse geht dahin, dass die ersten Wahlen mit unverändertem nationalem Recht durchgeführt werden könnten.

Herr Präsident, ich bin überzeugt, diese Prämisse ist falsch. Es ist nicht möglich, die ersten Wahlen nach einem unveränderten nationalen Recht durchzuführen. Ich darf die Dinge einmal ganz konkret beleuchten.

Belgien wählt zur Zeit in direkter Wahl 212 Abgeordnete für die Abgeordnetenversammlung. Nach dem Konventionsskizzenentwurf werden in Belgien für das europäische Parlament 28 Abgeordnete direkt zu wählen sein.

Die Bundesrepublik Deutschland wählt zur Zeit 497 Abgeordnete direkt in den Bundestag. Für das europäische Parlament sollen 72 Abgeordnete gewählt werden.

Frankreich wählt zur Zeit 546 Abgeordnete für die Nationalversammlung. Für das europäische Parlament sollen 72 Abgeordnete gewählt werden.

Italien wählt zur Zeit 590 Abgeordnete in die Abgeordnetenversammlung. Für das europäische Parlament sollen 72 Abgeordnete gewählt werden.

Luxemburg wählt zur Zeit 52 Abgeordnete für die Abgeordnetenversammlung. Für das europäische Parlament sollen 12 Abgeordnete gewählt werden.

In den Niederlanden werden zur Zeit 150 Abgeordnete für die Zweite Kammer der Generalstaaten gewählt. Für das europäische Parlament sollen 28 Abgeordnete gewählt werden.

Die Veränderungen, die sich daraus für das Verhältnis der Zahl der Wähler zu der der Gewählten und die Grösse der Wahlkreise ergeben, sind so schwerwiegend, dass sie eine Anpassung des derzeit geltenden nationalen Wahlrechts an die veränderte Situation, die sich aus den europäischen Wahlen ergibt, unerlässlich notwendig machen. Das erste Parlament der Übergangszeit wird also mit neu zu erstellenden Wahlgesetzen gewählt werden müssen, und zwar mit nationalen Wahlgesetzen, nachdem wir zur Zeit darauf verzichtet haben, hierauf Einfluss zu nehmen.

Das ist die Realität. Das ist nüchtern. Diese Überlegung ist realistisch. Ich bin überzeugt, meine Herren Kollegen, dass sowohl die Ad-hoc-Versammlung, die gemeinsame Grundsätze gefordert hat, als auch die Väter der Römischen Verträge, die ein gemeinsames Verfahren schon für die erste Wahl gefordert haben, von dieser nüchternen Erkenntnis ausgegangen sind.

Aus diesem unerlässlichen Anpassungsprozess ergibt sich für das Mitgliedsland selbst das natürliche Bedürfnis nach Harmonisierungsgrundsätzen.

Es ist mir bekannt, dass Wahlrechtsexperten der Bundesrepublik sich jetzt schon Gedanken darüber machen, wie die für die erste europäische Wahl notwendige Änderung des nationalen Wahlrechts vorgenommen werden kann, so dass eine Harmonisierung mit den übrigen Wahlrechtssystemen der Gemeinschaft vorbereitet werden kann. Die Wahlrechtsexperten fragen heute schon nach dem grossen europäischen Rahmen, in den sie ihre Vorarbeiten für das erste europäische Parlament einfügen können.

Meine Damen und Herren! Wenn dieses Haus dem Auftrag des Vertrages getreu dazu beitrüge, dass den derzeitigen Wahlgesetzen unserer Länder gemeinsame Grundprinzipien entnommen und daraus dann gemeinsame Grundsätze erarbeitet würden, die wir den Experten der Länder geben könnten, so würde dies eine wesentliche Hilfe leisten. Wir würden zur Beschleunigung und nicht zu einer Verzögerung beitragen.

Meine Damen und Herren! Wenn gar keine gemeinsamen Grundprinzipien für die ersten europäischen Wahlen erarbeitet werden, besteht die Gefahr, dass die Entwicklung auseinanderläuft, und zwar in einem solchen Grade, dass dann das neugewählte Parlament nicht mehr in der Lage sein wird, ein gemeinsames Wahlgesetz nach einheitlichen Gesichtspunkten zu schaffen.

Ich bitte auch zu bedenken, dass es dem Wähler nicht zugemutet werden kann, das Wahlgesetz öfters zu wechseln. Ich darf noch eines sagen. Ein Provisorium hat es an sich, lange zu dauern. Darauf hat uns Herr Präsident Hirsch hingewiesen. Er sagte, es bestehe die Gefahr, dass aus der Übergangslösung ein dauerndes Provisorium werde; daraus ergebe sich unter Umständen eine Verfälschung des Charakters des Parlaments als einer direkt gewählten Versammlung.

Unterschätzen wir doch nicht die Macht des Faktischen, das Schwergewicht des Bestehenden! Jedes Wahlsystem enthält ein statisches Element

und lässt sich nur schwer ändern. Man darf die künftigen Möglichkeiten, es zu ersetzen, nicht überschätzen. Infolgedessen kommt gerade den ersten Wahlen, bei denen eine Änderung einfach naturnotwendig und gar nicht in das Belieben gestellt ist, gewaltige Bedeutung zu.

Lassen Sie mich dazu ein Beispiel aus der Geschichte geben! In der Weimarer Zeit sind die Fehler des damaligen Systems — die anonymen Listen, die Nichtbeteiligung des Wählers — in ihren zersetzenden Wirkungen erkannt worden. Die Reichsregierung wollte diese Fehler abstellen. Sie wollte die Persönlichkeit des Abgeordneten stärken und in den Vordergrund stellen. Sie wollte kleinere Wahlkreise. Sie wollte dem Wähler mehr Einfluss geben. Das Weimarer Parlament ist der Regierung nicht gefolgt. Das Schwergewicht des Bestehenden hat über die Erkenntnis gesiegt. Angesichts der verheerenden Folgen, die sich daraus ergeben haben, ein wahrhaft makrabres Schauspiel!

Das zweite Argument, das gegen die Schaffung eines einheitlichen Wahlverfahrens angeführt wurde, war ein politisches Argument. Sogar Herr Minister Wigny hat sich vorübergehend dieses Argumentes bedient. Es besagt nämlich, es könnten in den Mehrheitsverhältnissen zwischen der Gemeinschaft und den einzelnen Mitgliedstaaten politische Divergenzen auftreten. Dazu möchte ich das unterstreichen, was Herr Maurice Faure sehr gut erwidert hat: solange eine solche Divergenz zwischen den Mehrheitsverhältnissen der Gemeinschaft und den nationalen Mehrheitsverhältnissen auf einer echten Änderung des Wählerwillens beruht, ist es ein natürlicher demokratischer Vorgang, dem man nur seinen Respekt erweisen kann. Das gleiche gilt aber doch auch für gemeinsame europäische Gesichtspunkte, die sich bei dieser Wahl durchsetzen. Bei einer nationalen Wahl wird nach anderen Gesichtspunkten gewählt als für die Gemeinschaft. Die Wähler haben andere Ziele. Wir können das an Beispielen verfolgen. Wir erleben es auch in der Bundesrepublik zwischen Land und Bund. Auch das ist natürlich.

Lediglich die Rückwirkungen sind zu fürchten, die sich vice versa für die Gemeinschaftsebene ergeben — für beide gilt nämlich das gleiche. Es handelt sich um die Rückwirkungen, die dann Platz griffen, wenn das neue Wahlrecht nicht sorgfältig genug auf die gemeinsamen Grundprinzipien abgestimmt wäre, die Land und Gemeinschaft miteinander verbinden. Sie müssen ein getreues Spiegelbild des Wählerwillens sein, wie sie es heute, glaube ich, in unseren Ländern sind.

Die Ablehnung einer gemeinschaftlichen europäischen Lösung lässt sich also nicht aus diesem Argument ableiten. Ganz im Gegenteil: die Dinge in der Hand zu behalten, sie zu harmonisieren, sie auf die Gemeinsamkeit dieser Grundprinzipien hin zu prüfen, ist die beste Sicherung.

Man muss sich einmal wieder die Protokolle durchsehen. Ich habe mir die Mühe gemacht, sie noch einmal zu rekapitulieren. Man tut das nicht, ohne davon beeindruckt zu werden. Ich möchte das sehr deutlich sagen. Er ist sehr ernst gerungen worden, und es ist sehr ernste Arbeit geleistet worden. Ich möchte den beiden Präsidenten als Mitglied der Arbeitsgruppe dafür danken. Ich darf doch sagen, Herr Präsident Dehousse: es sind bis jetzt keine stichhaltigen Gründe gegen eine gut ausgereifte, mit den Ländern sorgfältig abgestimmte Gemeinschaftslösung vorgetragen worden. Im Gegenteil sind von den Experten und von den Vertretern der politischen Instanzen mehr positive Stimmen sowohl für das einheitliche Verfahren wie für die gemeinsamen Grundsätze zum Ausdruck gebracht worden als umgekehrt.

Ich würde es sehr gern sehen, wenn unser sehr bewährtes Informationsgremium einmal den Prozentsatz der positiven und den der zweifelnden Stimmen feststellte. Denn es geht immer wieder die Mär um, es seien mehr negative Stimmen gewesen. Dem ist nicht so. Es sind sehr viele positive Argumente für das gemeinsame Verfahren gebracht worden. Professor van den Bergh hat darauf hingewiesen, ein einheitliches Verfahren würde vermeiden, dass die europäischen Wahlen allzusehr im Zeichen nationaler Gedankengänge stünden. Dasselbe hat Professor Dehousse gesagt. Professor Schlichting hat darauf hingewiesen, wenn das Wahlrecht allzu verschieden sei, könne es eintreten, dass aus einem Land Vertreter einer politischen Partei in das Europäische Parlament kämen, während die gleiche Partei in einem anderen Land durch ein andersartiges Wahlgesetz stark benachteiligt werde.

Dieses Argument ist um so schwerwiegender, als der Wunsch nach einer Harmonisierung der Parteiprogramme besteht. Auch das haben namhafte Persönlichkeiten angeregt, vor allem Herr Romm aus Holland. Nach der Auffassung von Professor Schepis müsse jeder Staat ein System schaffen, das dem derzeitigen System nahekomme, sich aber dennoch von ihm unterscheide, damit die europäischen Wahlen deutlicher in das Bewusstsein der Wähler eingingen.

Der Begriff des einheitlichen Verfahrens ist von der Arbeitsgruppe nie als ein perfektionistisches Wahlsystem interpretiert worden, das bis ins kleinste ausgearbeitet werden müsse. Vielmehr waren wir uns einmütig klar, dass es sich bei der ersten Wahl nur um die Festlegung gemeinsamer Grundprinzipien handeln könne, um eine Art von weitgestecktem elastischem Rahmen, innerhalb dessen jeder Staat die Möglichkeit habe, sein Wahlrecht entweder modifiziert oder unmodifiziert, auf jeden Fall aber den Notwendigkeiten der Gemeinschaftswahl angepasst, anzuwenden.

Wir befinden uns damit auf dem Boden der Ad-hoc-Versammlung, die von diesen gemeinsamen Grundprinzipien gesprochen hat. Auch Professor Martino hat in dieser Richtung plädiert. Herr Vizepräsident Marjolin hat in Brüssel darauf hingewiesen, es sei erstrebenswert, Gemeinschaftsgrundsätze festzusetzen, und zwar sie schon in der ersten Phase einzuführen, denn dann werde es für das neugewählte Europäische Parlament um so leichter sein, sein Wahlgesetz auszuarbeiten.

Ebenso hat der Präsident des Italienischen Rates der Europa-Bewegung gesprochen — ich darf Ihre Zeit nicht so lange in Anspruch nehmen, um alle diese Stimmen zu zitieren —, ebenso der Wahlrechtsexperte Nicola Picella usw. Auch Präsident Bohy hat in diesem Sinne plädiert, man dürfe die nationalen Traditionen nicht verletzen, könne aber mit allgemeinen Grundsätzen oder einem Rahmentext durchaus der Aufgabe gerecht werden. Vielleicht interessiert es noch, dass auch unser sehr verehrter Kollege Herr Margue in Luxemburg uns dieses Petikum mit auf den Weg gegeben hat: mindestens gemeinsame Grundsätze, wenn nicht schon sofort ein einheitliches Verfahren.

Wir waren uns klar darüber, dass auch die einheitlichen Grundsätze nur bei sorgfältiger Respektierung der nationalen Traditionen erarbeitet werden können. Ich stimme Herrn Schuijt vollständig zu, der von den Samthandschuhen gesprochen hat, die hier anzuwenden sind. Ich glaube, es gibt nur einen Weg, nämlich den Weg, deduktiv, empirisch vom Bestehenden, von der Wirklichkeit auszugehen und sich so an die Findung gemeinsamer Prinzipien heranzuarbeiten. Auf diese Weise wird auch die Gefahr der Entmutigung vermieden, die angesichts der Grösse der Aufgabe bei abstrakter Betrachtung eintreten müsste und in der Tat die Arbeit der Gruppe mitunter überschattet hat.

Für unsere Arbeit lag uns ein ausgezeichnetes Material in Form einer Ausarbeitung der Hauptabteilung für Parlamentarische Dokumentation und Information unseres Parlaments über die Wahlsysteme der sechs Länder vor. Darüber hinaus haben wir auf unserer Reise durch die Hauptstädte die Wahlrechtsexperten in Einzelkonsultationen gehört.

Die Arbeitsgruppe selbst hat aber niemals einen Wahlrechtsvergleich angestrengt und systematisch durchgeführt. Sie wissen, Herr Präsident Dehousse, dass ich immer den Wunsch hatte, die Arbeitsgruppe wenigstens vorübergehend in ein Wahlrechtsseminar zu verwandeln und dabei die Ergebnisse einer gemeinsamen Konferenz der Wahlrechtsexperten der Innenministerien der Länder, die vom Ministerrat einberufen werden müssten, vor Augen zu haben und die Ergebnisse mit der Arbeitsgruppe abzugleichen.

Ich hatte schon in der Sitzung im Januar 1959 in Brüssel die Erstellung und das Studium dieses Rechtsvergleichs angeregt. Schon damals habe ich darum gebeten, dass sich die Wahlrechtsexperten der sechs Länder an einem Tisch versammeln möchten. Ich hatte darum gebeten, der Ministerrat möge dies zulassen, weil ich davon überzeugt bin, dass ein solches Kolloquium die Entwicklung fördern würde.

Herr Carboni hat dasselbe gesagt. Er hat gesagt, er hoffe, dass die Regierungen unsere Arbeit nachhaltig unterstützen würden.

Bei unseren Arbeiten ist ein Mangel klar geworden, meine Damen und Herren Kollegen, der Mangel nämlich, dass dieses Parlament kein echtes Parlament ist, dass ihm etwas fehlt, nämlich eine Exekutive. Wenn man Gesetze macht, braucht man das Kolloquium mit der echten Exekutive als einem Koordinierungsorgan. Wir haben darauf verzichten müssen, so sehr wir von den uns zur Verfügung stehenden Gremien und Mitarbeitern unterstützt wurden.

Lassen Sie mich in aller Kürze das Ergebnis eines solchen Rechtsvergleichs vorlegen.

In Belgien gilt das Verhältniswahlrecht mit einem personalisierten Listenwahlsystem. Der Wähler kann seine Stimme entweder für eine unveränderte Liste als Ganzes oder als Präferenzstimme für einen Kandidaten abgeben, den er bevorzugt. Die regionalen Verhältnisse wer-

den berücksichtigt durch die Einteilung des Landes in 30 Wahlkreise, in denen die Liste aufgestellt und die Wahlergebnisse nach d'Hondt unter Zusammenrechnung der Listenstimmen und der Präferenzstimmen ausgewertet werden.

In Luxemburg gilt das Verhältniswahlrecht mit einem weitgehend personalisiertem Listensystem. Im Grundsatz also dasselbe, nur im Grad etwas unterschiedlich. Der Wähler kann wieder entweder für eine unveränderte Liste als Ganzes stimmen, wobei er so viele Stimmen hat, wie Abgeordnete zu wählen sind, oder aber er kann innerhalb der Gesamtzahl seiner Stimmen Kandidaten, die er bevorzugt, egal welcher Liste, zwei Präferenzstimmen geben. Der Wähler kann also panaschieren und kumulieren. Er hat vor allem eine Einwirkung auf die Reihenfolge der Gewählten auf der Liste. Die regionalen Verhältnisse werden berücksichtigt durch Einteilung in vier Wahlkreise. Die Ergebnisse werden in diesen Wahlkreisen nach einem Wahlquotienten ermittelt.

In den Niederlanden gilt ebenfalls das Verhältniswahlrecht mit personalisiertem Listensystem. Der Wähler hat eine einfache Präferenzstimme, die er zugunsten eines Kandidaten auf einer von 25 Wählern unterschriebenen Liste mit höchstens 30 Bewerbern abgeben kann. Die regionalen Verhältnisse werden ebenfalls dadurch berücksichtigt, dass Holland in 18 Wahlkreise eingeteilt ist. Der Unterschied ist nur der, dass die Auszählung auf zentraler Ebene erfolgt. Hier wird Holland zu einem einzigen Wahlbezirk. Aber auch dieses System ist kein chemisch reines Proporzsystem. Auch dieses System ist stark aufgelockert durch Personalisierung und Regionalisierung.

In Italien gilt ebenfalls das Verhältniswahlrecht mit personalisiertem Listensystem. Der Wähler kann seine Stimme entweder für eine unveränderte Liste als Ganzes oder bis zu fünf Präferenzstimmen für einzelne Bewerber derselben Liste abgeben. Seine Entscheidung wird dadurch respektiert, dass sich die Reihenfolge der Gewählten aus der Präferenzzahl ergibt. Das heisst, der Wille der Wähler bestimmt den Vorrang. Die regionalen Verhältnisse werden dadurch berücksichtigt, dass das Land in 32 Wahlkreise eingeteilt ist. Die Wahlergebnisse werden in diesen Wahlkreisen nach einem Wahlquotienten ermittelt. Nur die Reststimmen werden zentral ausgezählt. Also hier wieder ein System, das den übrigen sehr verwandt ist. Diese Systeme liegen also alle nahe beisammen. Man gewinnt Vertrauen, wenn man diesen wirklich konkreten Vergleich anstrengt. Man sieht, dass

die Unterschiede nicht so gross sind, wie wir befürchtet haben.

In Frankreich ist das Wahlsystem durch die Mehrheitswahl besonders stark personalisiert und regionalisiert. Sie kennen das System, ich brauche es hier nicht besonders darzulegen.

Zu Holland möchte ich noch eines sagen. Holland zählt zentral aus. Der Wahlrechtsexperte Professor Schlichting hat uns die Gefahr aufgezeigt, die in der zentralen Auszählung liegt: die Gefahr der Zersplitterung und die Gefahr der Begünstigung extremer Gruppen. Was tut Holland dagegen? Holland hat eine Art Sperrklausel geschaffen, und zwar durch Einführung einer Kaution.

In der Bundesrepublik Deutschland gilt, wie Sie wissen, ein gemischtes System, wobei die Personalisierung dadurch gewährleistet ist, dass die Erststimme einem Wahlkreiskandidaten gegeben werden kann, während die Zweitstimme für eine gebundene Liste votiert, also für eine — und das ist an sich gerade das, was wir nicht propagieren und was in den anderen Ländern nicht vorhanden ist — anonyme gebundene Parteiliste. Der Wähler kann nicht Präferenzstimmen anbringen. Er kann mit der zweiten Stimme nicht den Vorrang von Persönlichkeiten selbst bestimmen. Bei der Annahme gemeinsamer Prinzipien müsste das deutsche Wahlrecht in diesem Punkte geändert werden.

Ich darf zusammenfassen. Wir stellen eine möglichst weitgehende Berücksichtigung der persönlichen Wünsche der Wähler und eine Berücksichtigung der regionalen Verhältnisse in den Wahlrechtssystemen unserer Länder als durchgehend einheitliche Prinzipien fest.

Es gibt — das hat besonders Professor Schlichting gesagt — Systeme, die die Mehrheitswahl mit der Verhältniswahl verbinden. Ich habe — nur als Beispiel, nicht als ein perfektes System für die Gemeinschaftswahl — ein solches System vorgelegt, das in etwa eine Verbindung zwischen dem luxemburgischen und dem französischen Recht darstellt und das in ähnlicher Form in der Praxis angewendet wird.

Es gibt ganz andere Variationen, die einfacher sind. Ich darf ein einziges nennen. Sie können mit derselben Stimme, die Sie für einen Mehrheitskandidaten abgeben, zugleich eine Proporzliste wählen. Damit haben Sie auch die Verbindung zwischen beiden Systemen. Dabei bleibt dem Wähler das Recht des Stimmens für den Kandidaten im Wahlkreis erhalten. Das ist ein-

fach eine Frage der konkreten und auch technischen Überlegungen. Hauptgesichtspunkte sind dabei aber immer die Persönlichkeitswahl und die Berücksichtigung regionaler Verhältnisse.

Professor Schlichting hat bestätigt, dass der Regionalismus der europäischen Idee keineswegs fremd sei, sondern wesentlich zu ihr gehöre.

Ich werde mir erlauben, in dieser Richtung einen Antrag einzubringen, nach dem diese beiden Prinzipien bereits für die erste Wahl zur Diskussion und Entscheidung gestellt werden sollen. Dadurch soll sichergestellt werden, dass schon für die erste Wahl gemeinschaftliche Grundsätze eingeführt werden. Es soll verhindert werden, dass dieses Grundrecht des Wählers auf wirkliche Vertretung seiner Interessen durch Personenwahl und das regionale System eingeengt wird. Diese Gefahr könnte vielleicht aus der Neigung der Länder entstehen, dann, wenn sie bei der grossen Aufgabe der Änderung ihres Wahlrechts für die europäische Wahl von der Gemeinschaft her alleingelassen werden, auf den Weg des geringsten Widerstandes auszuweichen und anonyme Listen auf Landesebene für die europäische Wahl zu bevorzugen.

Nun, ich bin überzeugt, dass ein gemeinsamer Weg sich findet. Ich schliesse mich all denen an, die gesagt haben: Es ist das letzte Wort nicht gesprochen, wir werden weiterarbeiten, wir müssen weiterarbeiten. Dann müssen sich miteinander verbinden prudentia und virtus, die Klugheit mit dem Mut, der dazugehört, dem Anruf, den die Geschichte an uns ergehen lässt, zu antworten.

Ich bin überzeugt, Herr Präsident, dass nur ein Weg bleibt, der dieses Parlaments würdig ist, nämlich der, dem Vertrag zu entsprechen und das unsrige zu tun, um europäische Wahlen nach einem einheitlichen Verfahren so bald wie nur möglich zu realisieren.

(Beifall.)

(Vizepräsident Hazenbosch übernimmt den Vorsitz.)

(M. Hazenbosch remplace M. Furler au fauteuil de la présidence.)

(L'onorevole Hazenbosch sostituisce l'onorevole Furler al seggio della Presidenza.)

(De heer Hazenbosch vervangt de heer Furler in de voorzitterszetel.)

VORSITZ

PRÉSIDENT DE LA SÉANCE

PRESIDENTE DELLA SEDUTA

VOORZITTER VAN DE VERGADERING

De heer HAZENBOSCH

Vizepräsident

Vice-président

Vicepresidente

Ondervoorzitter

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Santero.

Santero. — Signor Presidente, onorevoli Colleghi, anzitutto desidero compiere il lieto dovere di felicitarmi con i signori colleghi relatori per il loro encomiabile lavoro. Desidero ringraziare tutti, ma in modo speciale l'onorevole Dehousse, già presidente del Gruppo di lavoro, che ha guidato per 15 mesi con tanto entusiasmo, costanza, capacità, autorità e senso di amichevole comprensione.

Onorevole Presidente, a parer mio, nessuno dovrebbe mettere in dubbio non solo l'opportunità ma la necessità delle elezioni dirette dei membri dell'Assemblea Parlamentare Europea e la necessità di attuare queste elezioni al più presto. L'intervento attivo, consapevole, dei popoli alla discussione e soluzione dei problemi europei affretterà la soluzione dei più importanti problemi di integrazione economica ed è un presupposto necessario per arrivare alla integrazione politica.

Soltanto una Assemblea con una maggiore autorità politica può far superare gli ostacoli davanti ai quali si possono arrestare gli esperti. Inoltre, a ben considerare (e l'ha tanto bene sottolineato ieri il Presidente Relatore Dehousse) non è neppure lecito che si decida del destino dei nostri popoli quasi a loro insaputa. La campagna elettorale è un'occasione insostituibile per informare e formare il cittadino europeo.

Il progetto di Convenzione che è sottoposto al nostro esame è il frutto di un meditato lavoro di conciliazione tra diverse esigenze. Come tutte le opere umane è un'opera non perfetta, suscettibile di miglioramenti.

Parecchi colleghi hanno autorevolmente e con molta convinzione affermato che le elezioni hanno un senso soltanto se la nuova Assemblea sarà dotata di maggiori poteri.

Il Presidente della Commissione Politica, Senatore Battista ed il Relatore Dehousse nelle loro relazioni ed anche ieri nella presentazione orale, hanno dichiarato che tutti i membri della Commissione politica e del Gruppo di lavoro sono concordi nel desiderio di avere questo aumento di poteri già fin d'ora se fosse possibile.

Vi sono due considerazioni che potrebbero a parere mio soddisfare questa comune esigenza: la prima è che la elezione diretta di per sé darà già all'Assemblea una legittimità ed una forza da cui potrà trarre un potere politico; la seconda è che la urgenza di aumentare l'autorità politica dell'Assemblea parlamentare è tale da indurci a procedere il più rapidamente possibile.

Per procedere più rapidamente si deve non sommare le difficoltà e gli ostacoli, ma piuttosto dividerli. Perciò anche a me pare più logico tener separata la Convenzione sulle elezioni, che sono già previste dai trattati, da una eventuale Convenzione che richieda altri poteri, che ponga, cioè, la soluzione di un problema altrettanto logico ed urgente, ma completamente nuovo, non previsto dai Trattati.

Vi sono altri colleghi che insistono nel rimproverare al progetto di non comprendere un sistema elettorale veramente uniforme, unico per tutti i Paesi, comunitario. Abbiamo appena finito di ascoltare il poderoso, scrupoloso discorso della Signora Probst in proposito.

Il Gruppo di lavoro e la Commissione politica hanno giudicato che la tempestività delle elezioni dirette sia da preferire alla perfezione; perciò hanno deciso di stabilire un numero limitato di principi comuni ed il rinvio al diritto interno di ogni Paese per quanto riguarda i provvedimenti di applicazione.

È stato inoltre deciso di affidare la cura di elaborare una legge elettorale comunitaria alla nuova Assemblea. Io qui mi permetterei di osservare che se per completezza è bene che la Convenzione preveda una procedura per quanto riguarda non solo la prima elezione, ma anche l'avvenire, sono convinto che ha ragione chi osserva che la nuova Assemblea dovrà essere perfettamente sovrana, perfettamente padrona di decidere essa sul proprio avvenire, sulla durata del periodo transitorio, su come e quando elaborare il progetto elettorale unico per tutta la Comunità e così via.

Signor Presidente, desidero ora fare qualche osservazione sull'articolo 3 della Convenzione, il quale stabilisce che, per il periodo transitorio un

terzo dei rappresentanti è eletto o designato dai Parlamenti nazionali tra i loro membri, secondo la procedura fissata da ogni Stato.

Non vi è dubbio che fino a che le decisioni più importanti sono prese dal Consiglio dei ministri, cioè dai governi nazionali, sono i Parlamenti nazionali che hanno il controllo di questi governi, che debbono spingere i governi stessi sulla via dell'integrazione economica e politica.

Questo mi pare sia il punto su cui sono stati unanimi tutti coloro che hanno preso in esame il problema. Perciò è ammesso che un certo numero di parlamentari che siedono nei Parlamenti nazionali debbono sedere anche nell'Assemblea parlamentare europea. Sono proprio questi parlamentari che debbono assicurare la funzione dei Parlamenti nazionali a favore della nuova Europa e che debbono nel contempo assicurare all'Assemblea parlamentare europea un numero adeguato di persone di alto prestigio nazionale e in ogni caso di indiscussa esperienza parlamentare.

L'elezione diretta di tutta l'Assemblea, lasciando la compatibilità agli eletti dell'esercizio del mandato nazionale e del mandato europeo, avrebbe rispettato questa esigenza, avrebbe assicurato un legame basato sull'identità personale, in percentuale varia — è vero — ma presumibilmente uguale almeno ad un terzo, avrebbe assicurato una presentazione di candidati di grande valore e prestigio nazionale, avrebbe anche assicurato una graduale scomparsa nel tempo di rappresentanti esercitanti i due mandati, scomparsa suggerita dagli eventi e dall'esperienza. Inoltre avrebbe assicurato fin d'ora l'omogeneità dell'Assemblea, avrebbe reso più facile la tecnica elettorale. Sarebbe veramente un eletto ogni circa 400 mila abitanti, anziché ogni 600 mila abitanti, come oggi che gli eletti si riducono a 284.

Per tutti questi motivi io in primo tempo avevo dato la preferenza all'elezione diretta di tutti i membri dell'Assemblea parlamentare europea, con compatibilità dell'esercizio dei due mandati. In seguito, però, tutto ben considerato, ho finito per ritenere, come ritengo, che nei primi tempi sia meglio che il legame con i Parlamenti sia costituito da un terzo dei rappresentanti, direttamente eletti dai Parlamenti nazionali.

È meglio, penso io, che i Parlamenti nazionali si sentano più direttamente responsabili dei lavori dell'Assemblea Parlamentare europea, che si sentano, attraverso i loro eletti, responsabili

dei successi e degli insuccessi dell'Assemblea parlamentare europea e, in definitiva, più favorevoli a cedere a questa i poteri indispensabili per esercitare una funzione parlamentare.

Perciò sono favorevole all'articolo 3 del progetto di Convenzione. Ritengo però anche che questo legame necessario con i Parlamenti nazionali dato dall'applicazione dell'articolo 3 sia sufficiente. Pertanto sono spiacente di non poter approvare l'articolo 7 e di dover insistere nel far presente i gravi inconvenienti che saranno causati dalle disposizioni di questo articolo, secondo il quale durante il periodo transitorio, cioè nello stesso tempo che i parlamenti nazionali continueranno ad eleggere i 142 rappresentanti in questa Assemblea, i rappresentanti eletti direttamente dal popolo potranno esercitare i due mandati.

Con questa disposizione la nuova Assemblea sarà costituita a grande maggioranza di parlamentari esercitanti i due mandati. In questo caso l'Assemblea dovrà subordinare troppo i propri lavori a quelli dei sei Parlamenti nazionali. I Parlamenti nazionali difficilmente potranno adattarsi all'assenza di un numero di parlamentari così elevato non soltanto per le riunioni dell'Assemblea, ma anche per le riunioni delle Commissioni perchè in una stessa settimana si riuniscono più Commissioni. Anche i contatti personali, così auspicabili tra membri di una Assemblea costituita da rappresentanti di diverse Nazioni, sono resi più difficili da questo provvedimento, perchè si renderà necessario un minor tempo di riunione e perchè sarà altrettanto reso inevitabile un maggiore assenteismo. Si potrebbe arrivare al risultato paradossale di ottenere, cioè, un'Assemblea meno efficiente e meno autorevole per un maggior assenteismo e perciò meno adatta a chiedere ad ottenere un aumento delle proprie competenze e dei propri poteri.

Vorrei sottolineare anche un altro pericolo, quello che il gran numero di parlamentari che dovrebbe disertare le riunioni dei Parlamenti nazionali per intervenire ai lavori dell'Assemblea e delle Commissioni, potrebbe indurre il Consiglio dei Ministri, cioè i Governi nazionali, a non accettare di moltiplicare per tre l'attuale numero dei rappresentanti. Si indurrebbe (tanto più che qualche voce in questa stessa Assemblea si leva a difesa di un numero più ristretto di rappresentanti) il Consiglio dei Ministri a soltanto raddoppiare i componenti della nuova Assemblea.

Questo a mio avviso è un danno grave, in quanto metterebbe proprio a repentaglio le elezioni stesse, poichè penso che sarebbe difficile giustificare delle elezioni dirette, una mobilitazione di 10 milioni di elettori per nominare un numero troppo esiguo di rappresentanti.

Gli inconvenienti ricordati e questo ultimo pericolo si eviterebbero lasciando che i due mandati venissero esercitati soltanto dall' eletto o dal designato del Parlamento nazionale, e disponendo che l'eletto direttamente dal popolo si limitasse a scegliere o il mandato nazionale o quello parlamentare.

Vediamo quali sono, invece, gli inconvenienti che deriverebbero da questa limitazione di cumulo dei due mandati che io propongo. Si dice che è necessario che nel periodo transitorio vi siano, nell' Assemblea parlamentare Europea, uomini di vasta esperienza parlamentare. Ma questa esigenza sarebbe soddisfatta dai 142 parlamentari che i Parlamenti nazionali continuerebbero ad inviare a questa Assemblea; in più vi sarebbe sicuramente un certo numero di ex parlamentari non in carica che hanno ottenuto di essere eletti direttamente dal popolo.

E in più spero che vi sia anche qualche parlamentare in carica che, dovendo scegliere, sceglierebbe il mandato europeo.

A prima impressione sembrerebbe più importante un'altra obiezione, l'obiezione che l'incompatibilità impedirebbe di presentare come candidati degli uomini autorevoli nel Parlamento nazionale, degli uomini autorevoli nei partiti politici nazionali.

Penso però che questa non sia un'obiezione esatta, perchè anche questa esigenza può in ogni caso essere soddisfatta. Per esempio, nulla vieta che personalità come quelle di un Gaetano Martino, di uno Scelba e di un Segni possano essere candidati, anche se si sapesse che, dopo eletti, sceglieranno di tenere l'esercizio del mandato nazionale e di venire a questa Assemblea attraverso la quota degli eletti dal Parlamento nazionale.

In Italia è tradizione che uomini autorevoli siano portati candidati in diverse circoscrizioni contemporaneamente per dare lustro alle liste, per richiamare voti; contemporaneamente possono essere portati candidati alla Camera dei Deputati ed al Senato della Repubblica. Gli elettori sanno benissimo che, una volta eletti, questi uomini autorevoli devono fare una scelta. Ciò nonostante sono ben lieti di poter portare questa

testimonianza di fiducia a questi uomini e di correre a votarli. Praticamente il posto potrà essere occupato dal candidato dello stesso partito che viene immediatamente dopo nello scrutinio di lista oppure dal successore, laddove si adotti il sistema uninominale.

Signor Presidente, a parer mio più che durante il periodo transitorio è dopo di esso, quando verrà a mancare l'elezione da parte dei Parlamenti nazionali dei 142 parlamentari in carica, che si dovrebbe concedere la compatibilità dell'esercizio dei due mandati; questo affinché il collegamento con i Parlamenti nazionali non cessi in modo brusco, ma cessi in modo graduale a seconda che gli eventi l'esperienza dei singoli individui lo consiglieranno.

Penso, onorevoli colleghi, che alle tre debolezze di questa nostra Assemblea: 1) mancanza di sufficienti poteri; 2) debolezza derivante dal cumulo di esercizio di mandati; 3) insufficienza di effettivi; il progetto di Convenzione sottoposto al nostro esame potrebbe rimediare facilmente alle due ultime deficienze: cumulo di esercizio dei mandati ed insufficienza di effettivi.

Invece, così come è, porta rimedio soltanto alla insufficienza degli effettivi, e soltanto teoricamente alla insufficienza degli effettivi, perchè, quando questi effettivi sono sì nell'annuario parlamentare, ma non hanno la possibilità di intervenire liberamente alle nostre riunioni, non è che acquisti molta efficacia il lavoro di questa nuova, grande Assemblea.

Mi ha colpito in questi ultimi mesi il fatto che continuano le dimissioni di membri dell'Assemblea parlamentare europea da membri dell'Assemblea consultiva del Consiglio d'Europa: è una dimostrazione della gravissima difficoltà, quasi dell'impossibilità di soddisfare gli impegni dei due mandati anche per chi (permettano che citi dei nomi), come il Presidente Dehousse, l'onorevole Van der Goes van Naters, l'onorevole Schuijt, ha qualità eccezionali di capacità, di esperienza e di vocazione europeista.

Io sono d'avviso che sarebbe meglio che questi onorevoli colleghi facessero uno sforzo per restare nelle due Assemblee europee per evitare che esse lavorino in una atmosfera politica di ispirazione diversa.

A questo proposito mi auguro che presto sia questa nuova Assemblea a mandare la rappresentanza dei sei Paesi della Comunità all'Assemblea consultiva e non i Parlamenti nazionali, che per ora non hanno motivo di contrasti con

l'Assemblea consultiva, che non chiede che i Parlamenti nazionali le cedano parte dei loro poteri. Riconosco, Signor Presidente che questo non è il momento di esaminare a fondo questo problema. Però a parer mio quella sarebbe una via giusta.

Ad ogni modo le dimissioni di questi nostri autorevoli ed sperimentati colleghi dimostrano che non è possibile costruire una nuova Europa unita nei ritagli di tempo libero da tutte le altre multiformi occupazioni dei parlamentari, dalla famiglia alla professione, al partito politico, al Parlamento nazionale. È, a parere mio, uno svalutare l'Assemblea parlamentare europea, dare una così poca importanza ai suoi lavori. Occorrerebbe che i politici della Comunità dimostrassero di fatto e non soltanto a parole, che uno dei più importanti compiti della nostra epoca è proprio quello di costruire l'Europa unita.

L'onorevole Faure ieri, nelle onoranze al nostro caro Maestro Schuman ci ha detto, con la sua solita eloquenza, che per i politici è facile lasciarsi trascinare a lavorare nei binari del passato ed è difficile di romperla con il passato per costruire un avvenire diverso. Verissimo: sono persuaso che questa verità risulterà anche più evidente per quei politici che non avranno tempo sufficiente da dedicare alla meditazione ed alla costruzione dell'avvenire.

Si potrà osservare che vi sono esperti governativi e non governativi che fanno, di questa costruzione dell'Europa nuova, la loro occupazione e preoccupazione quotidiana, che studiano i problemi e ne preparano le soluzioni per i signori ministri. Mi permetto di rispondere che con tutto il rispetto e tutta la stima che ho per il lavoro degli esperti e dei funzionari, ritengo che ministri e parlamentari devono esaminare personalmente a fondo i vari problemi, le varie soluzioni per farne una valutazione e una scelta politica.

Sono proprio i politici, sono i parlamentari in contatto diretto o indiretto con la popolazione dei diversi Paesi della Comunità, che possono interpretare più giustamente i veri interessi della Comunità. Da ciò la necessità di associare più seriamente il lavoro dei politici, ministri e parlamentari, al lavoro dei funzionari.

Perciò, signor Presidente, concludo con il richiamare l'attenzione degli onorevoli colleghi, pregandoli di meditare su due dati certi, due verità, due constatazioni: 1°) che di regola (perché non escludo delle lodevoli eccezioni) i parlamentari non possono esercitare come dovreb-

bero il mandato parlamentare europeo se nel contempo sono parlamentari in carica nei Parlamenti nazionali; 2°) che non è lecito pensare che più di un terzo dei rappresentanti dell'Assemblea parlamentare europea, cioè più di 142 individui, possa avere il permesso dalla autorità responsabile nei Parlamenti nazionali di dedicare al rispettivo Parlamento nazionale il solo tempo libero da tutte le altre occupazioni, compresi gli impegni che comportano i lavori dell'Assemblea Parlamentare Europea.

Io mi permetterò di presentare un emendamento sostitutivo all'articolo 7 affinché, proprio durante il periodo transitorio, fino a che, cioè, i parlamenti nazionali invieranno 142 colleghi all'Assemblea Parlamentare Europea, i rappresentanti eletti a suffragio diretto, non possono usufruire del cumulo dell'esercizio dei due mandati.

Il mio emendamento non sacrifica il possibile al desiderabile, non aumenta le difficoltà che il progetto dovrà incontrare presso il Consiglio dei Ministri o presso i Parlamenti nazionali; ma al contrario esso diminuirà in misura notevole queste difficoltà, renderà cioè più facile arrivare al più presto al giorno delle elezioni a suffragio diretto, che sono, per la campagna elettorale che richiedono, una occasione insostituibile, perchè i nostri popoli meglio comprendano dove, come e quando si decide del loro destino.

(Applausi)

De Voorzitter. — Ik dank de heer Santero voor zijn uiteenzetting.

Het woord is aan de heer Van Dijk.

De heer Van Dijk (niet nagezien door de spreker). — Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's. Allereerst wil ik gaarne mijn waardering uitspreken voor het werk van de Werkgroep en speciaal voor dat van de rapporteurs, die voor het tot stand brengen van het gepreciseerde ontwerp dat voor ons ligt een geweldige massa werk hebben moeten verzetten.

De vele kritiek die hier vandaag al is geuit, zal ik niet al te ver volgen. Ik zal trachten aan het verzoek van de heer Duvieusart te voldoen en mijn beschouwingen zo kort mogelijk samen te vatten zonder te veel in herhalingen te treden. In het rapport van de heer Dehousse lees ik de volgende passage: « De verkiezing van het Parlement moet dan ook voor de volkeren van de zes landen een heilzame schok betekenen. Uit hun bewuste deelneming daaraan zal de enige wil voortkomen die de communautaire

opzet kan schragen op een wijze die verder reikt dan de omstandigheden, meningsverschillen en particularistische overwegingen van het moment. »

Deze schoktherapie van de heer Dehousse heeft mij er sterk toe bewogen over vele bezwaren die ik bij eerste lezing van de stukken had, heen te stappen. Het ging mij als de heer Battaglia. Bij eerste lezing van de stukken kwam ik op verschillende punten waarop ik kritiek had. Nog steeds zijn er kwesties waarop kritiek kan worden uitgeoefend en waarop ik kritiek zou willen uitoefenen. Maar de kern van dit plan, zoals het voor ons ligt, is toch de Europese kiezers ertoe te brengen dat zij inderdaad hun gedachten zullen kunnen bepalen bij een Europese politiek en hen bijeen te brengen. Ik ben het volkomen met de heer Dehousse eens dat wanneer het de kiezers een schok zou geven, er een mogelijkheid was hen meer bij het werk in te schakelen dat tot nog toe door betrekkelijk weinigen in Europa werd gedaan. Tot nog toe is veelal het Europese werk in verhouding tot het aantal op zich genomen door een kleine groep van mensen, die zich hierin verdiepten, die zich hiervoor interesseerden en die de verantwoordelijkheid ervoor op zich namen.

Langs de weg die op het ogenblik wordt uitgestippeld, met de bezwaren en onvolkomenheden die daaraan zijn verbonden, wordt het mogelijk de grote massa hierin te kennen.

Als ik mij een ogenblik mag verdiepen in het karakter van de verkiezingen, zoals deze in het plan dat voor ons ligt, worden samengevat, wil ik citeren uit het rapport van de heer Faure. Deze zegt: « Nu is het een feit dat de Gemeenschappen zich door federale beginselen laten leiden. Zij zijn niet gericht op een liquidatie van de staten maar op een vereniging daarvan tot een geheel. »

De heer Faure heeft het punt bij de aanbieding van zijn rapport genoemd. De conclusie is deze, dat in onze Gemeenschap steeds een evenwicht moet worden gevonden tussen de nationale tendensen en de Europese tendensen in de politiek. Ik wil een vergelijking maken, hoewel geen enkele vergelijking geheel opgaat, aan de hand van de ontwikkeling van de verschillende kiesstelsels. Elk kiesstelsel begint als een regionaal kiesstelsel, als een kiesstelsel voor een bepaald gebied. In sommige landen wordt het gehandhaafd; in andere werkt men in een andere richting en tracht men door de evenredige vertegenwoordiging het algemeen politieke element naar voren te brengen. Herhaaldelijk ziet

men dat aan weerskanten de bezwaren van de stelsels worden genoemd. Zij die voorstanders zijn van het regionale stelsel en dit stelsel kennen, klagen over het feit dat de algemeen politieke vraagstukken onvoldoende tot hun recht komen. Zij die leven onder het stelsel van de evenredige vertegenwoordiging, klagen over het feit dat de regionale relatie wordt verzwakt.

Het plan dat voor ons ligt, heeft geen keuze gedaan. Het heeft voor de toekomst overgelaten, deze keuze te doen wanneer de overgangperiode voorbij is. Het is een feit dat er een differentiatie zal ontstaan tussen de kiesstelsels in de verschillende landen. Met andere woorden, de verkiezing van de leden van het Europese Parlement zal meer worden een aantal nationale verkiezingen voor het Europese Parlement dan Europese verkiezingen.

Er is vandaag veel kritiek uitgeoefend. Die kritiek kan ik begrijpen. Het ware mij liever geweest, ineens over te gaan op een eenheidsstelsel, althans als dit mogelijk was geweest. Men moet zich even de kiezer voorstellen die wij nu duidelijk zullen moeten maken dat hij zich bij het bepalen van zijn stem moet richten op het Europese vraagstuk, dat hij zich de Europese politieke problemen eigen moet maken. Wij zullen hem tegelijkertijd een vreemd kiesstelsel voorleggen. Hij moet weten wat de uitwerking van dit kiesstelsel zal zijn.

Mijnheer de Voorzitter, wij hebben in deze ontwerp-conventie een overgangperiode gesteld, die een invloed in twee richtingen kan hebben. Deze overgangperiode kan een zodanige uitwerking hebben, dat op een gegeven moment blijkt, dat er met de kiesstelsels meer ervaring is opgedaan, zodat men ten aanzien van het systeem een betere keuze kan doen. De overgangperiode kan echter ook een zodanige invloed hebben — het is zoëven reeds aangeduid — dat er in de verschillende landen een zekere aanpassing van de kiesstelsels plaatsvindt.

Ik kom nu tot het punt van de samenvoeging van de nationale mandaten met het Europese mandaat. Ik wil hierop niet te diep ingaan. Ik geloof, dat het vóór en tegen hiervan zoëven reeds uitvoerig door ons medelid de heer Santero is uiteengezet.

Hij komt tot de conclusie, dat het wel aanvaardbaar en zelfs wenselijk is, dat een derde deel van de leden rechtstreeks door de parlementen wordt aangewezen. Hij wil de mogelijkheid zien uitgesloten, dat de gekozenen tegelijk een nationaal mandaat bezitten. Ik geloof en

vrees echter, dat hierdoor belangrijke krachten kunnen worden uitgeschakeld.

Naar mijn gevoel moet men niet trachten te veel te reglementeren. Men moet toch enig vertrouwen hebben in en iets overlaten aan de wijsheid van de politici. Mij dunkt dat de leden van de politieke groeperingen in de verschillende landen, in welke groeperingen de politieke activiteit in die landen toch in het algemeen tot uitdrukking komt, zich zullen realiseren wat bepaalde combinaties betekenen, en zullen begrijpen in welke gevallen een bepaalde combinatie wél en in welke die niet mogelijk is.

Het lijkt mij niet juist dit nu reeds, van tevoren, tot in details te gaan regelen. Het is toch een overgangperiode waarover wij spreken. Laten wij daarmee eerst ervaring opdoen.

De incompatibiliteiten zijn al dikwijls onderwerp van discussie geweest. Ik zal mij beperken tot het vraagstuk van de incompatibiliteit tussen het Europese mandaat en het lidmaatschap van een der Europese executieven.

Over dit probleem kan een uitvoerig wetenschappelijk staatsrechtelijk betoog worden gehouden, hetgeen ik beslist niet zal doen. Het is gebleken dat in de verschillende landen die hier samenwerken, de voorkeur naar verschillende oplossingen is uitgegaan. De vraag is nu : Waar naar gaat onze voorkeur voor deze nieuwe Europese organisatie uit ?

Men zegt dat een punt in het voordeel van het toestaan van de verenigbaarheid van het lidmaatschap van deze Europese executieve en het Europese Parlement is, dat op deze wijze het politieke karakter van deze executieve wordt geaccentueerd. Het is voor mij echter juist de vraag of dit in de huidige situatie wel het juiste argument voor deze samenwerking is.

De Europese executieven worden door de Raden van Ministers benoemd. Het Parlement kan, wanneer aan zeer bijzondere voorwaarden is voldaan, bij een motie van censuur zijn politieke invloed op het al dan niet aanblijven van de desbetreffende executieve uitoefenen. Gesteld nu het geval dat het Parlement van deze macht gebruik maakt, wat zal er dan gebeuren ; wat zal de Raad van Ministers dan doen ?

Het Parlement heeft op de Raad van Ministers geen invloed. Zal men dan een nieuwe executieve samenstellen in overeenstemming met de politieke wens van het Parlement ? Zal die politieke wens tot uitdrukking komen ? Dit weten wij niet.

Zolang het politieke karakter van deze executieven nog zo zwak is als op het ogenblik het geval is, zolang de mogelijkheid van een semi-ambtelijke positie — het is misschien verkeerd uitgedrukt — nog bestaat, zie ik geen mogelijkheid om tot een samenvoeging van het politieke mandaat en het lidmaatschap van deze executieven te komen.

Tegen het systeem, Mijnheer de Voorzitter, dat wij op het ogenblik hebben, zijn vele bezwaren aangevoerd. Ik zal die niet herhalen; veel ervan kan ik aanvoelen en begrijpen. De gedachte aan amendementen is geuit. Ik geloof, dat het goed zal zijn, daarop thans niet in te gaan, maar te wachten tot deze amendementen zijn ingediend en wij ze vóór ons hebben. De behandeling daarvan zal waarschijnlijk bij de artikelsgewijze behandeling van de Conventie beter tot haar recht komen.

Mijnheer de Voorzitter, in het rapport van de heer Schuijt vind ik onder andere deze passage: « In elke moderne democratie is het immers een van de onvervreemdbare taken van het Parlement om, eventueel in samenwerking met de uitvoerende macht, het kiesstelsel vast te stellen. De Werkgroep was van mening dat men op Europees niveau niet in strijd met dit zuiver democratische beginsel mag handelen ».

Als consequentie daarvan vindt men dan in de Conventie de bepaling dat na ommekomst van de overgangsperiode het Parlement de nieuwe kieswet zal vaststellen.

Mijnheer de Voorzitter, voorshands ontbreekt mij hier een element. In alle zes landen, in ieder geval in de meeste, is de gang van zaken zo, dat de wetgeving tot stand komt in samenwerking tussen volksvertegenwoordiging en uitvoerende macht (regering). De volksvertegenwoordiging heeft naar mijn mening, haar tegenspeelster in de regering nodig. Ook de regering moet in de gelegenheid zijn over het tot stand gekomen wetsontwerp haar oordeel te geven aan de aanneming ervan, eventueel haar consequenties moeten kunnen verbinden, bij voorbeeld van heen te gaan, of wat dan ook. Ik mis deze tegenspeelster in deze constructie. Ik zou het op prijs stellen hier nadere beschouwingen over te mogen horen van onze rapporteurs, die waarschijnlijk dit punt onder de ogen zullen hebben gezien.

Vervolgens, Mijnheer de Voorzitter, een enkele opmerking over de effectuering van de voorstellen, zoals ze door het Parlement zouden worden aanvaard. Indien ik het goed zie en het

rapport van de heer Dehousse over de juridische structuur van deze conventie goed heb gelezen, is eigenlijk de eindbeslissing over de vraag of, en in welke vorm, deze conventie zal tot stand komen bij de regeringen, of liever: bij de nationale parlementen.

En dan schrijft de voorzitter van de politieke commissie, de heer Battista, in zijn inleiding op de rapporten, dat het overleg met de Raden van Ministers nog vele moeilijkheden zal opleveren. Hij spreekt van een pendeldienst. De heer Dehousse zei gisteren in zijn inleiding: Ik zou dit punt op het ogenblik niet in discussie willen stellen; ik zou het willen doen te zijner tijd, nadat het is aangenomen. Ik kan erin komen, Mijnheer de Voorzitter.

Ik zou nog gaarne enkele opmerkingen willen maken naar aanleiding van enige passages in het rapport van de heer Battista, waar hij onder meer dit zegt: « maar gezien haar omvang en de hieraan gegeven publiciteit zou zij weinig bijdragen, — dit wil zeggen in openbare discussie over deze rapporten met de Raden van Ministers — tot het wegnemen van de tegenstellingen die eventueel aan de dag zouden treden » en (op pagina 5): « Algemeen is de ervaring opgedaan dat contacten met verantwoordelijke instanties meer resultaten opleveren dan speciale openbare vergaderingen, vooral als het erom gaat ingewikkelde en netelige kwesties te bespreken. »

En dan komt in het rapport de gedachte naar voren om deze besprekingen over te laten aan de delegatie uit het Parlement. Die delegatie zou dan haar rapport kunnen uitbrengen aan de politieke commissie en waarschijnlijk zal te zijner tijd het Parlement hierin kunnen worden gekend.

Ik vraag mij nu reeds af, of dit de juiste procedure zou zijn. De kracht van iedere parlementaire behandeling ligt in zijn openbaarheid, en ik zou mij toch weinig gelukkig voelen, indien een onderhandelingsdelegatie van het Parlement werd uitgezonden — want zo meen ik deze passage te moeten lezen — die vrij vergaande besprekingen zou kunnen voeren, waarbij het parlement tot zekere hoogte voor de consequenties zou kunnen komen te staan dat zij zegt: Hier ligt voor U al een gewijzigde conventie, bespreek die opnieuw.

Ik zou toch, ofschoon ik erken dat een voorbereiding en bespreking in een delegatie noodzakelijk is, tot deze conclusie willen komen: De conventie die in dit Parlement thans zou worden goedgekeurd, komt te zijner tijd, zij het na een

uitvoerige voorbereidende behandeling, in een openbaar debat met de regering in bespreking en dan kan eventueel deze zaak nader worden bezien.

Maar deze zaak binnenskamers te laten afwerken, lijkt mij niet aantrekkelijk. Ik hoop dat ik mij heb vergist, maar anders zou ik deze opmerking willen handhaven.

Mijnheer de Voorzitter, een van de kernpunten van het debat tot heden is de vraag: of Europese verkiezingen en tegelijkertijd de onverbreekelijk daaraan verbonden uitbreiding van de wettelijke bevoegdheden van het Parlement, of Europese verkiezingen, waarbij men erkent en aanvaardt de wenselijkheid van de vergroting van de bevoegdheden van het Parlement. De keuze van de Politieke Commissie is uiteindelijk geweest deze twee punten in de behandeling van elkaar los te maken. De Politieke Commissie heeft op voorstel van de Werkgroep gesteld, dat zij, zeer zeker inziende de situatie van de onvoldoende bevoegdheden van het Parlement, toch van mening is, dat in ieder geval de Europese verkiezingen moeten voor- gaan.

De heer Dehousse zegt in zijn rapport, dat het Parlement moet beslissen of de besluiten betreffende de algemene verkiezingen al of niet moeten worden gekoppeld aan de bevoegdheden van het Parlement.

Mijnheer de Voorzitter, ik wil direct zeggen dat ik niet voel voor deze onverbreekelijke koppeling.

Artikel 138, lid 3, geeft uitdrukkelijk opdracht aan het Parlement om ontwerpen op te stellen voor het houden van rechtstreekse algemene verkiezingen. Het Parlement zou, meen ik, te kort schieten in zijn activiteit, indien het deze opdracht niet uitvoerde.

Nu komt onmiddellijk de vraag of het verantwoord is tegenover de kiezers in de huidige situatie toch deze verkiezingen te gaan organiseren. Ik wil vooropstellen dat ik inderdaad met genoegen heb gelezen dat het de bedoeling is het vraagstuk van de bevoegdheden van het Parlement zo spoedig mogelijk in behandeling te nemen.

Ik zou er echter op willen wijzen, dat ik toch niet meen dat, door algemene verkiezingen te organiseren in de huidige situatie, men een kiezer zou bedriegen, zoals de heer Metzger het heeft gezegd. Men kan de kiezer zeer duidelijk de waarheid hierover zeggen.

M. Dehousse. — Très bien! Cela arrive de temps en temps.

De heer van Dijk. — Ik zie nog niet dat de bevoegdheden van dit Parlement zo machteloos zijn, als men het stelt.

Mijnheer de Voorzitter, de politieke macht van een parlement hangt af van de kracht, waarmee het zelve zijn politiek weet te voeren. De wettelijke bevoegdheden zijn een uitmun- tende steun om de macht en de politieke kracht van een parlement te ontwikkelen, maar het is aan het parlement zelf om zijn politieke be- voegdheden uit te bouwen.

Ik zou het zo willen zeggen: Er zijn weinig parlementen in Europa, die precies alleen die bevoegdheden uitoefenen die hen bij de wet zijn gegeven. Ik wil dat gaarne nader nog ont- wikkelen.

Ik zou de positie van dit Parlement enigszins willen vergelijken met de positie van de execu- tieve lichamen, als de Raden van Ministers. Uiteindelijk hebben de Raden van Ministers op alle punten de eindbeslissing, maar wanneer de voorstellen van een Executieve, de beraad- slagingen en de conclusies van een parlement wijs en goed zijn, dan is het moeilijk voor de Raden van Ministers die conclusies telkenmale naast zich neer te leggen.

De grote kracht van het parlementaire werk ligt naar mijn mening in de openbaarheid die het heeft. Wanneer het openbaar wordt gesteld, wanneer de wensen van een parlement redelijk en duidelijk zijn, wanneer het beleid, dat dit parlement voorschrijft en aanbeveelt, begrijpe- lijk, helder en consequent is, dan is het voor mij de vraag, of zelfs bij het ontbreken van wettelijke bevoegdheden dit parlement toch niet zijn politieke invloed kan uitoefenen on- danks het feit, dat ditzelfde parlement wenst — en ik zeg dit uitdrukkelijk — dat zijn be- voegdheden wettelijk worden vastgesteld.

Mijnheer de Voorzitter, ik wil mijn stelling met een voorbeeld illustreren.

Het Parlement heeft een zekere rol te ver- vullen bij de vaststelling van de budgetten van de Gemeenschappen. Wettelijk gesproken is die bevoegdheid maar uitermate zwak. De Commis- sies stellen de begrotingen op; de Raden van Ministers stellen de ontwerpen vast. Intussen heeft het Parlement gelegenheid hierover een advies uit te brengen.

Ik neem dit voorbeeld, omdat historisch gezien alle kracht en alle bevoegdheden van een parlement zijn ontsproten aan het budgetrecht en het stellen van fiscale mogelijkheden.

Reeds jaren lang vraagt de rapporteur van onze budgetcommissie aan de Executieven: Geef ons bij uw begroting een politiek stuk, een politieke toelichting. Met andere woorden: Wat is het beleid dat u zult gaan volgen, opdat in het Parlement dan ook een politiek debat over dit beleid kan worden gevoerd. Ik mag niet zeggen dat dit tot nog toe is geweigerd, want de wenselijkheid ervan is niet tegengesproken, maar de werkelijke doorvoering ervan is zeer summier en beperkt zich gewoonlijk tot een financieel-technische beschouwing. Deze is uitermate interessant voor financiële technici, maar dit Parlement, waarin gelukkig ook financiële technici zitting hebben, is toch voor alles een politiek orgaan en zal vastknopende aan de budgettering toch ook de toekomstige politiek willen bespreken. Immers met de gelden die gevoteerd worden, wordt die politiek gevoerd.

De vraag is: Wat zou de consequentie zijn wanneer op een gegeven ogenblik dit Parlement uitdrukkelijk zou beslissen geen advies uit te brengen omdat het geen behoorlijk beleidsstuk heeft gekregen.

Dan wordt volgens de desbetreffende bepalingen van de Verdragen — ik stel een hypothetische situatie — de begroting goedgekeurd en kan men doorgaan.

Ik vraag mij af, of de politieke positie van de Executieve op dat ogenblik bijzonder scherp zou zijn.

In mijn land kent men niet, althans in het geschreven staatsrecht, het begrip motie van wantrouwen, motie van censuur. Toch kan een dergelijke motie worden aangenomen. De consequenties ervan zijn bij ons niet geregeld. Toch raad ik een regering van harte aan, niet aan te blijven als een dergelijke motie wordt geaccepteerd. Ik wil dit zeggen, dat ik gaarne de mening onderschrijf dat het nodig zal zijn dat het Parlement zijn wensen kenbaar maakt op het punt van de bevoegdheden die het voor een goede uitoefening van zijn functie meent nodig te hebben.

Ik meen aan de andere kant dat de parlementaire praktijk — dit Parlement bestaat uit ervaren parlementsleden, niet uitgekozen buiten de parlementen — het mogelijk moet zijn ook

buiten de bepalingen, zo onvolkomen als ze nu zijn, politieke macht en invloed uit te oefenen op de gang van zaken.

Ik wil nog een enkele opmerking maken over iets dat in de rapporten niet centraal is gesteld, namelijk de relatie van deze komende verkiezingen tot de kiezer.

Er is aan de mogelijkheid gedacht hierover een afzonderlijk rapport uit te brengen. Men heeft de rapporten samengevoegd met de gedachte dat men een apart systeem van publiciteit voor de gemeenschap wenste.

Ik geloof dat dit juist is, want de vraag of de kiezer met een werkelijke interesse en geboeid deze verkiezingen zal volgen en of hij er actief aan mee zal werken is geen kwestie die alleen dit Parlement aangaat. Die kwestie moet zo worden opgelost, dat inderdaad de Europese kiezer gaat begrijpen en gaat weten wat er in deze Gemeenschappen gebeurt.

Mijnheer de Voorzitter, ik heb in het begin van mijn betoog al gezegd dat al dit supranationale werk tot een bepaalde groep van personen beperkt is gebleven. In deze kring werd mij onlangs de vraag gesteld: Wat doet gij eigenlijk in de Benelux?

Mijnheer de Voorzitter, de Benelux heeft dezelfde fout gemaakt. De Benelux heeft zich niet aan de menigte kenbaar gemaakt. Ik geloof dat het inderdaad zaak zal zijn dat er, alvorens deze verkiezingen plaatsvinden, voor wordt gezorgd dat de nodige activiteit wordt ontwikkeld opdat de volken van Europa weten wat de Gemeenschappen doen en hoe zij handelen.

Ik wil hieraan nog een opmerking toevoegen. Een dergelijke publiciteit zal te allen tijde mank gaan — ik hoop, dat de mensen van de public relations het mij niet kwalijk zullen nemen dat ik dit zeg — aan een zekere steriliteit, omdat deze publiciteit objectief moet zijn, voorzover dit mogelijk is

Ik meen dat het de taak is van ons, de politici van deze Europese Gemeenschappen, aan deze zakelijke voorlichting inhoud en warmte te geven door datgene wat wij van het werk hier kennen vanuit onze visie, vanuit onze politieke visie ook, over te brengen aan de kiezers die wij moeten benaderen. Daarmede brengen wij het persoonlijke element in de voorlichting.

Zonder dat persoonlijke element zal het naar mijn mening nooit mogelijk zijn zodanige verkiezingen te doen plaatsvinden, dat een com-

binatie van Europese volken ontstaat die inderdaad van harte bereid zijn te werken voor en te streven naar een ware Europese gemeenschap!

(Applaus.)

Rubinacci. — Signor Presidente, tutti i problemi, tutte le ragioni, tutte le obiezioni, tutte le difficoltà che la Convenzione sulle elezioni a suffragio diretto di questa Assemblea può implicare, sono stati in modo esauriente esaminati dalla Commissione per gli affari politici e dal gruppo di lavoro che dalla Commissione fu espresso.

Durante quindici mesi, attraverso contatti interessanti e discussioni approfondite, si è giunti al progetto che oggi l'Assemblea deve esaminare e sul quale dovrà definitivamente pronunciarsi. Credo che non sia male, che tutti questi stessi problemi, tutte le ragioni, tutte le obiezioni, tutte le difficoltà siano nuovamente evocati innanzi all'Assemblea da parte di chi non ha avuto la ventura di partecipare alle varie fasi di un lavoro così delicato, e che, quindi, non ha per suo conto compiuto quel processo di maturazione, dal quale sono scaturite le soluzioni suggerite.

Noi siamo chiamati oggi, in sede di discussione generale più che ad occuparci degli aspetti tecnici, a fare una valutazione politica complessiva del progetto di convenzione, presentato al nostro esame. E, per quanto mi riguarda, non esito sin da questo momento ad affermare, anche per giustificare meglio i rilievi che in seguito andrò facendo, che l'Assemblea dovrà dare la sua approvazione a questa Convenzione. Il Trattato ci ha conferito espressamente l'incarico di formulare un progetto per le elezioni a suffragio universale diretto di questa Assemblea, ed io credo sia nostro dovere adempiere a tutte le obbligazioni, che ci sono attribuite.

Noi, che siamo partigiani decisi dello sviluppo dell'idea europea, della graduale costruzione dell'unità europea, dobbiamo dare l'esempio di fare tutto quello che, in base ai poteri derivanti dal Trattato, rientra nella nostra competenza. Credo che l'elemento dell'adempimento di un'obbligazione, fissata dal Trattato, vale di per sé a giustificare il voto favorevole al progetto di Convenzione.

Personalmente come la gran parte dei colleghi di questa Assemblea, sono anche convinto che le elezioni a suffragio diretto avranno un notevole peso nell'evoluzione e nella costruzione graduale

dell'unità europea. Per la prima volta i popoli saranno direttamente invitati ad occuparsi di questo problema. Per la prima volta nelle piazze di tutte le città e di tutti i villaggi di Europa, questa parola magica «Comunità europea» risveglierà un eco negli animi dei nostri concittadini e li chiamerà a manifestare un interesse concreto verso gli aspetti complessi del nostro lavoro. In altri termini, le elezioni a suffragio diretto certamente determineranno uno *choc* daranno una spinta sul piano psicologico, sul piano dell'opinione pubblica, alla costruzione dell'Europa. Vi è da considerare — e la Commissione politica non ha trascurato questo aspetto anche se ha ritenuto di doverlo superare — che se le elezioni dirette possono costituire un elemento per il rilancio dell'unità europea, non si deve non tener conto del fatto che, dopo le elezioni, può determinarsi nell'opinione pubblica dei nostri Paesi una notevole delusione. Attraverso il giudizio, a volte elementare, che il corpo elettorale è chiamato a dare in sede di elezioni, i nostri concittadini potranno aver l'impressione che, eleggendo dei rappresentanti all'Assemblea parlamentare, si dia ad essi il mandato per fare qualcosa, non soltanto sul terreno della proclamazione dei principi, e della spinta politica, ma anche qualcosa di concreto per la costruzione dell'unità europea. Ma la nuova Assemblea, eletta a suffragio diretto potrà fare molto per fare avanzare la costruzione dell'unità europea? Ricordiamo che, se non cambiano le cose l'Assemblea non potrà che esercitare una pressione politica. Sarà molto maggiore, a questo fine, il peso della nuova Assemblea rispetto alla nostra?

Io non credo che l'Assemblea Parlamentare Europea, eletta a suffragio diretto, riuscirà ad avere un prestigio molto superiore al prestigio che ha saputo acquistarsi la nostra attuale Assemblea. Io so che su questo elemento della forza di un'Assemblea eletta direttamente a suffragio universale si insiste molto, ma credo che sia sano realismo da parte nostra, anche per non avere noi stessi delle delusioni, di riportare questo aspetto entro i suoi giusti limiti.

Mi permetta, signor Presidente, di esaltare il ruolo che questa Assemblea, così come è costituita ha esercitato, questa Assemblea che, proprio per la sua costituzione, ha potuto adempiere ad una grande funzione politica. Nei limiti ristretti dei poteri che ci sono consentiti dai trattati abbiamo esercitato un potere legislativo, e ringraziamo ancora una volta l'Alta autorità della C.E.C.A. che ci ha dato questa possibilità a proposito dell'articolo 56 bis del trattato della C.E.C.A. Abbiamo senza dubbio esercitato su va-

sta scala il potere consultivo che è nostro proprio, attraverso i pareri che abbiamo espresso su singoli problemi. Voglio ricordare quello così importante e delicato della protezione sanitaria dei lavoratori appartenenti alle industrie nucleari e quello del fondo sociale della Comunità economica europea.

Abbiamo soprattutto esercitato il nostro potere di valutazione politica, economica, sociale dei rapporti che ci sono venuti da parte delle tre commissioni esecutive.

Questi nostri compiti istituzionali li abbiamo assolti e questi stessi compiti istituzionali, così come stanno oggi le cose, dovranno essere assolti dalla futura Assemblea eletta a suffragio universale. Ma noi abbiamo fatto qualcosa di più; proprio in ragione della nostra costituzione, proprio perchè noi eravamo la sintesi dei parlamenti nazionali dei nostri sei paesi, proprio perchè noi derivavamo il nostro potere di rappresentanza dagli organi rappresentativi dei nostri sei paesi, abbiamo svolto un importantissimo ruolo politico. Questa Assemblea non ha fatto soltanto qualche legge o ha dettato qualche norma, non ha esercitato soltanto un potere consultivo. Questa Assemblea ha esercitato una funzione politica di grandissimo rilievo.

Vorrei ricordare che il coordinamento della politica estera, cioè della prerogativa più squisitamente politica della vita dei nostri sei paesi, è stata reclamata qui nel dibattito del novembre scorso. E si è giunti al modesto risultato delle consultazioni periodiche dei Ministri degli Esteri, ciò non toglie che quest'Assemblea ha segnato un indirizzo ed un orientamento, che dovranno necessariamente avere i loro sviluppi. È qui che è sorta l'idea e si è imposta la necessità dell'accelerazione del Mercato comune. È qui che si è per la prima volta proclamata la necessità di una nuova politica per quanto riguarda i rapporti con i Paesi d'oltre mare. In altri termini, da parte dell'Assemblea, si è svolta soprattutto una funzione politica di propulsione, di spinta, di pressione verso gli organi responsabili, i veri organi responsabili della costruzione dell'Europa, e cioè gli Esecutivi, i Consigli dei Ministri, i Governi nazionali.

Ed io sono convinto che questo ruolo politico è strettamente legato, come dicevo poco fa, alla costituzione di questa Assemblea, ove eminenti personalità dei parlamenti nazionali portano il prestigio che hanno potuto conquistare attraverso anni, se non decenni, di servizio resi ai loro rispettivi paesi, dove tutti i rappresentanti hanno potuto portare l'esperienza che hanno acqui-

sito nei parlamenti italiani, e dove questi rappresentanti, proprio per il fatto dell'appartenenza ai parlamenti nazionali, hanno potuto nella sede veramente determinante per la costruzione dell'Europa e cioè nelle rispettive Assemblee di provenienza, esercitare una continua azione di pressione, fare dell'opportuna propaganda, battersi perchè dei passi in avanti siano compiuti.

Ciò ho desiderato ribadire, non tanto per la soddisfazione che può derivarne a ciascuno di noi, ma perchè bisogna essere attenti a mettersi sul terreno di una trasformazione radicale col pericolo di privare proprio questa Assemblea, che ha una funzione così particolare, di quel mordente costruttivo che è assolutamente indispensabile. E vorrei che noi tenessimo conto di questo: che l'Europa può progredire sulla via dell'unità se i nostri paesi, se i nostri parlamenti, se i nostri governi sapranno muoversi decisamente su questa strada. Questa Assemblea, salvo che esercitare una pressione, nulla può e nulla potrà fare di concreto e di effettivo. È sul piano nazionale che dobbiamo combattere la nostra battaglia.

Questo lo dice chi vorrebbe ardentemente che già fossimo al punto di poter questi problemi risolvere sul piano comunitario.

E vorrei qui ricordare quello che da tanti colleghi si è detto della necessità di porre contemporaneamente, anche se dovranno risolversi in momenti diversi, l'aspetto della elezione a suffragio diretto e l'aspetto della profonda trasformazione del nostro regime comunitario, in modo che l'Assemblea acquisti in questo regime un ruolo che possa corrispondere alle aspettative dell'elettorato.

Il rilievo che, così acutamente il Presidente Battista ha fatto in proposito, è presente anche al mio spirito e sono anche convinto che pretendere che i due problemi siano risolti insieme, può pregiudicare l'approvazione della convenzione per le elezioni dirette europee. Ed è perciò che di proposito io ho parlato non di contemporanea risoluzione ma di contemporanea impostazione dei due problemi.

Mi permetta l'onorevole Battista di dirgli: noi non dobbiamo perderci nella disquisizione se deve nascere prima l'uomo e poi la gallina. Noi possiamo tagliare il nodo gordiano, e per quanto riguarda noi Assemblea Parlamentare Europea, imboccare l'unica strada che ci è offerta — quella della Convenzione per le elezioni — perchè l'altra strada — quella dell'aumento dell'Assemblea — noi non siamo in condizioni utilmente

e praticamente di imboccarla. Noi abbiamo il diritto di dire al Consiglio dei Ministri, ai governi dei sei paesi, e ai nostri parlamenti nazionali, che l'Assemblea ha fatto il suo dovere. L'Assemblea aveva il compito di proporre una Convenzione per le elezioni a suffragio diretto, l'Assemblea ha assolto a questa sua obbligazione. Ma noi dobbiamo domandare che le elezioni a suffragio diretto siano il primo passo di un piano di sviluppo, che siano il primo passo di un programma predeterminato e prestabilito di accelerazione del processo di integrazione economica e politica dell'Europa.

Questa non deve essere una misura a sé stante. Sarebbe, secondo me, un errore da parte di tutti i responsabili dell'avvenire dell'Europa il dire: per ora facciamo questo e poi si vedrà, da questo nascerà quel che deve nascere! Da questo non nasce niente, se, insieme con questo, non si ha un preciso e chiaro programma dei passi in avanti che bisogna necessariamente compiere, passi in avanti che, salvo una certa pressione politica, non dipenderanno dalla futura Assemblea Parlamentare Europea eletta a suffragio diretto, ma dalla volontà politica dei parlamenti nazionali e quindi dei Governi che ne sono espressione.

Noi dobbiamo chiedere che i Consigli dei Ministri si facciano subito carico di alcuni problemi essenziali, il primo essi hanno il dovere di risolvere in base agli stessi trattati, ed è quello della sede. Sì, facciano le elezioni a suffragio diretto, ma sappiano i popoli dove questa Europa siederà nei suoi organi esecutivi e nella sua rappresentanza parlamentare! Sarebbe veramente mancare ai nostri doveri nei confronti dei popoli, che convocheremo nei comizi elettorali, presentarci ancora con questa carenza e con questa lacuna che non possono non essere espressione di debolezza dello spirito comunitario.

Insieme col problema della sede, che può essere risolto già nell'ambito del regime dei nostri trattati, si ponga allo studio e si avvii a soluzione il problema del trasferimento di una parte dei poteri deliberanti dall'unico organo deliberante (salvo per quanto riguarda l'Alta Autorità della C.E.C.A., ma quanto dico è certamente vero per la Comunità Economica Europea e per l'Euratom) che è il Consiglio dei Ministri, alle Commissioni esecutive ed anche all'Assemblea.

Inoltre, non ci può essere una Comunità, non ciò può essere effettiva integrazione economica e politica fino a che, al vertice di questa organizzazione, sieda una conferenza di ministri nazionali così come è oggi nella sostanza il nostro Consiglio dei Ministri. Occorre che ci sia un or-

gano, che abbia una sua stabilità, una sua composizione a carattere relativamente permanente, che abbia le stesse persone fisiche, fino a che non cambino, e che non veda alternarsi ora il Ministro degli esteri, ora il Ministro delle finanze, ora il Ministro della industria!

Per dare un minimo di parvenza, anche solo esterna a questa Europa che dovrà fondarsi sul dare un minimo di concretezza ai suoi organi suffragio diretto dei popoli, cominciamo con il rappresentativi.

Dopo queste considerazioni generali, vorrei fare soltanto qualche rilievo su alcune delle questioni fondamentali poste dal progetto di Convenzione.

Innanzitutto, mi dichiaro contrario a qualsiasi incompatibilità. Mi dispiace di essere di opposta opinione a quella che è stata espressa, qui tra l'altro, dal mio caro collega, che tanto stimo come uno dei pionieri dell'Assemblea europea in Italia, l'amico senatore Santero.

Noi dobbiamo partire dal punto di vista che, in tanto si potrà affrontare il suffragio diretto, in tanto si potrà sperare che vi sia un largo concorso di elettori a questa prova, in quanto scendiamo in campo tutti: i massimi esponenti della nostra vita nazionale, le personalità che già siedono in questa Assemblea, i maggiori esponenti dei nostri partiti politici. I rappresentanti all'Assemblea avranno tanto maggior peso qui e potranno essere utili al servizio dell'Europa, quando conservino legami molto stretti con la politica nazionale dei singoli Paesi, quando non siano persone estraniare dalla politica nazionale, ma abbiano una voce, un'influenza, una possibilità di far valere il proprio prestigio nelle Assemblee parlamentari dei nostri Paesi, in cui si può veramente operare per l'ulteriore sviluppo dell'unità europea.

Né si dica che si può partecipare al cimento elettorale ed in un secondo momento optare tra l'Assemblea Parlamentare Europea ed i rispettivi Parlamenti nazionali. Questo non è possibile perchè, innanzitutto, ci porterebbe a privarci di quei legami che è necessario mantenere. Inoltre, è certo che il corpo elettorale non lo ammetterebbe. Desidero citare una mia personale esperienza. Sono stato candidato nelle elezioni del 1953, sia alla Camera che al Senato del mio Paese; gli elettori hanno avuto la bontà di eleggermi per l'una e per l'altra Assemblea; io, poi, ho optato per la Camera dei deputati. Quando mi sono presentato candidato alle elezioni del 1958 da parte dei miei elettori mi è stato detto chiara-

mente di scegliere, poichè non desideravano che io facessi la mia scelta ad elezioni avvenute; ed io mi sono doverosamente inchinato e sono stato eletto alla Camera dei deputati. Questo ho voluto dirvi per prospettarvi la situazione imbarazzante nella quale ci si troverà qualora si stabilisca il principio dell'incompatibilità.

Desidererei anche affermare che non bisogna sopravvalutare l'impegno enorme di lavoro che vi sarà nell'Assemblea parlamentare europea, tanto da impedire a coloro che siedono nei Parlamenti nazionali, di fare qui il loro dovere. Bene o male, a ranghi ridotti, sino ad ora siamo andati avanti, abbiamo compiuto il nostro dovere ed abbiamo dato anche una notevole prova di buona volontà. Domani sarà lo stesso. Soprattutto, se noi sapremo evitare che questa Assemblea si vada troppo tecnicizzando, se dedicheremo a formulare soltanto rapporti, discutendo sulle parole e sui concetti in modo accademico. Qui occorre fare della politica. In una Assemblea come questa si discutono e si votano risoluzioni. Non siamo un'organizzazione tecnica come può essere il B.I.T. o l'Organizzazione mondiale della sanità, né tanto meno un organismo di studio che deve raccogliere dati e disertare su *nuances* dei rapporti e delle relazioni.

Comunque anche se avremo poco tempo (soprattutto per coloro che potranno avere il doppio mandato), probabilmente potremo dare un apporto efficace e ricco di prestigio. Me la figuro questa Assemblea, avulsa dai parlamenti nazionali, questa Assemblea, che sarà certamente una Assemblea di valentuomini, di degnissime persone, sprovviste di ogni esperienza politica, oppure scartati dal corpo elettorale nelle elezioni dei nostri paesi, che verranno qui e che accenneranno quell'aspetto tecnicissimo della nostra attività, ma che probabilmente riusciranno molto poco a dare quella spinta decisa che da questa Assemblea dovrà venire per la costruzione della Europa.

Sono d'accordo in tesi con la onorevole Probst che ha combattuto con tanta tenacia la battaglia sulla necessità di un sistema elettorale unico. Però io parto dal punto di vista che bisogna costruire sul possibile, io parto dal punto di vista che un meccanismo all'origine alquanto flessibile consente molto meglio di andare avanti. Altrimenti corriamo il rischio, proprio in ragione della difficoltà di certi paesi di digerire sistemi elettorali che non sono loro propri, di aggiungere alla difficoltà di far comprendere l'Europa quella di far comprendere come e perchè si deve votare in una determinata maniera.

Onorevoli colleghi, ho cercato di esprimere chiaramente il mio punto di vista. Sono favorevole all'approvazione di questa convenzione; meglio non potevate fare, onorevole Battista ed onorevoli relatori che, nel gruppo di lavoro avete dato il meglio della vostra intelligenza e della vostra capacità. Ma sia chiaro che attraverso le elezioni a suffragio diretto la causa dell'Europa potrà essere compromessa anzichè avvantaggiata se questo fatto storico non sia accompagnato dall'attuazione graduale e metodica di un programma prestabilito e predeterminato, attraverso intese precise tra i Governi dei nostri sei Paesi, per l'attuazione di quelle misure che io mi sono permesso poco fa di ricordare. Noi abbiamo fatto il nostro dovere. Quando sarà approvata questa convenzione, al corpo delle norme europee si sarà aggiunto un'altro libro. L'edificio della Comunità europea crescerà un poco in altezza, ma questo edificio non metterà al riparo l'Europa, se non sarà integralmente costruito. Noi dobbiamo, per l'avvenire dei nostri popoli, per il loro benessere, fare in modo che la integrazione economica, che è stata oggetto dei trattati di Parigi e di Roma, sia effettivamente realizzata. E noi dobbiamo anche tener conto che non si vive soltanto di economia, che noi abbiamo una serie di interessi, che vanno anche al di là della ragione economica, che noi abbiamo il patrimonio della civiltà europea, che dobbiamo salvaguardare per trasmetterlo alle future generazioni. E questo postula la necessità che alla Comunità economica si affianchi, integrandola, la Comunità politica dell'Europa federale.

(Applausi.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Le Hodey.

M. Le Hodey. — Je me réjouis de pouvoir féliciter à mon tour le groupe de travail, son président et ses rapporteurs, non seulement du labeur qu'ils ont accompli pour établir la convention qu'ils nous proposent, mais surtout du réalisme dont ils ont fait preuve, en n'écoutant ni les hommes, comme M. Smets, qui leur disent : « Des élections européennes maintenant ! A quoi pensez-vous ? » et en ne suivant ni les passionnés qui rêvent de constituante ou, tout au moins, d'une loi électorale unique, à condition que cette loi électorale unique soit conforme à leur conception personnelle.

Le groupe de travail a choisi une voie moyenne et raisonnable. Il a donné de l'expression « loi électorale uniforme » une interprétation juridiquement audacieuse. Et, en écoutant hier M. Dehousse, je me demandais vraiment si la

langue française faisait une différence entre le mot « uniformité » et le mot « diversité ». M. Dehousse me paraissait alors, non pas un juriste, mais un poète, un poète fidèle à la recommandation que l'ennui naquit un jour de l'uniformité.

Juridiquement, je ne crois pas que vous ayez raison, mais politiquement vous avez raison et c'est bien plus important. La thèse de l'uniformité progressive de la législation électorale, qui se réalise par étapes me paraît beaucoup plus séduisante que la thèse qui consiste à dire que l'uniformité, c'est la diversité.

Le texte qui nous est soumis est un bon texte, un texte souple. Fixant les principes généraux, la convention laisse l'exécution des élections à chacun des Etats et à la future Assemblée la lourde mission d'établir la loi électorale.

Rien de plus dangereux que le perfectionnisme que nous constatons si souvent dans les travaux européens. On veut tout prévoir, tout régler à l'avance, le résultat en est que les conflits naissent à propos de points de détail et qu'au lieu de faire avancer le navire, on l'enlise de banc de sable en banc de sable.

Cependant, je crois que le texte proposé appelle certaines observations. Il a besoin d'être amendé.

La rédaction qui nous est soumise n'établit pas suffisamment la distinction entre les dispositions visant le régime transitoire et les dispositions définitives.

A Rome, la commission des affaires politiques en a longuement délibéré et M. Dehousse, au point 20 de son rapport, a apporté des précisions indispensables. Hier encore, il nous a dit : Le texte serait inintelligible si l'on ne distinguait pas le transitoire et le définitif.

N'oublions pas que l'Assemblée ne pourra établir la loi électorale que dans la mesure où la convention lui en donnera le pouvoir et l'autorité. Les dispositions définitives ne pourront pas être modifiées par l'Assemblée ; elles ne pourront être modifiées que par une nouvelle convention soumise à la ratification des six parlements nationaux. Il est donc extrêmement important de bien distinguer l'un et l'autre et, malgré les précisions du point 20 de M. Dehousse, les choses sont encore assez ambiguës.

En ce qui concerne l'article 8 qui vise les incompatibilités, je vous proposerai également d'insérer cet article dans les dispositions transitoires, car il n'est pas pensable, que, comme le

prévoit le paragraphe 2 de l'article 8, ce soient les Etats membres qui règlent certaines incompatibilités et que le Parlement européen n'ait pas d'autorité en la matière.

Dans le domaine des incompatibilités entre le mandat parlementaire européen et d'autres fonctions, je recommencerais le combat que j'ai livré lors des réunions de la commission des affaires politiques. *Errare humanum est, perseverare diabolicum*. Je serai donc diabolique, car je ne crois pas raisonnable d'introduire toutes les incompatibilités qui sont prévues, même dans le régime transitoire.

Une première incompatibilité qui ne me paraît pas raisonnable est celle entre les fonctions de membre de l'Assemblée parlementaire européenne et les fonctions ministérielles dans un des Etats membres. Nous avons des précédents. Depuis dix ans, tel de nos collègues siège dans cette Assemblée : Je ne citerai pas son nom, mais je dirai qu'il y joue un rôle éminent. Il a occupé dans son pays, à diverses reprises, des fonctions ministérielles très importantes sans que jamais une difficulté ait été soulevée ici.

Croyez-vous qu'il soit sage de prévoir qu'à l'avenir nos pays seront appauvris en ne pouvant pas prélever des ministres parmi les membres de l'Assemblée ou que l'Assemblée sera appauvrie en ne pouvant pas compter parmi ses membres des hommes exerçant des fonctions ministérielles dans leur pays ? Cela ne me paraît pas raisonnable.

Ce qui me paraît inacceptable, c'est l'incompatibilité que l'on veut établir entre les fonctions de membre de l'Assemblée parlementaire européenne et les fonctions de membre des Commissions exécutives ou de la Haute Autorité.

Certains membres de l'Assemblée, entre autres M. Van der Goes van Naters, sont impressionnés par le fait que, dans plusieurs de nos pays, il y a une incompatibilité entre les fonctions ministérielles et les fonctions de membre du parlement. C'est vrai. Mais les fonctions de membre des Commissions exécutives ou de la Haute Autorité ne sont pas de véritables fonctions ministérielles.

Comment ces fonctions vont-elles évoluer dans l'avenir ? Eh bien ! ces personnes vont devenir, ou bien des fonctionnaires, de hauts fonctionnaires, des techniciens, extrêmement qualifiés mais dans la situation de fonctionnaires soumis à une autorité, ou bien de véritables dirigeants politiques, de véritables leaders concevant le développement des Communautés européennes. Voilà l'option.

En vue de la construction de l'Europe, nous ne devons pas hésiter à faire tout ce qui est possible pour que les institutions européennes évoluent vers un véritable gouvernement européen. Le seul moyen pour cela, c'est que les membres des Commissions, les membres de la Haute Autorité, soient des élus en contact avec le suffrage universel, en contact avec les électeurs, des membres de l'Assemblée vivant dans l'Assemblée, comprenant ses préoccupations et les partageant. Ainsi, ils formeront un élément de la politique européenne. Si nous les excluons de notre Assemblée, nous les rejetons dans la catégorie des fonctionnaires européens.

C'est là une des options politiques les plus graves que prévoit le projet de convention. M. Maurice Faure, ce matin, en rapporteur fidèle, pas très convaincu et pas très convaincant, a exposé le point de vue de la commission sur ce point, et il l'a fait de telle façon que je suis certain d'avoir son appui lorsque l'amendement viendra en discussion en séance publique, et je m'en réjouis.

Monsieur le Président, qu'attendons-nous des élections européennes ? La première chose que nous en attendons, c'est l'appui de l'opinion publique. Oh ! je sais qu'il ne sera pas facile de faire une campagne électorale sur les problèmes européens. Il est beaucoup plus facile de faire une campagne électorale sur les problèmes communaux, les électeurs voient alors les problèmes qui se posent, tandis que, sur le plan européen, les choses paraissent extrêmement lointaines, pour ne pas dire stratosphériques par rapport à l'homme de la rue.

L'élection reste la seule méthode capable d'intéresser vraiment les masses aux problèmes européens. L'obligation d'exposer les problèmes en termes simples, en termes facilement accessibles aux masses, la confrontation des points de vue, les controverses de la lutte électorale, feront des électeurs européens de nouveaux Christophe Colomb. Ils ne découvriront pas l'Amérique, mais ils découvriront l'Europe.

La première campagne électorale sera certainement très difficile à organiser, peut-être même plus éducative que réellement politique.

Le second objectif à atteindre par les élections européennes est le renforcement de l'autorité de l'Assemblée.

Ceci m'amène à aborder, après tant d'autres orateurs, le problème des pouvoirs. Avant de procéder aux élections, dit-on, accroissons les

pouvoirs de l'Assemblée ! Suggestion facile et qui, parfois, s'entend dans la bouche de ceux qui ne désirent accroître ni les pouvoirs de l'Assemblée, ni les pouvoirs des institutions européennes. Cela me paraît le type de l'inutile préalable. •

M. Rubinacci a fait tout à l'heure allusion à l'œuf et à la poule. Par quoi faut-il commencer ?

Il faut commencer par appliquer les traités avant de songer à les modifier : or, augmenter les pouvoirs de l'Assemblée, c'est modifier les traités ; procéder aux élections européennes, c'est appliquer les traités.

Il est plus simple d'appliquer les traités que de les modifier et le résultat est évident : les élections créeront des pouvoirs. Ils naîtront, ils viendront par la coutume et par l'usage, par l'autorité morale de l'Assemblée. Tout le XIX^e siècle et la tradition britannique sont là pour nous le démontrer. M. Dehousse y a d'ailleurs fait allusion hier.

Une assemblée appuyée par le suffrage universel a nécessairement et évidemment plus de pouvoirs qu'une assemblée cooptée, une autorité autre qu'une assemblée déléguée. Il n'est pas besoin de traité pour donner des pouvoirs à une assemblée élue. Elle prend automatiquement des pouvoirs, car le suffrage universel donne l'autorité pour prendre les pouvoirs et même, s'il faut modifier les traités, une assemblée élue a une autre autorité morale pour demander aux gouvernements et aux parlements nationaux de procéder à ces modifications que notre Assemblée qui ne tient ses pouvoirs que des Parlements nationaux auxquels elle veut demander quelque chose.

Nous sommes actuellement demandeurs à nos mandants, tandis qu'une assemblée élue sera une assemblée indépendante des parlements nationaux, pouvant plus aisément se retourner vis-à-vis d'eux.

D'ailleurs, faisons attention à l'objection des pouvoirs. Je vous le demande, est-ce que notre Assemblée a aussi peu de pouvoirs que nous le croyons ? Que fait notre Assemblée de son droit de censure ? Que fait même notre Assemblée de son droit de contrôle ? Que fait notre Assemblée du véritable droit d'interpellation qu'elle possède et que reprennent les articles 28, 29 et 44 de notre Règlement ?

Ne croyez-vous pas qu'un ordre du jour — M. van Dijk l'a dit tout à l'heure — clair, précis,

d'une Assemblée élue au suffrage universel aurait, quelque soient les textes des traités, une valeur extrêmement forte envers les institutions communautaires et envers l'opinion publique ?

Une assemblée élue directement ne se transformera pas en Convention, en Constituante. Nous ne sommes pas en période révolutionnaire. Mais elle sera assez forte pour exiger que son rôle devienne réellement le rôle essentiel qu'un parlement doit avoir dans toute institution.

Monsieur le Président, je termine cette intervention en citant une phrase célèbre, d'un auteur extrêmement connu. Je ne me souviens plus de son nom. M. Bohy, tout à l'heure, se souvenait du nom de l'auteur, mais ne se rappelait plus le nom du personnage. Moi, je ne me souviens plus du nom de l'auteur. Il a écrit que la Révolution française s'était faite avec trois mots latins : *Veto, deficit, unigenitus*. Ne disons pas la révolution européenne, ce serait un peu prétentieux ; mais disons que la construction européenne se fait actuellement autour de trois mots : accélération, association, élection.

Accélération du Marché commun, non seulement pour des raisons techniques, mais parce que l'accélération est le témoignage, la preuve de la sincérité des gouvernements et des peuples envers la construction de l'Europe des six ;

Association, laquelle, si la Communauté le veut vraiment, si elle a assez d'imagination et de souplesse, peut permettre, non seulement de résoudre le problème des relations des Six et des Sept, mais aussi de résoudre les problèmes des nouvelles souverainetés africaines qui viennent de naître et qui naîtront si abondantes cette année.

Elections, M. Maurice Faure le disait ce matin en terminant, elles donneront un caractère irréversible à la construction européenne ; des élections européennes doteront l'Europe d'un pouvoir qui ne sera pas un pouvoir délégué par des Etats, mais par les peuples.

Monsieur le Président, je me réjouirais de voir, un jour, peu importe dans quelle salle, car je ne crois pas que le siège ait une telle importance, l'Assemblée qui nous succédera pouvoir dire qu'elle siège, non plus par la volonté d'un traité, mais, comme l'a dit Mirabeau, par la volonté du peuple.

(Applaudissements.)

(Vizepräsident Charles Janssens übernimmt den Vorsitz.)

(M. Charles Janssens remplace M. Hazenbosch au fauteuil de la présidence.)

(L'onorevole Charles Janssens sostituisce l'onorevole Hazenbosch al seggio della Presidenza.)

(De heer Charles Janssens vervangt de heer Hazenbosch in de voorzitterszetel.)

VORSITZ

PRÉSIDENT DE LA SÉANCE

PRESIDENTE DELLA SEDUTA

VOORZITTER VAN DE VERGADERING

M. Charles JANSSENS

Vizepräsident

Vice-président

Vicepresidente

Ondervoorzitter

M. le Président. — La parole est à M. Carboni.

Carboni. — Onorevole Presidente, onorevoli colleghi, io debbo anzitutto dire che mi trovo in una situazione personale molto delicata, dovendo rivolgere ampie critiche alla Convenzione che ci viene proposta, ed essendo molto intimo di tutti coloro che hanno lavorato nel Gruppo di lavoro e soprattutto del suo Presidente, il quale ieri ha avuto la bontà di dire che tra le cose più care della sua vita politica, pur così ricca di eventi e fatti, il Gruppo di lavoro era uno dei ricordi più cari.

Noi la ringraziamo, signor Presidente, e le diciamo che se anche ci permettiamo di fare queste critiche, queste non toccheranno in nulla la stima e l'amicizia che abbiamo per lei.

Detto questo, mi permetto di affermare che il compito affidato al Gruppo di lavoro è stato veramente grave e difficile e nessuno può pensare che altri al nostro posto — perchè c'ero anche io — avrebbe fatto meglio. Noi ricordiamo perfettamente le prime riunioni tenute a Bruxelles in un ambiente difficile, pieno di incognite e quello svolgersi continuo di un lavoro i cui frutti sono oggi al vostro esame.

Io farò delle critiche, che sono di forma e di sostanza, anche perchè, avendo assunto questo atteggiamento nel Gruppo di lavoro, voglio an-

zitutto spiegare ai colleghi dell'Assemblea che non hanno seguito il lavoro che abbiamo svolto e non sanno come ci siamo comportati, il perchè io ho assunto tale atteggiamento.

Io non ho bisogno naturalmente di dire che non sono nè un massimalista, nè un minimalista, che non sono nè un buono, nè un cattivo europeo, dal momento che sono un europeo che crede nella Europa e l'ho dimostrato. Non ho bisogno pertanto di riconoscimenti o lasciapassare per questo mondo, che pare chiuso, ai soli buoni europei.

I Trattati di Roma danno un compito preciso alla nostra Assemblea, quello di elaborare dei progetti per permettere l'elezione a suffragio universale diretta, secondo una procedura uniforme in tutti gli Stati membri.

Quindi il progetto deve contenere questi elementi: l'elezione a suffragio universale diretto e prevedere una procedura uniforme.

Ora il progetto che ci viene presentato non contiene l'elezione a suffragio universale, perchè se questo principio è affermato nell'articolo 1 poi è distrutto nell'articolo 3 dove si dice che per il periodo transitorio — vedremo poi la geniale trovata di tale concetto — un terzo di rappresentanti è eletto o designato dai Parlamenti nazionali tra i loro membri.

Non si tiene fede neppure all'altro principio della procedura uniforme e qui non ho bisogno di ripetere quanto l'onorevole signora Probst ha detto sulla diversità dei regimi elettorali che domani dovranno essere usati per ottenere un'Assemblea europea.

Saranno i diversi sistemi elettorali che vivranno nei diversi Paesi. Alla domanda dell'onorevole Bohy che voleva sapere se l'elettore di Sicilia avrebbe lo stesso peso e lo stesso potere politico di un elettore di Monaco di Baviera, credo di dover rispondere che ciò non sarà. Infatti l'uno farà le elezioni con il metodo tedesco (che è un metodo assai interessante nel quale sono fusi i due elementi della personalità e della proporzionalità) e l'altro con un altro metodo, che è ancor più difficile a stabilirsi perchè in Italia ne abbiamo due, uno per la Camera e l'altro per il Senato (scelga lei quello che preferisce, onorevole Bohy).

A me pare che nel progetto presentato manchino questi due elementi fondamentali, mentre vi è qualcosa di più, vale a dire che in alcuni punti siamo andati al di là del mandato affi-

dato, perchè abbiamo modificato i Trattati di Roma nel numero dei rappresentanti.

Ci si trova di fronte ad un progetto che ha una parte scadente perchè non realizza quelli che dovranno essere gli scopi per i quali il mandato stesso era stato dato dalla nostra Assemblea, e che, dall'altra, va al di là del mandato e propone una modifica ai trattati, che non era suo compito fare.

Questo per quanto riguarda la sostanza. Ma vi sono altre deficienze di forma che non posso lasciare sotto silenzio. Ad esempio la modifica ai Trattati di Roma può essere giustificata. Perché è chiaro che facendo una campagna elettorale non si può chiamare il popolo ad eleggere pochissimi rappresentanti, ma essa doveva far parte di uno speciale articolo, un articolo in cui si diceva che i Trattati di Roma, agli articoli 138 e 108 sono modificati come segue. Ciò perchè questa è una premessa, non una conseguenza della legge elettorale.

A me, che amo un poco la chiarezza e la perfezione tecnica, come è giusto, (altrimenti cadiamo tutti sotto gli strali del libro di Georges Ripert che scrisse contro le Assemblee parlamentari che avevano modificato profondamente il codice civile senza accorgersene) pare necessario che quando si modifica una norma costituzionale si usi una tecnica adatta al carattere della legge che si emenda. Bisognava perciò, nella prima parte, elencare esattamente quelle che erano le modifiche costituzionali: così si sarebbe rispettata la forma e non si sarebbe data l'impressione che queste modifiche si vogliono far passare sotto banco, perchè, o i Governi non se ne accorgono, o noi non abbiamo il coraggio di dichiararlo in una forma precisa. Penso che questa modifica doveva esser fatta ma in forma chiara, mentre debbo lamentare che in questo caso non sia stata rispettata la forma.

Esaminiamo brevemente gli articoli della Convenzione. Io sono contrario all'articolo nel quale è stabilito che un certo numero di rappresentanti debba essere eletto dai Parlamenti. Questo perchè sono fermo sul principio del suffragio universale. Credo che questo sia veramente la base di ogni Parlamento e quindi di ogni assemblea parlamentare. Se questa vorrà aver dei poteri che possa far valere nei confronti dei Governi, li può aver soltanto e li può esercitare con sicurezza quando abbiano basi sicure nelle elezioni popolari. Questa è la democrazia!

Si dice che quanto proposto è necessario per i rapporti tra i parlamenti nazionali e la nuova

Assemblea parlamentare europea. Penso però che questo coordinamento, quest'unione si possa benissimo avere accettando la proposta fatta dall'onorevole Rubinacci, in contraddittorio con la tesi del senatore Santero, che non vi sia incompatibilità fra la carica di parlamentare nazionale e parlamentare europeo.

Saranno i partiti, saranno gli stessi Parlamenti a stabilire i rappresentanti che opportunamente avranno i due mandati. Lasciamo che ciò sia fissato dal corpo interno di ogni partito. Senza dubbio questo sarà. E lo sarà, perché ciò è necessario ai fini della campagna elettorale che sarà certamente difficile ad organizzare. Non è facile, infatti, portare un popolo a votare sull'Europa che ancora conosce poco e forse male.

Quindi alla lotta elettorale debbono partecipare tutti i grandi leaders; lo ha detto giustamente l'onorevole Rubinacci. Tutti noi ci dobbiamo battere, ma se una parte di noi sa che anche senza bisogno di fare né comizi né viaggi, il Parlamento, di cui è membro influente, certo lo nominerà per quel terzo che ha a sua disposizione, si porrà il quesito (anche per quello spirito economico che c'è ciascuno di noi): ma perché devo fare una campagna elettorale, quando so perfettamente che, intanto, l'elezione mi verrà sicuramente attraverso il Parlamento?

Quindi temo che si svuoti la campagna elettorale da parte di quelle persone che più direttamente e più efficacemente possono portare un contributo. Mi pare dunque che non ci sia nessuna ragione né teorica, né pratica che spinga a nominare un terzo dei rappresentanti attraverso i parlamenti o nella forma delle elezioni o nella forma della designazione.

Si dice: questo vale soltanto per il periodo transitorio. Ora questa frase « periodo transitorio » non mi piace; veramente fin dal primo momento mi sono permesso di far presente che non era conveniente. Non è conveniente, a mio modesto giudizio, per molte ragioni. Anzitutto è assai difficile stabilire quanto duri, perché lascio che ciascuno di voi legga l'articolo 4 e poi mi spieghi esattamente quello che vuol dire. Soprattutto non mi convince per una ragione molto semplice: il periodo transitorio è preso dai Trattati di Roma, ma riguarda dei fatti di carattere economico, riguarda delle norme da prendersi nel campo doganale o dei rapporti con i paesi terzi. E noi sappiamo perfettamente, perché è una realtà che viviamo, che questi periodi transitori furono stabiliti in base a delle presunzioni che poi si sono rivelate inesatte, perché l'accelera-

mento che si domanda in questo momento e che l'Assemblea ha già votato, è proprio la riduzione di uno di questi scatti economici.

Ora legare la vita di un'Assemblea parlamentare ad un rapporto economico che riguarda l'attività di organi esecutivi, mi pare quanto mai strano. Noi siamo qui chiamati ad essere arbitri della vita dell'Assemblea parlamentare futura, attraverso un elemento economico che le è completamente estraneo. Per cui io non parlerei di periodo transitorio, direi che, per le prime elezioni, valgono le norme seguenti e lascerei alla prossima Assemblea, che noi tutti desideriamo sovrana (che lo sarà perché trarrà la sua origine dal popolo e quindi avrà una sovranità originaria propria e diretta), di stabilire la sua vita. E vogliamo proprio noi già stabilire quale sarà la sua vita futura?

Trovo che non solo è una mancanza di correttezza nei confronti dell'Assemblea parlamentare futura, ma è anche una norma pericolosa. Ed è ancora più pericoloso che questa vita futura sia regolata sui movimenti di rapporti economici che sono completamente estranei alla vita di un'Assemblea parlamentare.

C'è poi un articolo su cui desidererei che l'Assemblea portasse il suo esame ed è l'articolo 14, dove è detto che nessuna elezione può essere indetta in uno Stato membro contemporaneamente alle elezioni per l'Assemblea Parlamentare Europea. Già stamattina o questo pomeriggio è stato fatto presente come, la non grande ricchezza di mezzi, può porre alcuni partiti in difficoltà. Ma io mi permetto di fare presente (l'osservazione non è mia perché è stata fatta dal Senatore Bosco a Roma) che noi in questa maniera possiamo limitare il Capo dello Stato del nostro paese nella sua facoltà di sciogliere il Parlamento e di indire, secondo le norme che stabiliscono la convocazione dei comizi elettorali, le nuove elezioni.

Quindi questo si potrebbe dire almeno come via di principio, che è opportuno che non si abbiano le elezioni, ma non come norma assoluta, perché veramente ci potremmo urtare a qualche norma costituzionale, e ciò sarebbe molto grave.

Ancora più grave a mio giudizio l'articolo 19, là dove si parla di una Commissione consultiva interinale che dovrebbe essere formata per metà da delegati di governi degli Stati membri e per l'altra metà da delegati dell'Assemblea Parlamentare Europea. Ora questa Commissione avrebbe nientemeno il potere di emanare pareri, di formulare raccomandazioni in merito ai problemi posti dalla elaborazione e dalla applica-

zione delle disposizioni legislative emanate dagli Stati membri, per cui avrebbe un potere largo di vigilanza sia sui Governi sia sui Parlamenti; potere largo di vigilanza esercitato non solo a richiesta di questi due organi ma anche di propria iniziativa quando esista una maggioranza qualificata.

Onorevole Presidente, onorevoli Colleghi, io vedo veramente molto male come i parlamenti nazionali possano accettare che una Commissione costituita per metà da rappresentanti di governo, possa intervenire nei propri lavori e dare anche, con una maggioranza qualificata, pareri od altro sul proprio lavoro legislativo.

Io so che durante la discussione di Roma ci fu l'onorevole Scelba che si dichiarò favorevole a questo, ma egli riteneva che si trattasse di una di quelle Commissioni parlamentari che presso i Governi servono per dare pareri od altro durante il periodo elettorale. Qui la questione è molto grave, invece, perchè è una Commissione costituita per metà da rappresentanti di Governo che può intervenire in materia legislativa.

Quindi effettivamente io penso che con questa norma noi incidiamo fortemente in quella che è la sovranità dei parlamenti nazionali, ed io dubito che, nè i governi abbiano il coraggio di proporla, nè i Parlamenti abbiano la forza di accettarla.

Signor Presidente, io credo di essere stato, nei limiti che mi ero proposto, molto breve. Debbo fare soltanto una considerazione. Io ho una fortuna straordinaria. Quasi tutte le mie proposte (ne faccio abbastanza) non hanno nessuna eco o cadono nel nulla. Io qui sono in buona compagnia della signora Probst e dell'onorevole Metzger e di chissà quanti altri. Io non ho parlato perchè desidero che le mie idee abbiano successo: ho parlato soltanto perchè ho sentito il bisogno di farlo, di fare il mio dovere di persona che vuole che queste questioni vengano risolte, ma che pensa che effettivamente: presto e bene raro avviene. Non dico con questo che il progetto debba essere scritto tre volte, come un nostro collega ha ricordato facesse Molière per le sue commedie; però è certo che questo è un progetto che deve essere rivisto se tutti vogliamo che la nostra Assemblea parlamentare sia veramente tale, sia nella sua costituzione, quindi popolare, sia nei suoi poteri, quindi sovrana, e possa essere una degna continuatrice di questa cui noi siamo particolarmente affezionati.

(Applausi.)

M. le Président. — La parole est à M. Kopf.

Abg. Kopf. — Herr Präsident! Meine Damen und Herren! Der Auftrag, den einst Artikel 138 des Vertrages über die Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und die entsprechenden Bestimmungen der anderen Verträge unserer Versammlung erteilt haben, ist seinem Wesen nach ein politischer Auftrag. Der Bericht, den der Ausschuss für Politische Fragen diesem Hause nunmehr vorgelegt hat, ist eine Arbeit, der eine erstrangige politische Bedeutung zukommt. Die europäischen Wahlen müssen unter dem politischen Aspekt betrachtet werden.

Selbstverständlich spielen juristisches und technisches Sachverständnis bei der Ausarbeitung und bei der Würdigung des Entwurfs eine grosse Rolle. Aber niemals darf man ausser acht lassen, dass die Autoren der Römischen Verträge, dass unsere Arbeitsgruppe, dass unser Politischer Ausschuss unsere gemeinsame Arbeit als eine in erster Linie politische Arbeit betrachtet haben, die dazu dienen soll, das Zusammenwachsen unserer Länder zu fördern und dem Europäischen Parlament durch Einführung direkter Wahlen eine verstärkte politische Bedeutung zu geben.

Das Mandat dieses neuen Parlaments wird ein Auftrag sein, der unmittelbar durch die Völker, nicht nur durch die Parlamente unserer sechs Länder erteilt werden wird. Das ist etwas grundsätzlich Neues.

Die Wahlen, die der Bildung des neuen Europäischen Parlaments vorausgehen werden, werden unter politischen Zielsetzungen, mit politischen Programmen erfolgen. Sie werden dazu beitragen können, viele Kreise der Völker unserer sechs Länder, die bisher nur mit einer gewissen Gleichgültigkeit der Tätigkeit unseres Parlaments gegenübergestanden haben, für die europäischen Fragen zu interessieren. Denn es müssen ja Programme von europäischer Bedeutung vorgelegt werden, und europäische Gesichtspunkte müssen den Wählern klargemacht werden.

Unter diesem Gesichtspunkt möchte ich die Arbeiten, die der Politische Ausschuss und die Arbeitsgruppe unserem Parlament vorlegen, als einen Beitrag zur politischen Einigung Europas begrüssen: Ich möchte meinen besonderen Dank den Persönlichkeiten aussprechen, die in erster Linie massgebend zum Erfolg dieser Arbeit beigetragen haben: dem Herrn Präsidenten

Dehousse, dem Herrn Präsidenten Battista und den Herren Berichterstattern.

Meine Damen und Herren, diese anerkennende Würdigung entbindet uns nicht von der Aufgabe, einige kritische Bemerkungen zu machen.

Es ist richtig, dass die Arbeitsgruppe und der Politische Ausschuss ihren Auftrag nicht in vollkommener, nicht in umfassender Weise zu lösen in der Lage waren, dass für eine Übergangszeit die Regelung der Bestimmungen über die europäische Wahl unseren sechs Ländern überlassen wurde.

Ich hätte es sehr begrüsst, wenn es schon für die erste europäische Wahl möglich gewesen wäre, ein gemeinsames Wahlverfahren zu schaffen oder wenigstens gewisse Direktiven oder Richtlinien herauszugeben, die dem Wahlverfahren hätten zugrunde gelegt werden können. Dies ist nicht möglich gewesen. Manche Vorredner haben ihrem Bedauern darüber Ausdruck gegeben. Sie haben auf die Unvollständigkeit des Werks hingewiesen. Es ist die Frage aufgeworfen worden, ob es nicht eventuell richtig wäre, den Entwurf noch einmal an den Ausschuss zurückzuverweisen. Wir sollten aber in die Zukunft und nicht in die Vergangenheit blicken. Wir sollten uns mit einem gewissen Optimismus den Wirkungen und den Folgen der ersten europäischen Wahl anvertrauen, die wir in unserem Entwurf vorgesehen haben.

Es wäre daher kein glücklicher Gedanke, die Organe unserer Versammlung noch einmal mit der Ausfüllung dieser Lücke zu befassen. Ich glaube allerdings auch nicht, dass die Ausfüllung der Lücke mit der Handlungsweise der Penelope verglichen werden könnte, die ihr Kleid immer wieder auftrennt. Ich glaube vielmehr, die Ausfüllung der Lücke würde bedeuten, dass Penelope ihr nicht ganz fertiges Kleid zu Ende näht.

Trotzdem möchte ich aber im Vertrauen auf die Zukunft wünschen, dass wir den Entwurf verabschieden sollten. Ich bin der Überzeugung, dass dieses erste auf europäischer Basis gewählte Parlament mit dem unmittelbaren Mandat der Wähler unserer Völker unserem europäischen Gedanken einen so starken politischen Auftrieb geben wird, dass es sich rechtfertigt, dieses Werk auch dann zu verabschieden, wenn wir für die Übergangszeit den sechs Ländern die Initiative überlassen.

In der Arbeitsgruppe und im Politischen Ausschuss ist sehr oft das Verhältnis zwischen

der Einführung direkter europäischer Wahlen einerseits und der Erweiterung der Befugnisse unserer Versammlung andererseits erörtert worden. In der Tat liegen hier Zusammenhänge vor. Auf diese Zusammenhänge ist immer wieder hingewiesen worden. Arbeitsgruppe und Politischer Ausschuss waren allerdings der Auffassung, dass diese beiden Fragen, wie es in dem Bericht des Herrn Battista unter Ziffer 6 heisst, getrennt gehalten werden sollten.

Ich möchte mich nicht denjenigen Vorrednern anschliessen, die der Meinung Ausdruck gegeben haben, die vorherige Erweiterung der Kompetenzen unserer Versammlung bilde die notwendige Voraussetzung für die Einführung direkter europäischer Wahlen. Auf der anderen Seite halte ich es nicht für richtig, an europäische Wahlen heranzugehen, ohne das Ergebnis dieser europäischen Wahlen in Verbindung mit der Frage der Kompetenzerweiterung zu betrachten. Unsere Versammlung sollte vielmehr beide Ziele gleichzeitig anstreben.

In einem der Berichte ist wohl von der Notwendigkeit einer gewissen Strategie zu lesen. Es mag zugegeben werden, dass man ein klar erkanntes Ziel besser und sicherer erreichen kann, wenn man sich auf dieses eine Ziel beschränkt und davon absieht, gleichzeitig einem zweiten Ziele zuzusteuern.

Es besteht aber eine so enge Beziehung zwischen der Kompetenzerweiterung und dem Wirksamwerden eines direkt gewählten europäischen Parlaments, dass ich mich dafür aussprechen möchte, diese beiden Ziele nicht getrennt voneinander, sondern gleichzeitig zu erstreben.

Ich könnte mir denken, dass man bereits in dem Zeitpunkt, in dem zum erstenmal europäische Wahlen angesetzt werden, oder in dem Zeitpunkt der Ratifikation dieser Konvention den Versuch macht, eine gewisse Kompetenzerweiterung beispielsweise auf dem Gebiet des Haushaltsrechts der Gemeinschaft durchzuführen.

In der Tat, wenn man einzelne Bestimmungen des Entwurfs betrachtet, wenn man verschiedene Ausgestaltungen des Entwurfs würdigt, dann wird man immer und immer wieder auf die Notwendigkeit hingewiesen werden, ein derartiges synchronistisches Verfahren zur Anwendung zu bringen. Ich möchte versuchen, an zwei Beispielen diese immanenten Zusammenhänge zwischen beiden Massnahmen zu erläutern.

Nach dem Entwurf soll die Zahl der Abgeordneten des künftigen Parlaments verdreifacht werden, sie soll 420 betragen. Selbstverständlich ist diese Zahl keineswegs zu hoch für ein Parlament, das als ein Vollparlament zu bezeichnen ist. Ein Parlament der Länder unserer Gemeinschaft, dem umfassende gesetzgeberische Aufgaben übertragen sind, würde niemals zu stark besetzt sein, wenn seine Mitgliederzahl 420 betrüge, eine Zahl, die sogar hinter den Mitgliederzahlen einer Reihe unserer Parlamente zurückbleibt.

Aber es erhebt sich die Frage: Ist diese Zahl auch dann angemessen, wenn es nicht gelingt, die Kompetenzen unseres Parlaments bis zu diesem Zeitpunkt in einer zureichenden Weise zu erweitern?

Wir haben den Wunsch und den Willen, diese Kompetenzerweiterung vorzunehmen. Wir haben nicht die Voraussicht, wann dies möglich sein wird.

Es wäre daher gut gewesen, schrittweise vorzugehen und sich zunächst mit einem weniger stark besetzten Parlament, vielleicht mit einer Verdoppelung zu begnügen, wenigstens für die Übergangszeit, in der die Kompetenzen unseres Parlaments noch nicht oder nicht ausreichend erweitert sind, und dann diesem Parlament, dem wir ja sehr weitgehende Vollmachten für die Ausgestaltung der künftigen Wahlen übertragen haben, anheimzugeben, einen Beschluss über die Erweiterung seiner Mitgliederzahl zu fassen für den Augenblick, in dem eine namhafte, eine ausreichende Kompetenzerweiterung vorgenommen worden ist.

Ein anderes Beispiel, an dem sich der Zusammenhang zwischen der Kompetenzerweiterung und der Ausgestaltung eines direkt gewählten Parlaments manifestiert, ist die Frage der Verzahnung der nationalen Parlamente mit dem europäischen Parlament. Für die Übergangszeit ist nach langen Diskussionen in dem Entwurf vorgesehen worden, dass ein Drittel der Abgeordneten des künftigen europäischen Parlaments durch die nationalen Parlamente gewählt werden soll. Ich halte dies für richtig. Aber auch hier gilt wiederum der Satz, dass eine völlige Lösung des künftigen europäischen Parlaments von den nationalen Parlamenten, dass eine Aufhebung dieser Verzahnung in dem Augenblick, aber nicht vorher, gerechtfertigt ist, in dem dieses künftige europäische Parlament über umfassende Kompetenzen verfügt. Wenn dieses europäische Parlament zu einer vollen Autono-

mie gelangt ist, wenn es Kompetenzen in der Art eines nationalen Parlaments besitzt, dann wird es von seinem eigenen Lebensrecht Gebrauch machen können. Dann wird es nicht mehr notwendig sein, auf die Zugehörigkeit eines Teiles seiner Mitglieder zu nationalen Parlamenten zurückzugreifen; dann wird dieses europäische Parlament sein volles Eigenleben als ein Parlament der in unserer Gemeinschaft zusammengeschlossenen Völker und Länder führen können.

Aber bis zu diesem Ziele ist noch ein weiterer Weg, und wir werden diesen Weg nur in Etappen zurücklegen können.

Ich habe Zweifel, ob es richtig war, die Verzahnung, die wir vorgesehen haben, in einer schematischen Weise an die Übergangszeit, die ja ungefähr mit der Übergangsfrist beim europäischen Markt zusammenfällt, zu binden. Wir hoffen, dass ausreichende Kompetenzen unseres europäischen Parlaments längst vor dem Ablauf dieser Übergangsfrist geschaffen werden können. Dann können wir vielleicht auf diesen Zusammenhang verzichten. Aber es könnte auch sein, dass am Ende der Übergangszeit diese ausreichenden Kompetenzen immer noch nicht vorhanden sind; und dann werden wir nach wie vor auf diesen Zusammenhang zurückgreifen müssen.

Was mir Bedenken macht, ist, dass die Einführung dieser befristeten Übergangszeit, die sich im grossen und ganzen mit der Übergangszeit des Vertrages über den Gemeinsamen Markt deckt — wir haben einen Anfangstermin und einen Endtermin vorgesehen, wir müssen ungefähr mit dem Jahre 1970 rechnen, vielleicht vorbehaltlich einer etwaigen Abkürzung —, dass eine solche Übergangsfrist immer ein fest fixierter Zeitraum ist, der unserem eigentlichen Problem, nämlich dem inneren Zusammenhang zwischen der Fülle der Kompetenzen und der Tätigkeit unseres Parlaments nicht gerecht werden kann.

Ich möchte meine Befriedigung darüber aussprechen, dass die Absichtserklärung, die unser Kollege Metzger heute morgen erläutert hat, einem Anliegen Ausdruck gibt, das uns alle in gleicher Weise beschäftigt. Die assoziierten Gebiete sollen, das ist aus dem Bericht von Herrn Metzger hervorgegangen, aus Objekten der Betreuung in zunehmendem Masse Subjekte, mitwirkende Subjekte werden. Es ist daher richtig und entspricht unseren gemeinsamen Wünschen, dass Beziehungen zu den

Vertretern der assoziierten Gebiete, deren parlamentarischen Leben teils bereits begonnen hat, teils in Entstehung begriffen ist, gepflegt werden. Die Absichtserklärung hat hierfür gewisse Wünsche ausgesprochen, denen ich mich mit vollem Herzen anschliessen möchte.

Meine Damen und Herren! Wenn unser Haus nunmehr diesen Entwurf verabschiedet, so will unsere Versammlung damit ja nun den ihr zuteil geworden Auftrag erfüllen und will die Weiterbehandlung dieses Projekts dem Ministerrat oder den Ministern übertragen. Ich glaube aber, wir sollten diesen Entwurf aus unserer Versammlung nicht entlassen, ohne den Wunsch zu äussern, dass unserer Versammlung noch einmal Gelegenheit gegeben wird, auf den von den Ministern nun endgültig zu beratenden und festzulegenden Entwurf zurückzukommen, bevor er endgültig signiert wird.

Die Tatsache, dass wir für die Übergangszeit es den Ländern anheimgeben wollen, nach ihrem eigenen Recht ihr Wahlverfahren für dieses europäische Parlament zu gestalten, das Vorhandensein dieser Lücke sollte uns zwar nicht veranlassen, noch einmal den Versuch zu machen, diese Lücke auszufüllen, aber wir sollten unser Interesse, unsere Sorge und unsere Hoffnung mit der weiteren Gestaltung des Entwurfs verbinden. Die nächste Etappe des Entwurfs für die europäischen Wahlen wird die gouvernementale sein. Es wäre richtig, wenn in einem Zeitpunkt, der nach dem vorläufigen Abschluss dieser gouvernementalen Tätigkeit, aber noch vor der endgültigen Signierung des Entwurfs liegt, unserem Parlament Gelegenheit gegeben würde, noch einmal darauf zurückzukommen und seine kritischen, seine fördernden, seine konstruktiven Bemerkungen zu machen.

Von meiner sehr verehrten Kollegin Frau Probst sind gewisse Wünsche vorgetragen worden, die darauf abzielen, dass während der Übergangszeit versucht werden soll, eine gewisse Harmonisierung der Wahlverfahren der sechs Länder vorzunehmen. Ich weiss, auf welche grossen Schwierigkeiten die Erörterung dieser Frage in der Arbeitsgruppe und in den Ausschüssen gestossen ist. Auf der anderen Seite ist es lehrreich, die jetzt bestehenden Wahlverfahren zu vergleichen. Man kommt hierbei zu dem Ergebnis, dass sie gar nicht so sehr verschieden sind, dass eine Reihe von Ländern kein reines Proporzverfahren haben, sondern dass gewisse personalistische Elemente schon jetzt in dieses Proporzverfahren eingefügt sind.

Ich möchte davon absehen, einen konkretisierten Vorschlag zu machen. Es wäre jedoch der Erwägung wert, ob man nicht bei Verabschiedung des Textes, der uns jetzt vorliegt, in einer Entschliessung den Wunsch nach einer gewissen Harmonisierung der Wahlverfahren auch während der Übergangszeit zum Ausdruck bringen sollte und ob es nicht doch möglich sein sollte, zwar keinerlei Details, aber gewisse Prinzipien festzulegen, über die wir uns alle einigen könnten.

Man sollte die Verabschiedung dieses Entwurfs auch dazu benutzen, um von unserer Seite aus erneut den Wunsch zu bekunden, dass die Kompetenzen dieses Parlaments in einer angemessenen, zureichenden Weise erweitert werden.

Meine Damen und Herren! Trotz mancher Mängel, die dem Entwurf anhaften und auf die ich hingewiesen habe, möchte ich ihm meine Zustimmung geben. Ich möchte dies deshalb tun, weil ich in der Fertigstellung dieses Werkes einen Schritt in die Zukunft erblicke, weil ich hierin ein Mittel erblicke, die Gemeinschaft nicht nur unserer Länder, sondern auch unserer Völker zu festigen und dem Ziel einer gemeinsamen Arbeit unserer in unserer Gemeinschaft vereinigten Völker näherzukommen.

(Beifall.)

M. le Président. -- La parole est à M. Micara.

Micara. — Signor Presidente, onorevoli colleghi, dal mio punto di vista non è tanto l'aspetto formale o giuridico o tecnico elettorale che il progetto di convenzione per l'elezione a suffragio universale che dovrebbe prevalentemente interessarci, quanto piuttosto quello politico.

Il Gruppo di lavoro e la commissione politica hanno elaborato un testo, sul quale io sono perfettamente d'accordo. Essi hanno lavorato per quindici mesi, hanno sentito il parere di rappresentanti di governo, di leaders politici, di personalità particolarmente competenti. Il risultato del loro lavoro si condensa nel progetto che oggi ci viene presentato e che, a mio avviso, è quanto di meglio si potesse fare nel momento presente e noi dobbiamo compiacerci ed esprimere la nostra gratitudine ai nostri colleghi che così degnamente lo hanno svolto.

Visto in maniera analitica, il progetto di convenzione potrà sembrare imperfetto e quindi forse non soddisfare tutte le esigenze o tutte le aspirazioni di ognuno di noi, ma la meccanica degli articoli non deve farci perdere di vista l'obiettivo altamente politico di questa nostra

azione ed è questa nostra volontà politica che deve essere l'elemento dinamico di questo progetto di convenzione.

È inutile dividerci in massimalisti, in buoni o cattivi europei, come è stato qui detto. Il progetto sottoposto alla nostra approvazione è un realistico compromesso tra quello che sarebbe desiderabile fare, come ha detto giustamente l'onorevole Dehousse, e quello che è possibile fare.

Del resto il progetto rappresenta il comune denominatore delle volontà dei governi e dei partiti politici. La polemica, se prima debbono darsi più ampi poteri all'Assemblea e poi procedere alla elezione, mi sembra un po' — ed anche questo è stato detto — il problema dell'uovo e della gallina.

Noi che reclamiamo, e giustamente, sempre maggiori poteri per la nostra Assemblea, abbiamo oggi l'occasione di esercitarne uno che ci viene espessamente riconosciuto dagli articoli 138 della C.E.E. 108 dell'Euratom e 21 della C.E.C.A. Anzi più che un potere esso può essere considerato un diritto dovere, quello cioè di elaborare progetti intesi a permettere l'elezione a suffragio universale diretto.

Ecco l'occasione unica che ci viene offerta per esprimere la nostra volontà politica. Questo ci viene richiesto dai nostri popoli che vogliono da semplici spettatori diventare attori di questa meravigliosa impresa della costruzione dell'unità politica dell'Europa.

Io voglio farmi qui portavoce degli amministratori locali d'Europa che, riuniti recentemente a Cannes (e molti colleghi erano presenti in quella città in quel periodo), all'unanimità hanno richiesto che al più presto questa Assemblea elaborasse in progetto per l'elezione a suffragio universale diretto. Erano a Cannes 3 mila amministratori europei che rappresentavano, attraverso le Associazioni del consiglio dei comuni d'Europa, 40 mila amministratori comunali. È quindi giusto poter dire che dietro di noi vi è tutto il popolo europeo.

Del resto, non possiamo a questo punto deludere ulteriormente le aspettative; e questo, come ha detto giustamente ancora una volta l'onorevole Dehousse, per ragioni di democrazia, di giustizia, di efficacia politica. Bisogna che finalmente questa nostra Assemblea, che ha più i caratteri di un consiglio economico e sociale, diventi un vero Parlamento rappresentante del popolo europeo.

Si dice: ma se non diamo prima i poteri allargati a questa Assemblea, avremo fatto un lavoro inutile. Non sono d'accordo. Basta pensare alla diversa posizione nella quale si verranno a trovare i membri eletti a suffragio universale ed i rappresentanti dei Governi eletti dall'elettorato nazionale. Cambia, nei due casi, il grado di carica e di tenore politico del loro mandato. La nuova Assemblea si potrebbe dire che si troverà nelle condizioni di un Parlamento federale nei confronti di un governo regionale.

È vero che saranno quei governi a doverci dare i maggiori poteri. Ma quale sarà la loro possibilità di resistenza quando essi si troveranno tra due fuochi; l'azione di propulsione di un'Assemblea forte di un suffragio universale e la pressione della base dell'elettorato che reclama per i suoi eletti maggiori diritti politici di rappresentanza e di azione?

Non vi è dubbio che dal punto di vista della validità democratica il nuovo Parlamento avrà un titolo politico-giuridico più valido di quello sul quale si basano i governi nazionali.

Ma vorrei fare un'ultima considerazione. Credo siamo tutti d'accordo nel riconoscere che non vi è una vera integrazione economica senza un minimo di integrazione politica. Questa osservazione diventa sempre più evidente man mano che i problemi dell'integrazione economica vengono affrontati. È questo un parallelismo fatale: se vogliamo proseguire nella integrazione economica, dobbiamo integrarci politicamente. Le due cose debbono andare di pari passo; anzi molti di noi — ed io sono di quelli — pensano che l'integrazione politica debba precedere quella economica.

Comunque, oggi abbiamo l'occasione unica; e dipende soltanto da noi. L'elezione a suffragio universale è certamente uno strumento che oggi è nelle nostre mani e che, ben manovrato, costituirà un valido elemento per un effettivo rilancio dell'integrazione politica europea. Sappiamo quindi usarne con saggezza, sì, ma anche con altrettanta fermezza. Il progetto che ci viene presentato dalla Commissione politica e dal gruppo di lavoro ha, a mio avviso, queste due caratteristiche.

Sarebbe veramente doloroso constatare che i governi, che noi tacciamo sempre di nazionalismo e di immobilismo, ci superassero proprio in questo momento. Quando, aderendo alle proposte della Commissione, stanno cercando il modo di realizzare l'accelerazione dell'integrazione economica, sarebbe, ripeto, veramente doloroso

constatare che mentre quei governi in fondo si sforzano a realizzare le nostre richieste di accelerazione sul piano economico, noi non fossimo capaci di usare dello strumento di cui oggi disponiamo per poter accelerare l'integrazione politica europea. Sarebbe questa una enorme contraddizione politica che peserebbe gravemente sulla nostra responsabilità. Con l'accelerazione economica e l'applicazione della tariffa esterna comune noi stiamo trasformando la nostra unione economica, la nostra unione doganale in una vera e propria comunità economica.

Allo stesso modo le elezioni a suffragio universale costituiscono un elemento decisivo verso l'integrazione politica. Io non vorrei fare qui del nazionalismo europeo, ma forse molti di noi non hanno sempre presente l'entità economico-politica che l'Europa rappresenta in questo momento.

Io debbo qui citare ancora una volta (l'ho fatto in altre occasioni) un articolo ed uno studio apparso su una rivista americana. L'articolo era così concepito: a chi apparterrà questo secolo? All'America, alla Russia o all'Europa? La fonte è americana e i dati, che sono molto esatti, ci vengono forniti dai nostri amici americani, i quali, a conclusione dell'articolo, sono molto incerti nell'attribuire il possesso del secolo all'America; escludono che sia della Russia, ma sono molto incerti se questo secolo sarà dell'America o dell'Europa dei sei. E ci sono dei dati. Quando un complesso come il nostro ha un reddito nazionale attuale di 250 miliardi di dollari nei confronti dei 480 americani e 200 russi, quando la produzione dell'acciaio è di 80 milioni di tonnellate attuali contro i 110 americani e i 64 russi, quando nell'Europa dei Sei si producono i due terzi degli automobili prodotti dagli Stati Uniti contro i 125 mila prodotti in Russia, il che significa che l'Europa produce 25 volte di più di quello che la Russia non produce nel settore automobilistico, quando (e questo è il fatto più importante) la cifra della bilancia commerciale dell'Europa dei sei raggiunge la cifra astronomica di 35 miliardi di dollari contro i 17,4 dell'America e i 4,4 della Russia, sicché si può dire che il nostro commercio nei confronti di quello russo è quasi dieci volte di più, quando si può concludere, quindi, che l'Europa dei sei è la più grande potenza commerciale del mondo, è la seconda potenza industriale del mondo, forse noi abbiamo la sensazione delle nostre responsabilità non soltanto economiche ma anche e principalmente politiche. Basterebbe soltanto che considerassimo la cifra della bilancia commer-

ciale e la sapessimo interpretare e vedremmo, per esempio, che quella cifra significa che l'Europa dei sei è acquirente del 44 % delle materie prime dei paesi sottosviluppati.

Se quindi una politica nei confronti di quei paesi deve esser fatta, essa deve esser fatta dalla Comunità Economica Europea.

Queste cifre, che forse molte volte noi non conosciamo o dimentichiamo, dimensionano il problema politico e danno un significato al voto che noi andiamo a dare al progetto per le elezioni a suffragio universale. Si tratta finalmente di creare un parlamento che sia sulla misura di queste responsabilità. Colleghi, le cifre sono espressive: dobbiamo far sì che alla dimensione monetaria ed economica corrisponda una adeguata dimensione politica.

Ecco perchè — e concludo — io ritengo che noi dobbiamo approvare, e possibilmente alla unanimità, il progetto di convenzione che ci viene presentato dalla Commissione politica e dal Gruppo di lavoro; ed io vorrei dire ancora di più, che noi dovremmo chiedere contemporaneamente ai governi che approvino il più rapidamente possibile, e per stabilire quel giusto parallelismo che deve esistere tra integrazione politica ed economica, il nostro progetto nel momento in cui entrerà in funzione l'accelerazione della integrazione economica.

Con questo credo che i governi daranno la dimostrazione pratica della loro volontà effettiva di integrazione politica, perchè abbiamo dimostrato che non è possibile l'integrazione economica senza quella politica. Noi li ringraziamo di quanto hanno già fatto e speriamo che i *pour parler* che sono in corso al Lussemburgo portino effettivamente ad un risultato soddisfacente per noi. Comunque ci sembra di sapere che l'ultimo traguardo per l'inizio dell'accelerazione sarà nella peggiore della ipotesi il 1° gennaio 1961. Io propongo che si chieda che questo progetto sia approvato prima di quella data.

Incomincerà allora la gara tra i nostri parlamenti per la ratifica ed allora credo che il 1961 sarà veramente un anno proficuo per l'Europa per il suo rilancio politico ed economico; perchè assisteremo a questo spettacolo interessante di vedere la gara effettiva tra le forze politiche e le forze economiche. Io mi auguro che le forze politiche che noi rappresentiamo vincano. Grazie, signor Presidente.

(Applausi.)

M. le Président. — La parole est à M. Corniglion-Molinier.

M. Corniglion-Molinier. — Monsieur le Président, mes chers collègues, le discours plein d'un talent qui s'affirme chaque jour davantage de mon ami M. Maurice Faure, la remarquable et étonnante leçon de droit de notre cher président M. Dehousse — mon Dieu ! mon cher président, pourquoi la plupart de mes anciens professeurs de droit n'avaient-ils pas votre art de rendre clairs les problèmes les plus difficiles, j'aurais été un bien meilleur élève ! — le discours de notre ami M. Battista, ces trois interventions ont fort bien posé le problème qui nous occupe aujourd'hui ici, elles nous ont même fait entrevoir la possibilité d'améliorer notre destin, idée qui surprendra mon vieux camarade André Malraux. Si j'ajoute à cela la flamme de notre cher collègue M. Bohy, la sagesse de M. Le Hodey et de Mme Probst, l'exposé de M. Shuijt et les avis intéressants et nombreux des autres orateurs, y compris quelques détails de l'orateur qui m'a précédé, je puis affirmer que tout a été dit.

Mon intervention portera surtout sur le rapport de M. Metzger, qui a très bien vu les problèmes actuels qui lient les Etats africains à notre Communauté européenne.

Je me permets toutefois de penser qu'il y manque peut-être l'accent nécessaire pour souligner l'extrême urgence qu'il y a à empêcher la soudure entre l'Afrique et l'Asie, « immense et indestructible », comme disait récemment un célèbre homme d'Etat, fort connu actuellement en France et dans le monde entier.

Il faut, en effet, des institutions politiques sagement pensées et mises au point pour que l'Eurafrique puisse vivre. Nous voyons déjà s'ébaucher dans cette Afrique de petits ensembles qui grandiront à l'exemple de notre Communauté européenne continentale, tels l'Entente qui est centrée sur la Côte d'Ivoire, l'Union équatoriale formée par le Tchad, la République Centre-Afrique et le Congo, et le Mali groupant le Sénégal et le Soudan.

Sans être obligé de croire à la génération spontanée, il faut bien constater que ces Etats très jeunes, nouveaux-nés même dirais-je, sont attirés les uns vers les autres, se coagulent, s'unissent pour forger eux-mêmes un destin qu'ils ne veulent pas laisser au caprice du hasard.

Très peu d'hommes d'Etat ont su prévoir le déroulement des événements qui ont l'Afrique pour théâtre. L'un de ceux-ci est parmi nous.

Je suis heureux qu'il ne soit pas aujourd'hui dans un ascenseur ! (*Rires.*) C'est mon excellent ami, M. le président Pleven, qui, en 1944, à Brazzaville, en des heures douloureuses, en véritable homme libre et en grand homme d'Etat, avait déjà dessiné les contours et la structure de l'Afrique future, dans un monde cependant à l'époque en complet bouleversement.

Il avait été distraitemment écouté, ce qui est le sort réservé à tous ceux qui, comme lui, savent se montrer clairvoyants. A cette époque, il y a près de vingt ans, alors que tant d'années lourdes se sont déroulées depuis, il a permis à quelques-uns d'entrevoir que l'Afrique était une proie tentante pour cette immense Asie à laquelle je faisais allusion.

Il faut aux gouvernements africains actuels un réel courage, un courage politique pour résister à l'appel de certaines sirènes de l'Est, charmeuses et entreprenantes.

Mes chers collègues, je crois qu'il nous faut craindre que ces mêmes gouvernements africains, récemment promus à l'indépendance, ne prêtent de plus en plus une oreille attentive à ces voix enchanteresses de l'Extrême-Orient. C'est pourquoi il faut des institutions suffisamment solides à la future Eurafrique pour éviter aux nouveaux promus noirs la tentation rouge ou jaune.

Or, je suis obligé d'observer que les rapports excellents du groupe de travail et de la Commission politique n'ont pu aller très loin dans l'indication de ce qui pourrait être fait pour assurer parmi nous la représentation des nouveaux Etats africains. Je ne leur en fais pas reproche, car je connais les difficultés du sujet et ils ont bien voulu nous convoquer, mon ami M. Vial et moi, pour nous demander notre avis.

Je souhaiterais que lorsque les propositions sur lesquelles nous délibérons seront soumises au Conseil de ministres, l'Assemblée prenne elle-même l'initiative de signaler cette lacune. Pourquoi ne suggérerait-elle pas au Conseil des ministres que celui-ci lui confie l'étude de ce problème ? Je suis persuadé que personne ne pourrait le faire mieux.

Ce problème, je vous en supplie, il ne faut pas le laisser sous silence. J'y insiste, certain d'interpréter exactement l'opinion de ceux de mes collègues qui siègent ici pour les pays d'outre-mer. Je vous le dis : il ne faut pas perdre un jour, car l'évolution de l'Afrique est vertigineuse et dans la définition de relations nou-

velles entre l'Europe et l'Afrique il ne servira à rien de courir, il faut partir à point.

Ce n'est pas avec un colloque annuel parcimonieusement octroyé avec les Etats noirs que vous pourrez obtenir leur confiance. Ce n'est pas avec des voyages d'information, malgré les bons résultats qu'ils obtiennent, que nous nous assurerons l'indéfectible attachement de ces nations nouvellement apparues sur le front politique mondial. C'est avec des liens institutionnels précis, clairvoyants, que la jeune Afrique se plaira à vivre avec nous, à prospérer avec nous, à créer un nouveau destin pour elle et pour nous.

(*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Fischbach.

M. Fischbach. — Monsieur le Président, alors qu'à Luxembourg les ministres compétents de nos six pays viennent, non sans quelques difficultés il est vrai, mais avec un certain succès, d'arrêter leur attitude quant à l'accélération du Marché Commun, dont d'aucuns estiment qu'elle démontrera au monde que le Marché Commun « existe », notre Assemblée discute et se prépare à approuver un projet de convention relatif aux premières élections européennes directes prévues pour l'année 1963 au plus tard. Ce faisant, elle prépare l'exécution d'une idée qui est expressément envisagée par les traités; mais elle veut avant tout prouver aux hommes d'Etat et aux milieux politiques des Six pays qu'elle est disposée à assumer son rôle de véritable parlement.

L'élection au suffrage universel direct constitue, en effet, l'élément essentiel de tout parlement démocratique et souverain. Si le traité circonscrit pour le moment de façon très restrictive les pouvoirs de l'Assemblée parlementaire, cela n'empêche pas que les institutions, notamment la commission et le parlement, épuisent tous les moyens que les traités mettent à leur disposition pour remplir leur rôle avec un maximum d'efficacité.

Il est à mon sens oisif pour le moment de parler de l'extension des pouvoirs. Ce qui importe, c'est de croire à la réussite du Marché Commun et de mettre tout en œuvre afin d'aboutir le plus vite possible à l'édification d'une véritable communauté et non pas à la création d'une organisation internationale comme il en existe déjà tant d'autres.

Le désir de la Commission européenne de procéder sur le plan de l'exécutif à l'accélération doit avoir pour corollaire la volonté du parlement d'user de toutes ses forces pour que l'accé-

lération puisse se faire en collaboration avec l'opinion publique des Six pays. Il nous faut préparer l'avenir, c'est-à-dire emprunter tous les chemins qui mènent au but final de la Communauté, laquelle sera nécessairement politique.

C'est par cette volonté que les membres du groupe de travail et les membres de la commission politique se sont laissés guider quand ils ont élaboré leur projet de convention. Ils se rendent parfaitement compte que le projet qu'ils se sont finalement proposé de présenter à l'Assemblée et aux gouvernements est loin de réaliser ce système uniforme dont parle le traité de Rome. Il a néanmoins l'avantage de permettre des élections européennes directes dans chacun des six pays et selon certaines règles communes, notamment en ce qui concerne l'âge des électeurs, la date des élections, certaines incompatibilités, la durée de la législature.

Au regard du projet, deux attitudes sont possibles; elles se dégagent de la réponse à donner à la question de principe qui nous concerne tous, à savoir si l'on est pour ou contre les élections européennes directes.

Disons d'emblée qu'à tous ceux — ils sont heureusement peu nombreux — qui sont en principe opposés à l'idée d'élections européennes directes, aucun projet quel qu'il soit ne saura donner satisfaction. Ceux, par contre, qui sont en faveur d'élections européennes directes ont le choix entre deux attitudes possibles. Ils peuvent en principe être « pour », en estimant toutefois qu'un système uniforme rencontrerait des oppositions sérieuses à l'intérieur de chaque pays et en se montrant réticents à l'égard de toutes mesures qui seraient contraires à l'esprit et à la psychologie de leur corps électoral national. Quant à cette catégorie de gens favorables aux élections européennes, il faut convenir que le projet de convention tel qu'il est soumis leur offre toutes les garanties possibles. Il est, en effet, un compromis à la fois capable d'écarter les craintes des sceptiques et des hésitants, qui nous conseillent de ne pas aller trop vite, et de donner un minimum de satisfaction à ceux qui voudraient dès le départ assurer le plus haut degré d'uniformité à l'élection européenne.

Quant à la première catégorie, il faut dire que le projet de convention tient largement compte de toutes les objections qu'un régime définitif et uniforme pourrait rencontrer.

Toutes les questions susceptibles de soulever des critiques et de se heurter aux oppositions

nationales ont retenu l'attention des groupes de travail et de la commission politique.

Le projet laisse tout d'abord le soin à chacun des six pays de fixer lui-même le mode de scrutin pour les élections européennes. Il part de la constatation qu'il est de la plus haute importance que l'opinion publique de chaque pays considère les parlementaires européens comme démocratiquement élus.

L'essentiel n'est pas que les électeurs sachent qu'ils vont élire les députés selon un système uniforme : ce qui est plus important, c'est qu'ils soient convaincus de pouvoir voter de la façon qui leur paraît la plus démocratique.

Les experts eux-mêmes n'ont pas estimé qu'il serait indispensable, pour donner plus de prestige aux parlementaires, de les élire dans chaque pays selon le même mode. Effectivement, la fixation d'un mode de scrutin uniforme ne trouverait pas l'accord des populations, qui ne sont pas seulement désireuses de voter pour leurs propres candidats nationaux, mais qui veulent également voter selon le mode en vigueur dans leur pays.

La question du nombre a, elle aussi, trouvé une solution raisonnable. On a décidé de tripler le nombre actuel des membres de l'Assemblée. La majorité s'est ralliée à cette proposition, et cela pour plusieurs raisons. En premier lieu, le nombre doit être tel qu'il garantisse, lors de la campagne électorale, un minimum de contact entre les électeurs et les candidats. En second lieu, il importe de laisser aux parlements nationaux la prérogative de désigner comme par le passé une fraction de leur représentation à l'Assemblée parlementaire. Une troisième considération se rapporte aux petits pays, dont la représentation européenne risquerait de devenir exagérée par rapport au nombre des parlementaires nationaux si le nombre de leurs représentants se trouvait quadruplé.

Les auteurs du projet ont longuement débattu la question de savoir s'il était indiqué de faire élire tous les députés au suffrage universel ou s'il était préférable, comme par le passé, de faire désigner une certaine fraction de la représentation de chaque pays par les parlements nationaux respectifs. C'est cette dernière formule qui a été finalement retenue.

Deux considérations se sont trouvées à la base de cette décision des auteurs du projet. La première a trait à l'avantage qu'il y a de maintenir,

du moins pour la période transitoire, des liens directs avec les parlements nationaux. La seconde se dégage de la réflexion qui se fera nécessairement sentir dans la pratique, d'ici à quelques années, à savoir une incompatibilité de fait pour le cumul des deux mandats, pour laquelle les partis européens seront amenés aux premières élections européennes déjà, à garnir leur liste de candidats qui ne sont pas encore députés nationaux.

Néanmoins, les auteurs du projet n'ont pas cru devoir consacrer le principe de l'incompatibilité des deux mandats, du moins en ce qui concerne la période transitoire, étant donné que ce serait trop demander que d'exiger des députés nationaux qu'ils renoncent à l'assiette confortable de leur mandat national pour l'échanger contre un mandat, fût-il européen, auquel aucun pouvoir réel n'est encore attaché.

La question des pouvoirs de l'Assemblée est effectivement celle qui est le plus étroitement liée à l'idée des élections européennes au suffrage universel direct. Ce qui importe, c'est de savoir si l'absence de pouvoirs constitue une raison suffisante de ne pas se prononcer, en ce moment déjà, en faveur d'élections européennes. Ne seront-elles d'un intérêt réel que si les pouvoirs de l'Assemblée ont été étendus ? Je crois qu'il serait erroné de poser la question de cette façon et de lier son accord au projet à la condition de l'extension des pouvoirs.

Nous constatons avec regret que les pouvoirs de l'Assemblée sont encore plus limités que ceux de l'Assemblée commune, du fait que les ministres ne sont pas responsables devant les députés, ce qui rend le fameux pouvoir de censure en quelque sorte illusoire, car il est exercé vis-à-vis d'une commission qui dépend, en ce qui concerne les pouvoirs, du Conseil de Ministres.

Malgré cet état de choses, il serait dangereux de vouloir ériger l'extension des pouvoirs en préalable. Le pas le plus important à faire est celui des élections européennes au suffrage universel direct. Pour autant qu'il contribue à la consolidation de la communauté, il nous mènera automatiquement vers une extension des pouvoirs.

Etant donné que, sur beaucoup de points se rapportant à l'organisation des élections européennes directes, il fallait tenir compte des usages et des législations nationales, l'idée fut des plus heureuses de procéder par étapes, en instituant dans le présent projet une période

transitoire. C'est à la fin de cette période transitoire, qui nous mettra en mesure de faire de précieuses expériences, que certaines questions, y compris celle du régime électoral, pourront peut-être trouver une solution.

Je pense, notamment, au problème des incompatibilités consignées dans l'article 8 du projet. Aussi suis-je décidé à reprendre l'amendement que j'avais présenté à Rome, tendant à limiter à la période transitoire prévue aux traités l'incompatibilité du mandat de membre de la Haute Autorité et de membre des Commissions avec celui de député européen.

Si nous voulons envisager sérieusement le moment où les membres des Commissions se trouvent désignés ou élus au sein de cette Assemblée, nous avons tout intérêt à rehausser l'importance de l'Assemblée en permettant membres des commissions.

Je tiens toutefois à exprimer le désir que le jour où la période transitoire sera parvenue à son terme et qu'un système uniforme sera mis en application, il soit toujours tenu compte du fait que les traités de Rome ont été signés et ratifiés par six pays souverains et que, par conséquent, dans le découpage des circonscriptions et dans l'établissement des listes de candidats, il soit toujours tenu compte des frontières nationales.

Cela dit, je conclus en répétant que le projet tel qu'il nous est soumis constitue une œuvre utile et raisonnable, empreinte de bon sens et digne de recueillir l'approbation de la grande majorité de l'Assemblée. Il a toutes les chances d'emporter l'accord des gouvernements et d'ouvrir ainsi la voie à un parlement issu de la volonté populaire. Je suis convaincu qu'on dira un jour que tout comme il n'y aurait pas eu de Marché commun sans liste G, il n'y aurait pas eu de Parlement européen à pouvoirs réels sans l'œuvre de compromis du présent projet de convention que nous sommes appelés à transmettre avec notre vote favorable au Conseil de ministres.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je suppose que M. Battista, président de la commission, désire tirer les conclusions de ce débat. Je lui donne donc volontiers la parole.

Battista, Presidente della Commissione per gli affari politici e i problemi istituzionali. — Onorevole Presidente, lei mi dà la parola per concludere questo dibattito, il che, peraltro, mi è parti-

colarmente facilitato da una larga comprensione che ho potuto constatare da parte di tutti gli oratori che si sono avvicendati alla tribuna.

Io ringrazio tutti per l'apporto veramente considerevole che hanno dato a questo nostro progetto di convenzione per l'elezione a suffragio universale. Li ringrazio in particolar modo poichè quando si è lavorato per molto tempo nell'ambito di una Commissione in cui ci si conosce tutti ed in cui si conoscono le opinioni di tutti, aver l'appoggio successivo di un'Assemblea così larga e così autorevole è veramente un conforto. Mi permetta perciò, signor Presidente, di ringraziare nominativamente tutti gli intervenuti.

Desidero innanzi tutto ringraziare l'onorevole Battaglia per le sue parole serie e meditate e poi l'onorevole Bohy, il quale ha svolto un intervento particolarmente felice, sia dando comunicazione a questa Assemblea dell'appoggio che a questa Convenzione hanno deciso di dare i partiti socialisti dei sei paesi della Comunità, sia dimostrando in modo felice che in fin dei conti i poteri di questa Assemblea non sono tanto modesti da far sembrare assolutamente inutili le persone che siedono in quest'Aula.

Ringrazio ancora l'onorevole Santero, vecchio europeo, una delle colonne dell'Assemblea. Egli ha riproposto un suo emendamento, già presentato avanti alla Commissione, perchè è uno di quei colleghi che quando credono in una cosa, ci credono sul serio. Comunque questo emendamento verrà in discussione insieme all'articolo cui si riferisce e in quella sede l'onorevole relatore avrà modo di esporre il parere della Commissione.

Ringrazio l'onorevole Van Dijk. Tra l'altro egli nel suo intervento ha svolto una severa ma cortese lagnanza poichè si è domandato quale era la ragione per cui gli Esecutivi non sono stati chiamati a collaborare con noi all'estensione di questa convenzione. Non è stata veramente una mancanza di riguardo verso gli Esecutivi che sono da noi giustamente apprezzati per l'opera che svolgono. Ma mentre abbiamo gradito la presenza di osservatori che gli esecutivi hanno mandato prima nel Gruppo di lavoro e poi nella nostra Commissione, abbiamo ritenuto che per quanto riguardava lo studio e la redazione del progetto di Convenzione era un obbligo, ma non di loro competenza perchè esso ci era stato affidato dal Trattato, il quale, avendoci concesso il diritto di iniziativa nei riguardi dei Consigli dei Ministri, non ci obbligava a passare attraverso

gli esecutivi. In ogni modo gli esecutivi sono stati sempre tenuti al corrente del nostro lavoro poiché in tutte le parti d'Europa dove la Commissione si è riunita, c'è stato sempre un rappresentante dell'Esecutivo della C.E.E.

Ringrazio l'onorevole Rubinacci. Il suo discorso è stato ampio, di largo respiro ed anche facendo presenti delle perplessità dei desideri e delle aspettative, ha riconosciuto che il lavoro che è stato presentato alla vostra approvazione è il migliore che si potesse fare.

Ringrazio l'onorevole Le Hodey per la sua oratoria semplice e pur tuttavia estremamente efficace. Come sempre i suoi argomenti arrivano dritti allo scopo. Anch'egli ha presentato degli emendamenti che non hanno avuto la fortuna di essere accolti in Commissione e che egli presenterà davanti all'Assemblea che li discuterà al momento opportuno.

Ringrazio l'onorevole Micara che ha voluto fare un panorama della situazione economica della Comunità nei riguardi degli altri grandi blocchi continentali esistenti nel mondo. Ha fatto allargare il cuore alla speranza. Egli ha citato delle cifre indubbiamente esatte e si è augurato che nel campo politico si abbia l'identico confortante sviluppo che si è avuto nel campo economico. Un discorso veramente efficace.

Ringrazio l'onorevole Corniglion-Molinier, egli ci ha parlato dei territori d'Oltremare che sono nel cuore di tutti. Naturalmente egli, come rappresentante di un territorio d'Oltremare, giustamente ha rilevato l'apporto considerevole che la relazione Metzger ha dato a questa discussione. Siamo grati della sua approvazione al progetto e del rilievo dato alla politica, che si intende seguire verso i territori d'Oltremare.

Ringrazio l'onorevole Fischbach. Conosciamo le sue idee. Ha lavorato molto nel Gruppo di lavoro e quindi è uno di coloro che ha maggiormente collaborato con noi.

Ringrazio anche tutti coloro che hanno fatto delle critiche, poiché una discussione parlamentare deve avere delle opposizioni e delle critiche. Non può considerarsi una discussione parlamentare se non vi sono posizioni e critiche specialmente quando queste sono costruttive. Quindi ringrazio quei colleghi che hanno fatto delle critiche qualche volta massicce dirette specialmente ai principi che hanno intornato tutto il nostro progetto di convenzione.

Agli onorevoli Metzger, Smets, a Madame Probst ed in particolare anche l'onorevole Kopf,

il quale, nel suo spirito profondamente europeista e nel desiderio di venire incontro all'intenzione di tutti di portare avanti questa convenzione, ha superato le perplessità che lo hanno travagliato e che probabilmente lo travagliano tuttora.

Perciò è stato particolarmente apprezzato lo sforzo che l'onorevole Kopf ha fatto per unirsi a questo coro di approvazioni anche con tutte le sue giustificate perplessità.

Dopo di che, onorevoli Colleghi, dovrei rispondere soprattutto a coloro che hanno fatto delle critiche di fondo e non di dettaglio, perché a quelle risponderanno i singoli relatori quando verranno discussi gli articoli della convenzione. La critica di fondo più massiccia che già conoscevamo e che ci aspettavamo era questa: ma perché fare una convenzione per permettere delle elezioni a suffragio universale diretto se prima non si danno all'Assemblea poteri maggiori di quelli che ha? Sia l'onorevole Metzger che l'onorevole Smets hanno detto addirittura che, così facendo, prima di arrivare ad un aumento di poteri dell'Assemblea, il corpo elettorale ci avrebbe accusato di averlo tradito, ci avrebbe domandato: ma come, ci venite a chiamare di votare per una Assemblea che non ha dei poteri, che ben poco potrà fare nella sua vita? Come dicevo poc'anzi, ringraziando l'onorevole Bohy (e lo stesso argomento è stato rilevato dall'onorevole Rubinacci), non è proprio completamente vero che questa Assemblea, che noi in questa discussione abbiamo bistrattato come composta di persone che si radunano quasi a fare dell'accademia, non abbia dei propri poteri.

Egredi colleghi, ieri proprio l'onorevole Dehousse con la competenza che gli è propria ha voluto ricordare una data molto antica, se non sbaglio il 1215, quando venne promulgata la *Magna Charta*. E giustamente ricordò l'onorevole Dehousse che quella prima Costituzione, quel primo Parlamento è ben diverso dall'attuale Parlamento inglese. Possiamo anche aggiungere, se me lo permette l'onorevole prof. Dehousse, che questo aumento dei poteri del Parlamento inglese è dovuto non a leggi né a trattati né a convenzioni né a costituzioni, ma è dovuto al susseguirsi di una prassi che si è andata creando, per cui oggi l'Inghilterra — fortunata lei! ha una costituzione non scritta. Fortunata lei, perché è sempre meglio avere una Costituzione non scritta piuttosto che essere legati qualche volta rigidamente ad una Costituzione scritta.

Qualcuno potrebbe dirmi: ma sono passati dal 1215 ad oggi qualcosa come oltre otto secoli, per

cui, se noi dovessimo aspettare otto secoli per fare l'Europa, ciò non sarebbe molto allegro per noi, anzi sarebbe ben triste.

Ma senza aspettare tanto tempo, anzi con una ferma volontà di arrivare molto presto al nostro scopo, io dico: signori questa Assemblea ha già aumentato i suoi poteri, già attraverso una prassi che si è andata creando in appena due anni di vita, noi abbiamo constatato che questa Assemblea ha acquistato sempre più peso nella vita della Comunità. Noi abbiamo ascoltato nell'ultima sessione il discorso del Presidente del Consiglio dei Ministri in esercizio, del Ministro Schanze, il quale ha accettato parecchie richieste da noi fatte sul «colloquio» che si tenne il 25 Novembre dell'anno scorso.

Le «consultazioni» previste nei trattati su determinati argomenti, verranno ora chieste dal Consiglio dei Ministri anche per molti altri argomenti importanti. Dalla presenza direi assai rara dei Ministri nelle sedute della nostra Assemblea siamo ora passati alla promessa (speriamo che venga mantenuta) della presenza continua di qualche ministro durante tutte le sessioni. Quindi gradatamente questa prassi si sta creando e non credo che sia stata inutile l'azione di questa Assemblea durante questi due anni.

E allora, egregi colleghi, arrivati a questo punto cosa dobbiamo fare? Il trattato ci dà un diritto di iniziativa. Io il terzo comma dell'art. 138 del Trattato istitutivo della C.E.E., più che nel senso letterale lo interpreto, nel senso di un diritto di iniziativa data alla nostra Assemblea di presentare un progetto di legge elettorale a suffragio universale diretto. Ebbene, onorevoli colleghi, dobbiamo dimenticare questo diritto di iniziativa, accantonarlo, attendere che si faccia un altro trattato che dia dei maggiori poteri all'Assemblea? Me lo permetta, onorevole Bohy, ella ha detto che il Trattato si può anche interpretare in senso estensivo per quanto riguarda maggiori poteri. Sono d'accordo con tutto ciò che ella ha detto ma su questo argomento ho qualche dubbio.

Possiamo evidentemente, attraverso una prassi, avere dei migliori rapporti con i consigli dei ministri e con gli esecutivi, ma al di là di certi limiti non possiamo certo andare. Se si vuole, come ha chiesto l'onorevole Kopf l'autorità di discutere ed approvare i bilanci, quello evidentemente non può esercitarlo attraverso una prassi ma soltanto con un trattato; e se per caso si volesse chiedere, come è ben possibile, una consultazione non solo obbligatoria, ma che debba essere accettata dai consigli dei Ministri, evi-

dentemente anche per fare ciò ci vorrebbe una modifica del trattato.

Ma quando noi avessimo aspettato che i governi ci concedessero maggiori poteri con una opportuna modifica del trattato, cosa avremmo fatto? Avremmo accantonato il diritto che abbiamo di presentare una legge elettorale, avremmo iniziato una grossa battaglia per avere questi maggiori poteri all'Assemblea, che non sono previsti dal trattato e che non abbiamo il diritto di chiedere, mentre possiamo intanto cominciare a fare qualche cosa, che il trattato ci permette di fare: cioè il progetto di convenzione per consentire la elezione diretta.

Onorevoli colleghi confessiamo che la vita che abbiamo cominciato a percorrere da alcuni anni è una vita difficile, è una vita dura, è una vita che ci costringe a superare delle difficoltà ad ogni passo. Affrontiamo gli argomenti uno alla volta. Non cerchiamo di complicare le questioni affrontandole contemporaneamente. Se noi oggi affrontassimo la convenzione per le elezioni dirette e l'aumento dei poteri per l'Assemblea, io credo che non avremmo né l'uno né l'altro.

Con quale risultato? Io credo con nessun risultato pratico. Dice l'onorevole Kopf che debbono essere due problemi che procedono parallelamente, ma che è necessario che arrivino insieme a conclusione. Mi augurerei che questo potesse avvenire, ne sarei lieto. L'onorevole Poher già da parecchio sta studiando una relazione a questo scopo, ma se anche il Consiglio dei ministri dovesse approvare questa Convenzione prima che abbia approvato l'estensione dei poteri dell'Assemblea, io vorrei pregare l'onorevole Kopf di non avere troppo scrupoli, per questo anticipo.

Facciamo queste elezioni, anche prima che si faccia quel *referendum* che è stato chiesto dall'onorevole Vendroux; sarà sempre un grosso passo avanti.

L'onorevole Metzger ha definito noi, che crediamo al valore immediato di queste elezioni, dei romantici, mentre egli si è definito un realista. Io non so se questo sia vero, anzi mi domando se non siamo dei realisti noi che vogliamo subito prendere quel che il Trattato ci dà. Non saremmo forse dei sognatori se aspettassimo quel che è ben lontano dall'aver possibilità di successo?

Sono stati citati qui dei proverbi e ne ricorderò anch'io uno italiano che afferma che il meglio è nemico del bene. È evidente, onorevole Metzger, che tutti noi desidereremmo di cuore

che questa Assemblea abbia i poteri legislativi più vasti possibili. Noi che crediamo nell'unità europea lavoreremo a questo scopo, senza tirarci indietro nei Parlamenti nazionali, per ottenere maggiori poteri a questa Assemblea, ma, in attesa del meglio, cominciamo ad assicurarci qualche cosa.

Evidentemente questa Convenzione non è perfetta come qualcuno avrebbe voluto. L'onorevole Carboni ha mosso molte critiche, che apprezzo. Egli è giurista e professore, come il professor Dehousse, ed ha mosso delle critiche basate su un sano fondamento giuridico, ma io dico che è necessario prendere la Convenzione per quello che è.

L'onorevole Carboni molte obiezioni fatte oggi non le ha fatte in sede di Commissione o di Gruppo di lavoro, perchè anche egli allora era convinto che si facesse il miglior lavoro che si poteva fare.

Il Trattato, per esempio non parla di periodo transitorio, parla solo di progetti per consentire le elezioni a suffragio universale diretto. Dice l'onorevole Carboni che la Convenzione non prevede il suffragio universale diretto, perchè abbiamo dato la possibilità ai Parlamenti di nominare un terzo dei rappresentanti. Obietta poi che il periodo transitorio non è previsto dal Trattato e avanza dei dubbi sull'interpretazione dell'articolo 4.

Onorevole Carboni, è chiaro che con questa Convenzione noi modifichiamo il Trattato e questo non è mai stato negato. Anzi è stato sempre detto che noi modifichiamo il Trattato per aumentare il numero dei rappresentanti e per consentire il periodo transitorio. Difatti questa Convenzione seguirà la strada di tutti i Trattati internazionali, verrà firmata dai rappresentanti dei Governi e verrà ratificata dai Parlamenti.

Perché si è istituito il periodo transitorio, si è chiesto? Abbiamo risposto: per dare la possibilità di un inserimento graduale di questa enorme novità nella storia dell'Europa che consenta al popolo di eleggere i propri rappresentanti. Questa è la grossa novità che ancora non riusciamo ad inquadrare perfettamente. Per questo noi dobbiamo arrivarci per gradi. Ecco il perché del periodo transitorio: perché non abbiamo voluto dare la preoccupazioni ai diversi

Paesi che dovranno ratificare il trattato, di dover altresì adottare una legge elettorale pressappoco uguale per tutti i sei Paesi.

Onorevole Probst, ella sa quanta deferenza noi abbiamo per lei e personalmente quanta ne abbia io. Apprezzo la sua forza di carattere, la tenacia delle sue argomentazioni, la volontà che porta nel rimuovere gli ostacoli più difficili a rimuoversi, ma mi permetta di dirle, come ho fatto già privatamente, che di fronte ad una cosa così rivoluzionaria, come è questa di chiamare 100 milioni di elettori un giorno a votare per i deputati che dovranno rappresentarli in un Parlamento europeo, le difficoltà si accrescerebbero se in ogni Paese si dovesse accettare ed approvare una legge elettorale che può anche essere completamente diversa da quella vigente nel paese stesso, come, ad esempio, la Francia. Contentiamoci del possibile, il meglio è peggio del bene. Contentiamoci di quello che abbiamo fatto e lavoriamo per l'avvenire poiché, alla fine di questo periodo transitorio si possa veramente chiudere questa prima fase ed avere allora tutto il Parlamento completamente eletto dagli elettori d'Europa, così come previsto dal trattato.

Avremo così anche quella legge uniforme come tutti noi desideriamo, ed allora veramente potremo dire di aver fatto un definitivo passo in avanti. Adesso si tratta di un passo non ancora molto grande, ma sufficiente. Auguriamoci che questa disposizione messa nella Convenzione venga accettata presto dal Consiglio dei Ministri e nel più breve tempo possibile si possa arrivare a questo primo grandioso esperimento.

(Applausi)

M. le Président. — Je remercie M. le président Battista de son exposé.

Personne ne demande plus la parole ?

La discussion générale est close.

La discussion et le vote des articles, ainsi que le vote sur l'ensemble des textes présentés par la commission des affaires politiques interviendront normalement mardi.

Il est toutefois possible que, sur proposition du Comité des présidents, l'Assemblée soit appelée à décider que cette discussion et ces votes interviendront dès lundi après-midi.

Tagesordnung der nächsten Sitzung
Ordre du jour de la prochaine séance
Ordine del giorno della prossima seduta
Agenda van de volgende vergadering

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain jeudi, de 10 h 30 à 13 h et de 15 h à 19 h, avec l'ordre du jour suivant :

Présentation et discussion des rapports :
 de M. Deist sur la politique de conjoncture;
 de M. Motte sur la politique régionale;

de M. Geiger sur la politique de structure;
 de M. Armengaud sur la politique économique.

La séance est levée.

(Die Sitzung wird um 20 Uhr geschlossen.)

(La séance est levée à 20 heures.)

(La seduta termina alle 20)

(De vergadering wordt om 20 uur gesloten.)

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPÉENNE

SESSION LE MAI 1960

Ordre du Jour de la séance du

JEUDI 12 MAI 1960

de 10 h. 30 à 13 h.
et
de 15 h. à 19 h.

Présentation et discussion :

- du rapport de M. DEIST sur les problèmes posés par une politique de conjoncture commune dans la Communauté Economique Européenne (doc. n° 23) ;
- du rapport de M. MOTTE sur les problèmes de la politique régionale et les voies et moyens à mettre en oeuvre pour la réalisation d'une telle politique dans la Communauté des Six (doc. n° 24) ;
- du rapport de M. GEIGER sur certains problèmes de structure en relation avec l'élaboration de la politique économique commune dans la Communauté des Six (doc. n° 25) ;
- du rapport intérimaire de M. ARMENGAUD sur la création auprès des exécutifs de la C.E.C.A., de la C.E.E. et de l'Euratom d'un groupe de travail chargé de rassembler les données permettant de promouvoir une politique économique communautaire et harmonieuse à long terme (doc. n° 27).

